





# WORLD POLICY CONFERENCE

— NEUVIÈME ÉDITION —  
20-22 NOVEMBRE 2016 - DOHA



WORLD  
POLICY  
CONFERENCE

## SOMMAIRE

PRÉFACE	page 3
PROGRAMME	page 4
OUVERTURE	page 6
SESSIONS PLÉNIÈRES	page 12
ATELIERS PARALLÈLES	page 62
DÉJEUNERS ET DÎNERS DÉBATS	page 76
NETWORKING	page 86
INVITÉS	page 97
DISCOURS D'OUVERTURE	page 106
PRESSE & WPC TV	page 113
PARTENAIRES ET ORGANISATIONS	page 118

## Préface



Le programme de la 9e édition de la World Policy Conference (WPC) a couvert les principaux thèmes de la gouvernance mondiale, dans l'esprit d'ouverture et de tolérance qui fait partie de notre identité. Mais comme nous nous sommes réunis à Doha seulement quelques jours après l'élection de Donald Trump, il n'est guère surprenant que ce sujet soit ressorti d'une manière ou d'une autre dans toutes les sessions et qu'il ait donc occupé le devant de la scène.

Ce n'est pas que le système international soit devenu monopolaire, comme certains l'avaient naïvement cru au début des années 1990, après la chute de l'Union soviétique. Il est clairement multipolaire, global, hétérogène et complexe. Ce dernier terme implique un haut degré d'instabilité structurelle. Cependant, les différents « pôles » ne sont pas équivalents. Les effets d'un retournement durable dans la politique extérieure américaine seraient considérables dans le monde entier. Aucun autre « pôle », pas même la Chine, n'a encore une influence planétaire comparable à celle des Etats-Unis d'Amérique. Quatre mois après son élection et un mois et demi après son installation à la Maison Blanche, on ne peut pas dire que les manières du 45e président des Etats-Unis aient significativement changé. Tout au plus se montre-t-il moins provoquant vis-à-vis de la Chine ou plus prudent vis-à-vis de la Russie. Il a laissé le vice-président Pence réaffirmer, mais non sans d'exigeantes conditions financières, la fidélité au credo atlantiste. Son soutien aux alliés en Asie de l'Est est d'autant plus crédible que ni le Japon ni la Corée ne reculeront devant l'effort de défense. Dans d'autres domaines, comme le commerce international ou le traitement des immigrés, Trump est resté intraitable. Il tourne le dos au multilatéralisme de l'OMC et persiste dans sa volonté de construire un mur à la frontière mexicaine. Il persiste également dans sa volonté de démanteler les mesures de régulation mises en place après la crise des subprimes, au risque d'une nouvelle crise financière majeure, tôt ou tard. Sur un point, il réaffirme et au-delà ce qui est sans doute l'invariant le plus fondamental de la grande stratégie des Etats-Unis :

la volonté de conserver et même de renforcer la supériorité absolue des moyens militaires, par rapport au reste du monde, quitte à relancer la course aux armements comme au temps de la guerre froide. Le réalisme américain auquel il faut s'attendre pour les prochaines années procède d'une vision étroite de l'interdépendance.

Il existe cependant au moins trois raisons d'espérer. D'abord, malgré sa victoire électorale, le nouvel hôte de la Maison Blanche n'est pas représentatif de toute l'Amérique et l'Amérique le lui fait sentir. Ensuite, il devra s'adapter, comme il a déjà commencé à le faire face à la détermination de Xi Jinping. Enfin et surtout, d'un mal peut sortir un bien, dans la mesure où les partenaires des Etats-Unis se trouvent, cette fois sérieusement, incités à mieux prendre leur destin en main. C'est en particulier le cas de l'Union européenne, par ailleurs fragilisée par une conjonction de plusieurs crises (le Brexit, l'eurozone, les réfugiés, le populisme). Pour la première fois depuis les traités de Rome il y a soixante ans, elle doit sérieusement envisager de voler de ses propres ailes, certes dans le cadre de l'alliance atlantique, mais sans plus de protecteur. Encore l'Union doit-elle se montrer capable de résister aux tentations suicidaires qui l'accablent actuellement et de saisir la perche involontairement tendue par les Etats-Unis. Et si elle y parvient, elle montrera au reste du monde qu'une Europe redevenue forte ne sera plus jamais une Europe impérialiste.

L'une des plus grandes interrogations pour le système international à moyen terme est la capacité de l'Union européenne à devenir ce qu'elle porte en germe, c'est-à-dire le grand laboratoire de gouvernance à l'échelle d'un vaste ensemble régional, selon une logique de plus en plus imposée par les réalités technologiques. C'est parce qu'en plus d'un patrimoine culturel sans équivalent, l'Europe a ce potentiel qu'elle peut encore inspirer tous ceux qui veulent vivre dans un monde ouvert et tolérant. C'est à la construction d'un tel monde que la World Policy Conference entend apporter une contribution.

**Thierry de Montbrial**  
Président et fondateur de la WPC  
5 mars 2017

**Dimanche 20 novembre**

08:30 – 09:30 : ***Café d'accueil***

09:30 – 10:30 : ***Ouverture***

**Thierry de Montbrial**, Fondateur et président de la WPC  
**Sheikh Abdullah bin Naser bin Khalifa Al-Thani**, Premier ministre, Qatar

**Jean-Marc Ayrault**, Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, France

10:35 – 10:45 : ***Invité spécial***

**Ahmet Davutoglu**, Ancien Premier ministre, Turquie

10:45 – 12:30 :

***Session plénière 1 : L'avenir du Moyen-Orient***

Modérateur :

**Jim Hoagland**, Conseiller de la rédaction du *Washington Post*

Intervenants :

**Youssef Amrani**, Cabinet royal, Maroc

**Saab Erekat**, Négociateur en chef palestinien, Palestine

**Xiaosheng Gong**, Envoyé spécial de la Chine pour la question du Moyen-Orient

**Riad Hijab**, Ancien Premier ministre, Syrie

**Miguel Ángel Moratinos**, Ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne

**Abdulaziz Othman bin Sager**, Président, Gulf Research Center, Arabie Saoudite

**Itamar Rabinovich**, President of the Israel Institute, Distinguished Global Professor at New York University (NYU) and Distinguished Fellow at the Brookings Institution

12:30 – 13:30 :

***Session plénière 2 : Éthique et relations public-privé***

Modérateur :

**Susan Liautaud**, Vice-présidente du conseil et de la cour des gouverneurs de la London School of Economics and Political Science, fondatrice de Susan Liautaud & Associates Limited (SLA)

Intervenants :

**Kriengsak Chareonwongsak**, Président de l'Institute of Future Studies for Development ; ancien conseiller du Premier ministre Thaïlandais

**Mari Kiviniemi**, Secrétaire générale adjointe de l'OCDE, ancien Premier ministre Finlandais

**Ashwani Kumar**, Avocat principal à la Cour suprême ;

Ancien ministre de la Justice, Inde

**Bruno Lafont**, Co-président du conseil d'administration de LafargeHolcim

13:30 – 14:45 :

***Déjeuner débat*** avec **Guillaume Pepy**, président du directoire de SNCF, président-directeur général de l'ÉPIC SNCF Mobilités

15:00 – 15:30 :

***Session plénière 3 : Le rôle européen et international de la Turquie***

Modérateur :

**Thierry de Montbrial**, Fondateur et président de la WPC

Intervenant :

**Ali Babacan**, Député et ancien vice-Premier ministre

de la République de Turquie

15:30 – 16:30 : ***Session plénière 4 : Santé : innovations***

***technologiques et gouvernance mondiale***

Modérateur :

**John Andrews**, Conseiller de la rédaction de *The Economist*

Intervenants :

**Sheikh Dr. Mohammed bin Hamad Al-Thani**, Directeur de la Santé publique, ministère de la Santé publique, Qatar

**Christian Bréchet**, Président de l'Institut Pasteur, France

**Zhu Yan-Mei**, Vice-président exécutif, Beijing Genomics Institute, Chine

16:30 – 18:00 : ***Session plénière 5 : Le changement tech-***

***nologique et le nouveau contrat social***

Modérateur :

**Masood Ahmed**, Directeur du département Moyen-Orient

et Asie Centrale du FMI

Intervenants :

**Sébastien Bazin**, Président-directeur général, AccorHotels

**Chang Dae-Whan**, Président, Maekyung Media Group,

République de Corée

**Patrick Nicolet**, Membre du comité de direction générale, Capgemini

**Tobby Simon**, Membre de la Commission mondiale

pour la gouvernance d'internet (GICG), Inde

18:00 – 18:30 : ***Pause café***

18:30 – 19:00 : ***Session plénière 6 : Le Royaume-Uni après le Brexit***

Modérateur :

**Thierry de Montbrial**, Fondateur et président de la WPC

Intervenant : **John Kerr**, Membre de la Chambre des Lords,

ancien ambassadeur du Royaume-Uni aux États-Unis et auprès de l'UE

19:00 – 19:45 : ***Session plénière 7 : La sécurité et le développe-***

***ment économique en Afrique***

Modérateur :

**Thierry de Montbrial**, Fondateur et président de la WPC

Intervenants :

**Nathalie Delapalme**, Directeur exécutif, recherche et politiques publiques, Mo Ibrahim Foundation

**Cheikh Tidiane Gadio**, Président de l'Institut panafricain de

stratégie (IPS), ancien ministre des Affaires étrangères, Sénégal

20:30 : ***Dîner débat***

Remarques spéciales sur la responsabilité sociale des entreprises :

**Chey Tae-won**, Président, SK Group, République de Corée

Invité d'honneur :

**Kevin Rudd**, Président de l'Asia Society Policy Institute à New-York,

26<sup>e</sup> Premier ministre Australien

**Lundi 21 novembre**

08:30 – 09:45 :

***Session plénière 8 : Union européenne : la prochaine étape ?***

Modérateur :

**Steven Erlanger**, Directeur du bureau londonien du *New York Times*

Intervenants :

**Elisabeth Guigou**, Députée et présidente de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale

**Norbert Röttgen**, Président de la Commission des Affaires étrangères du Bundestag, Allemagne

10:00 – 12:30 : ***Ateliers parallèles***

***Atelier 1 : Finance et économie***

Président :

**Jean-Claude Trichet**, Ancien président de la Banque centrale européenne

Intervenants :

**Raed Charafeddine**, Premier vice-gouverneur de la Banque du Liban

**Daniel Daianu**, Membre du conseil d'administration de la Banque

Centrale de Roumanie; ancien ministre des Finances de Roumanie

**Hur Kyung-Wook**, Conseiller auprès de Bae, Kim & Lee LLC ; ancien vice-ministre de la Stratégie et des Finances, République de Corée, ancien ambassadeur de la République de Corée auprès de l'OCDE

**Kiyoto Ido**, Vice-président, The Institute for International Economic Studies, Japon

**André Levy-Lang**, Ancien président du directoire de Banque Paribas, professeur associé émérite à l'Université Paris-Dauphine

**John Lipsky**, Senior Fellow, Foreign Policy Institute at Johns Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS) ; ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international

***Atelier 2 : Énergie et climat***

Président :

**Donald Johnston**, Président de la Fondation McCall MacBain; ancien secrétaire général de l'OCDE

Intervenants :

**Olivier Appert**, Président du Conseil Français de l'Energie, conseiller, Centre Energie, Ifri

**Lee Hye-Min**, Sherpa du G20 et ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée

**Daniela Lulache**, Président-directeur général, Nuclearelectrica

**Tatsuo Masuda**, Professeur invité à la Graduate School de Nagoya University of Commerce and Business ; ancien vice-président, Japan National Oil Corporation (JNOC)

**Ladislav Paszkiewicz**, Vice-président, stratégie et climat, Total

***Atelier 3 : La Chine en transition***

Président :

**Park In-Kook**, Président de la Korea Foundation for Advanced Studies

Intervenants :

**Bark Taeho**, Professeur, Université nationale de Séoul, ancien ministre du commerce de la République de Corée

**Richard Cooper**, Professeur d'économie internationale à l'université d'Harvard

**Michel Foucher**, Titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH-ENS) ; ancien directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères



**Jia Qingguo**, Doyen de l'École des études internationales de l'Université de Pékin

**Qiao Yide**, Vice-président et secrétaire général du Shanghai Development Research Foundation

**Yuichi Hosoya**, professeur, département de sciences politiques, Université de Keio

**Douglas Paal**, Vice-président, Carnegie Endowment for International Peace

12:45 – 14:15 : ***Déjeuner débat***

**Shivshankar Menon**, Ancien conseiller pour la sécurité nationale auprès du Premier ministre, Inde

14:15 – 16:00 : ***Session plénière 9 : Après les élections américaines***

Modérateur :

**Jim Hoagland**, Conseiller de la rédaction du *Washington Post*

Intervenants :

**François Bujon de l'Estang**, Président, FBE International Consultants; ancien ambassadeur de France aux États-Unis

**Ryan Evans**, Fondateur, PDG et rédacteur en chef de War on the Rocks

**Ichiro Fujisaki**, Ancien ambassadeur du Japon aux États-Unis

**Juan Gallardo**, Président, Organizacion Cultiba SAB de CV, Mexico

**Vuk Jeremic**, Président du Centre pour la coopération internationale et le développement durable (CIRSD), président de la 67e session de l'Assemblée générale de l'ONU, ancien conseiller du Président de Serbie

**Jin Roy Ryu**, Président-directeur général, Poongsan Group, République de Corée

**Wang Jisi**, Président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'université de Pékin, professeur à l'École des études internationales, université de Pékin

16:00 – 16:30 : ***Session plénière 10 : La conquête de l'espace : une grande aventure technologique et un défi pour la gouvernance***

Modérateur :

**Thierry de Montbrial**, Fondateur et président de la WPC

Intervenant :

**Jean-Yves Le Gall**, Président du Centre National d'Etudes Spatiales (CNES)

16:30 – 17:00 : ***Pause café***

17:00 – 18:30 : ***Session plénière 11 : Combattre le terrorisme***

Modérateur :

**Justin Vaïsse**, Directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères

Intervenants :

**Jehangir Khan**, Directeur de l'équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) et du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT) au sein du département des affaires politiques (DAP), du Secrétariat de l'ONU

**Sergei Karaganov**, Président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense, Russie

**Mayankote Kelath Narayanan**, Ancien gouverneur de l'Etat du Bengale Occidental, Inde

**Jamal Khashoggi**, Directeur général, Al Arab News Channel, Arabie Saoudite

**Wang Jisi**, Président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'université de Pékin et professeur à l'École des études internationales, université de Pékin

18:30 – 19:30 : ***Session plénière 12 : La stabilité politique et économique en Asie de l'Est***

Modérateur :

**Richard Cooper**, professeur d'économie internationale à l'université d'Harvard

Intervenants :

**Ichiro Fujisaki**, Ancien ambassadeur du Japon aux États-Unis

**Jia Qingguo**, Doyen de l'École des études internationales de l'Université de Pékin

**Ju Chul-Ki**, Ancien secrétaire principal aux Affaires étrangères et à la Sécurité nationale auprès du président de la République de Corée

20:00 – 20:30 : ***Cocktail***

20:30 : ***Dîner officiel*** avec **Sultan bin Saad Al-Muraikhi**, Secrétaires d'État aux Affaires étrangères, Qatar

**Mardi 22 novembre**

08:45 – 10:00 : ***Session plénière 13 : Les principaux défis de l'économie mondiale***

Modérateur :

**Virginie Robert**, Chef du service international, *Les Echos*

Intervenants :

**Bark Taeho**, Professeur, Université nationale de Séoul, ancien ministre du Commerce de la République de Corée

**John Lipsky**, Senior Fellow, Foreign Policy Institute at Johns Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS); ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international

**Qiao Yide**, Vice-président et secrétaire général du Shanghai Development Research Foundation ; ancien directeur adjoint, Institute of World Economy, Shanghai Academy of Social Sciences

**Jean-Claude Trichet**, Ancien président de la Banque centrale européenne

10:00 – 11:15 : ***Session plénière 14 : Le rôle des hydrocarbures dans le paysage géopolitique régional***

Modérateur :

**Steven Erlanger**, Directeur du bureau londonien du *New York Times*

Intervenants :

**Patrick Pouyanné**, Président-directeur général, Total

**Saad Sherida Al-Kaabi**, Président-directeur général, Qatar Petroleum

11:15 – 11:45 : ***Pause café***

11:45 – 12:30 : ***Rapports des ateliers parallèles***

12:30 – 13:00 : ***Session plénière 15 : L'Éducation et le rôle des femmes***

Modérateur :

**Mona Makram Ebeid**, Sénatrice égyptienne et ancienne députée

Intervenant :

**Hamda Hassan Al-Sulaiti**, Secrétaire général, Commission nationale pour l'Education, la Culture et les Sciences, Qatar

13:00 – 14:30 : ***Déjeuner***

14:30 – 15:45 : ***Session plénière 16 : Diversification, éducation et emploi au Moyen-Orient***

Modérateur :

**Mohamed Kabbaj**, Président Lafarge Maroc, chancelier de l'Université Euro-méditerranéenne de Fès

Intervenants :

**Masood Ahmed**, Directeur du département Moyen-Orient et Asie Centrale du FMI

**Hassan Al-Derham**, Président, Qatar University, Qatar

**Uri Dadush**, Senior Fellow, OCP Policy Center, chercheur non-résident, Bruegel

**Mona Makram Ebeid**, Sénatrice égyptienne et ancienne députée

15:45 – 17:00 : ***Session plénière 17 : Session Young Leaders : Bouleversements, populismes et le monde de demain***

Modérateur :

**Manuel Muñiz**, Directeur du programme sur les relations transatlantiques au Weatherhead Center for International Affairs de l'Université d'Harvard

Intervenants :

**Essa Al-Mannai**, Directeur exécutif, Reach Out To Asia,

Qatar Foundation, Qatar

**Lionel Baraban**, Co-fondateur et président-directeur général, Famoco

**Pierre Dubuc**, Co-fondateur, OpenClassrooms

**Caroline Goulard**, Co-fondateur et président-directeur général, Dataveyes

**Li Yi-Fan**, Président-directeur général, He-Sai Photonics Technologies

17:00 – 17:30 : ***Pause café***

17:30– 19:30 : ***Session plénière 18 : Débat final***

Modérateur :

**Bertrand Collomb**, Président d'honneur de Lafarge ; membre du conseil d'administration de LafargeHolcim

Intervenants :

**François Barrault**, président de l'Idate/DigiWorld Institute; ancien président-directeur général, BT Global Services et membre du conseil d'administration, BT Group PLC

**Michel Foucher**, Titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH-ENS) ; ancien directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères

**Renaud Girard**, Grand reporter et correspondant de guerre, *Le Figaro*

**Manuel Hassassian**, Ambassadeur de Palestine auprès du Royaume-Uni

**Donald Johnston**, Président de la Fondation McCall MacBain; ancien secrétaire général de l'OCDE

**Marcelo Sanchez Sorondo**, Chancelier de l'Académie pontificale des Sciences et de l'Académie pontificale des Sciences sociales

**Tadakatsu Sano**, Avocat, Jones Day ; ancien directeur général du Bureau des politiques commerciales et vice-ministre des Affaires inter-

nationales ; ancien chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama

**Hubert Védrine**, Ancien ministre des Affaires étrangères, France

**Yim Sung-Joon**, Conseiller, Lee International IP & Law Group; ancien vice-ministre des Affaires étrangères et conseiller pour la sécurité nationale auprès du Président, République de Corée

19:30 : ***Clôture***

**Thierry de Montbrial**, Fondateur et président de la WPC

**Hassan bin Ibrahim Al Mohannadi**, Directeur de l'institut diplomatique, MAE, Qatar





# Thierry de Montbrial

Fondateur et président de la WPC



“ Longtemps, la démocratie libérale a paru une condition nécessaire pour le succès à long terme du développement économique et social. Cette perception est aujourd’hui mise à mal. L’idéal de la démocratie libérale inspire de moins en moins le reste du monde depuis les échecs de la transition postsoviétique et du très mal nommé « printemps arabe ». C’est une réalité qu’il faut regarder en face. Ce n’est pas seulement une question de géopolitique. La mondialisation libérale a apporté d’immenses bénéfices partout sur la planète. Par exemple les Chinois sont les premiers à le reconnaître pour ce qui les concerne. Mais ces bénéfices ne sont pas bien répartis, et les ravages de la pauvreté ou du déracinement se sont eux aussi étendus globalement, y compris aux États-Unis ou en Europe. La colère contre l’explosion des inégalités, les revenus non gagnés ou la corruption, est un phénomène général qui contribue grandement à expliquer le rejet des élites. Ce n’est pas un hasard si la montée des démocraties illibérales s’accompagne fréquemment de dispositifs de lutte contre la corruption. [...] L’objectif de la libéralisation des échanges doit être poursuivi, sur une base de réciprocité, et en veillant à mettre en place des politiques de compensation, conçues pour le long terme, au bénéfice des parties perdantes. Ce n’est pas seulement une question de morale. La désintégration économique et sociale est la cause la plus fondamentale des migrations incontrôlées, des vagues de réfugiés et du terrorisme.

\* Version intégrale page 108

# Sheikh Abdullah bin Naser bin Khalifa Al-Thani

Premier ministre, Qatar



“ Notre monde contemporain traverse une phase sans précédent, avec de nombreux et importants défis lancés à la sécurité, à la stabilité et au développement durable, alors que le système mondial accuse toujours un déséquilibre, souffrant du « deux poids deux mesures » dans la manière d’aborder les problèmes des peuples. En dépit de cela, nous devons nous efforcer, autant que possible, de tirer profit des progrès réalisés dans le domaine des sciences et d’investir ce que produit l’humanité dans tous les aspects de la vie et qui fait que nul État ne peut plus s’isoler et s’exclure de l’environnement international. C’est de là que ressort l’importance de la coopération internationale, de la coordination et du vrai partenariat entre les États, aux niveaux régional et international, ainsi qu’entre les gouvernements, les peuples et les organisations de la société civile. [...] Pour la région du Moyen-Orient, le plus grand défi subsiste en ce que le processus de paix entre Palestiniens et Israéliens rencontre de difficultés. L’absence d’une solution juste et globale de la question palestinienne fait peser une menace sur toutes les tentatives d’assurer et de consolider la stabilité et la sécurité dans la région du Moyen-Orient, voire dans le monde. [...] Le phénomène du terrorisme représente désormais une grave menace qui pèse sur la stabilité dans la région du Moyen-Orient et dans le monde, dans tous les domaines, économique, politique, social, sécuritaire et celui du développement. En ce qui concerne le combat contre le terrorisme, il ne doit pas se limiter aux aspects sécuritaires, malgré leur extrême importance, mais revêtir la forme d’une confrontation collective sur les plans national, régional et international et englober les volets culturel, intellectuel, idéologique, économique, social et médiatique.

\* Version intégrale page 109

# Jean-Marc Ayrault

Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, France



Les chefs-d'œuvre de la civilisation islamique, de Cordoue à Samarcande, et que l'on peut admirer ici, au musée d'art islamique de Doha, montrent tout ce que le monde arabe a apporté à l'humanité. Ce qui frappe l'esprit, c'est que ces chefs-d'œuvre nous sont familiers. Ils nous parlent et nous touchent, nous Européens, car ils sont aussi une part de notre histoire. Ils sont le symbole de cette communauté de destin que je viens d'évoquer. Ce qui se joue aujourd'hui en Syrie, en Irak, au Yémen, en Libye, ces spasmes qui secouent le Moyen-Orient, sont sans doute le plus grand défi auquel nous ayons été confrontés, au cours de notre longue histoire commune. De la réponse que nous apporterons à ces crises sans précédent dépendra bien sûr l'avenir de cette région et l'avenir de l'Europe. Mais le défi dépasse largement nos frontières : il touche la communauté internationale dans son ensemble car il met à l'épreuve notre responsabilité et notre capacité à agir collectivement. Aux prophètes de malheur, à ceux qui ne croient qu'à la force, la France oppose une autre conviction, qu'elle porte sans relâche : il n'y a pas de fatalité au Moyen-Orient. La guerre n'est pas inéluctable, pas plus que l'instrumentalisation des conflits par ceux qui voudraient faire de cette région le terrain de leurs rivalités. Notre responsabilité, c'est de tout faire pour démontrer qu'il existe une voie de paix, celle qui oppose aux forces d'oppression et de destruction la force du dialogue, de la négociation et de la réconciliation.

\* Version intégrale page 110

# Ahmet Davutoglu

Ancien Premier ministre, Turquie



Nous dirigeons-nous vers la gouvernance mondiale ? Telle est la question. [...] Dans les capitales de tous les États, les pays parlent de leurs propres intérêts nationaux et de la façon se défendre contre l'imprévisibilité et l'insécurité du système international, plutôt que de parler des valeurs. [...] Nous devrions au moins être d'accord sur deux principes, car ils valent pour tout le monde et constituent la base du droit international. Le premier est d'agir ensemble contre les crimes de guerre et le deuxième, de garantir l'accès humanitaire pour tout le monde. [...] Trois facteurs expliquent cette imprévisibilité et cette absence de gouvernance mondiale. Le premier est le facteur psychologique et politico-culturel, qui est la propagation des politiques extrémistes et exclusivistes. [...] Le deuxième facteur est la crise économique. [...] Nous avons un problème de déclin de productivité. Nous avons un problème de montée du chômage, qui mène à plusieurs crises dont le « Printemps arabe ». [...] Le troisième facteur est l'absence de dialogue entre les acteurs mondiaux. [...] Pour faire court, nous sommes face à un gros problème d'imprévisibilité, cause d'inquiétude, fondé sur l'absence de gouvernance globale, l'absence de compréhension commune et la montée de l'extrémisme. Je propose une solution où le concept essentiel est l'inclusion, plus de dialogue et un plus grand sens du destin commun. Nous ne devrions pas oublier que dans les années 1930, il y avait une crise économique, il y avait des politiques extrémistes et une approche isolationniste. Il y avait une montée des autocraties populistes partout en Europe et cela a fini par la Seconde Guerre mondiale. Nous espérons que la fin de ce désordre ne sera pas une troisième guerre mondiale. Mais cela dépendra de nos efforts : les efforts des hommes d'État, les efforts des instituts de recherche comme l'Ifrri, et les efforts des académiciens, chercheurs et décideurs partout.

\* Version intégrale page 112





9<sup>th</sup> EDITION  
**GLOBAL GOVERNANCE**  
 November 20-22, 2016 • Doha

www.worldpolicyconference.com



MODÉRATEUR :  
**Jim Hoagland**  
*Conseiller de la rédaction  
 du Washington Post*

## L'avenir du Moyen-Orient



**Youssef Amrani**  
 Cabinet royal, Maroc



**Saeb Erekat**  
 Négociateur en chef palestinien, Palestine



**Xiaosheng Gong**  
 Envoyé spécial de la Chine pour la question du Moyen-Orient

La situation extrêmement instable au Moyen-Orient est rendue encore plus complexe par les profondes transformations politiques, sociétales et humaines qui ont lieu à plus grande échelle. Premièrement, la montée des mouvements populistes en Occident qui exploitent la peur de l'autre et soutient l'islamophobie ; deuxièmement, l'émergence d'un monde asymétrique, dirigé par de nouveaux acteurs non traditionnels et non étatiques, et de profonds changements dans nos moyens de communication, où le virus des médias sociaux prend le pas sur le journalisme factuel ; troisièmement, l'explosion démographique et la demande en perpétuelle croissance des ressources de notre planète, lesquelles sont en diminution... (changement climatique, migration, santé dans le monde, catastrophes naturelles, etc.). La liste des nouveaux défis est infinie, et nous ne les comprenons pas encore parfaitement. Qu'est-ce que tout cela signifie pour notre région ? Pour l'avenir du Moyen-Orient et pour sa place dans le monde ? Par où devons-nous commencer pour essayer de résoudre à la fois les conflits actuellement figés et enracinés dans l'histoire, et les nouvelles menaces complexes qui surviennent au XXI<sup>e</sup> siècle ? Les questions sont effectivement immenses, mais les réponses ont un dénominateur commun évident : nous devons travailler ensemble. Ceci m'amène à poser la véritable question : pourquoi la communauté internationale n'arrive-t-elle toujours pas à résoudre cela ? Pourquoi restons-nous si profondément divisés sur l'approche, les méthodes et les moyens qui peuvent nous aider à collaborer pour résoudre les crises en cours ?

Il faut deux choses pour battre l'EI. La première nécessite de se pencher sur la véritable menace qui pèse sur nous les Arabes : la démographie. 50% des Arabes ont moins de 20 ans. Aucun dirigeant arabe, aucun penseur arabe ne peut rivaliser avec Abu Bakr Al Baghdadi. Cet homme fait des promesses à notre jeunesse désespérée et au chômage : il leur promet les 70 vierges, le paradis, etc. En Palestine, nous avons un taux de chômage de 26% ; nous ne pouvons même pas leur promettre un studio et un boulot. Nous ne pouvons pas rivaliser. Donc nous devons revisiter notre système éducatif. Peut-être devrions-nous nous demander pourquoi nous enseignons à nos enfants en maternelle qu'il faut mourir pour Allah. Notre Coran dit que nous devrions enseigner à nos enfants qu'il faut vivre pour Allah. [...] La deuxième chose dont on a besoin, c'est de la paix entre Israéliens et Palestiniens. [...] Israël a trois options. La première, que je partage et qui pour moi est la seule, est la solution à deux États. La deuxième, c'est la solution de l'État unique, comme le souhaitent certains. Israël ne sera jamais d'accord pour une solution à un État, un État démocratique, laïque où Juifs, Musulmans et Chrétiens cohabiteraient. Nous avons proposé cela il y a 40, 50 ou 60 ans. Netanyahu essaie à présent d'institutionnaliser la troisième option, qui est ce que j'appelle le « un État, deux systèmes », ce qui revient à l'apartheid. Personne n'aura les tripes pour cela.

Pendant plus de 10 ans j'ai travaillé dans la région et j'ai vu d'énormes changements. Beaucoup de gens parlent de l'influence et des intérêts de la Chine dans la région. Je pense que je devrais vous exposer la façon de penser chinoise. Quel est l'intérêt du point de vue chinois ? Les Chinois veulent la stabilité du développement dans cette région. Nous n'avons pas d'autre intérêt à part cela. Nous espérons que cette région trouve la paix et un développement économique stable. [...] Pour ce qui est de la politique chinoise au Moyen-Orient, je pourrais dire que ce sur quoi nous insistons avant tout, ce en quoi nous croyons fermement, c'est que le Moyen-Orient a besoin d'une solution globale. Les quatre foyers en crise que sont l'Irak, la Syrie, le Yémen et la Libye doivent être gérés ensemble. La communauté internationale ne devrait pas amplifier la crise dans un ou deux pays et oublier les autres, en particulier la Palestine. Quand on parle du processus de paix, du dialogue politique, des solutions politiques, nous devrions également prendre en compte le développement économique, la sécurité et la stabilité. Ces problèmes doivent être gérés ensemble. [...] La Chine souhaite être plus positive, plus active dans l'avenir de cette région.



## L'avenir du Moyen-Orient



**Riad Hijab**  
Ancien Premier ministre, Syrie

La présente conférence se tient alors qu'en Syrie se poursuit cette surenchère russe et iranienne qui a déjà fait des centaines de milliers de morts et de blessés parmi les civils et entraîné l'exode de millions de Syriens. [...] Ces événements ont des répercussions sur la sécurité internationale, en alimentant la crise des réfugiés dans les différents pays occidentaux. [...] Dans le même temps, le peuple syrien s'exaspère face à l'échec de la communauté internationale à mettre un terme aux exactions que lui inflige une dictature en bout de course dont le maintien constitue une menace pour l'édifice de la sécurité internationale. [...] Le récent regain d'activité des acteurs européens et régionaux au Conseil de sécurité et les efforts qu'ils déploient pour condamner la Russie et incriminer le régime représentent une évolution importante dans le déroulement de la crise. [...] Le combat du peuple syrien ne s'arrête plus à la confrontation avec le régime de Bachar al-Assad : ce conflit est devenu une lutte existentielle que mènent les Syriens afin de préserver l'unité de leur pays, de restaurer la souveraineté de l'État et de mettre en place des institutions étatiques en dehors des interférences et interventions étrangères. [...] La communauté internationale doit impérativement jouer son rôle en aidant à repousser ces influences extérieures qui exacerbent les souffrances des Syriens. [...] Nous travaillons en ce moment même à mettre en œuvre nos plans d'intégration de la jeunesse afin de la retirer des incubateurs d'extrémisme et des champs de bataille. [...] Malgré ces défis ardues, nous avançons, par nos efforts, vers la réalisation de toutes les attentes et aspirations du peuple syrien, persuadés que nous, le peuple syrien, sommes capables de renaître de nos cendres sur notre terre.



**Miguel Ángel Moratinos**  
Ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne

Nous vivons dans un monde nouveau, mais nous ne répondons pas vraiment aux défis de ce nouveau monde. [...] L'instabilité au Moyen-Orient va continuer si la question israélo-palestinienne n'est pas résolue. [...] L'Europe ne devrait pas attendre l'action des États-Unis : nous devrions prendre la barre. [...] Si nous réussissons du côté des Syriens et des Palestiniens, nous devons alors nous intéresser à l'avenir de la région. Je pense que nous savons tous que Sykes-Picot est fini. [...] Comment allons-nous garantir la stabilité [dans la région] ? Pourquoi ne pas prendre exemple sur la sécurité européenne avec l'Acte d'Helsinki de 1975 ? C'est un paradoxe, cette absence de système de sécurité collectif au Moyen-Orient. On est soit sous le système américain, soit sous la menace iranienne. Pourquoi ne pas prendre la décision de mettre tout le monde autour d'une table, y compris les Israéliens, les Iraniens, les Arabes, les Européens, les Japonais, les Chinois, tous les acteurs qui peuvent faire en sorte que nous ayons un cadre multilatéral qui garantisse la paix, la coopération et la sécurité pour l'avenir ?



**Abdulaziz Othman bin Sager**  
Président, Gulf Research Center, Arabie Saoudite

Aujourd'hui, six ans après, nous pourrions dire que le « Printemps arabe » n'a atteint que très peu de ses objectifs. Dans le même temps, des conditions difficiles sont apparues dans les pays arabes, qui se sont traduites par d'immenses difficultés menaçant tant les nations arabes que la sécurité et la stabilité dans la région. [...] Il appartient aux gouvernements et à d'autres d'examiner les raisons qui ont présidé aux révolutions du « Printemps arabe », et d'y répondre par des mesures. Ils doivent se pencher sur les besoins des jeunes et sur leur mentalité, comment leur apporter des réponses, les orienter et en tirer le meilleur. [...] Il s'agit d'identifier les nouveaux médias et les médias sociaux afin d'évaluer leur impact sur les jeunes. Les médias, les universités, les écoles et les intellectuels doivent essayer de diffuser la bonne idéologie et de tracer les grandes lignes de l'avenir. Les pays arabes doivent également se pencher sur le phénomène du terrorisme et sur les moyens à mettre en œuvre pour tarir ses finances. Ce phénomène vise tous les pays, sans exception. Il convient également d'examiner l'économie arabe en vue de générer davantage de croissance et fournir des possibilités d'emplois décents pour les diplômés des universités et les jeunes. [...] Les objectifs du « Printemps arabe » ne peuvent être atteints dans la situation actuelle, ce qui menace l'existence du monde arabe. [...] En travaillant ensemble pour répondre à nombre de ces problèmes en termes de démocratie, de jeunesse, d'emplois, nous devons examiner les médias et le rôle des acteurs externes dans la région.



**Itamar Rabinovich**  
Président de l'Israel Institute, Distinguished Global Professor à l'Université de New York (NYU) et Distinguished Fellow au sein de Brookings Institution

C'est une région qui compte à présent presque un demi-milliard d'habitants. Rien ne pourra se stabiliser si les problèmes de production, le lien entre la population, la démographie et les ressources, le besoin de développer l'industrie et les sources d'emploi de cette très large population ne sont pas résolus dans les années à venir. [...] Une partie du problème et de la crise au Moyen-Orient est qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas de modèle en place. La Ligue arabe ne fonctionne pas. [...] Le fait que deux acteurs majeurs et puissants, la Turquie et l'Iran, se soient impliqués au Moyen-Orient au cours des dernières décennies est très important. Pendant une grande partie du XXe siècle, l'Iran et la Turquie ne faisaient pas partie du système du Moyen-Orient, mais à présent ils y appartiennent pleinement. [...] Plusieurs interlocuteurs ont mentionné le conflit israélo-palestinien. Une solution à deux États est la seule façon de résoudre ce conflit. [...] Le Moyen-Orient est un nom relatif : c'est le Moyen-Orient car, vu de l'Europe, il y a l'Extrême-Orient et le Moyen-Orient. Le Moyen-Orient se réfère à lui-même par un terme exprimant une vue externe et pas une vue interne. Il est temps pour les peuples du Moyen-Orient de changer cela et de commencer à envisager la région et eux-mêmes, et à agir pour eux-mêmes car le salut ne viendra pas de l'extérieur.



MODÉRATEUR :  
Susan Liautaud

Vice-présidente du conseil et de la cour des gouverneurs de la London School of Economics and Political Science, fondatrice de Susan Liautaud & Associates Limited (SLA)



**Kriengsak Chareonwongsak**

Président de l'Institute of Future Studies for Development ; ancien conseiller du Premier ministre Thaïlandais

La plupart des individus pensent que le secteur public seul est « l'unique responsable » du bien-être de la société. Et aussi que d'autres secteurs pourraient ne pas avoir cette responsabilité du tout, ou seulement une « responsabilité partielle ». Cette vision soutient aussi probablement l'idée que la communauté des affaires et la société civile ont juste une « responsabilité complémentaire », ou une « responsabilité facultative », qu'elle peut choisir d'assumer ou non. Il existe toutefois un nouveau paradigme que j'aimerais appeler « le nouveau contrat social ». L'idée, c'est que tous les individus, de tous les secteurs, doivent collaborer pour s'occuper du bien-être social. Par exemple, il est de la « responsabilité conjointe » du secteur public, du secteur privé et de la société civile de collaborer, et de regrouper ainsi leurs responsabilités respectives en une seule responsabilité commune. [...] Pour développer la confiance et pour que les trois secteurs collaborent et entretiennent des relations, il faut que sur le plan éthique, ils fassent tous preuve « d'intégrité ». [...] Les choses pour lesquelles une obligation de confidentialité ne peut pas être justifiée doivent être transparentes. [...] L'inclusivité est absolument essentielle aux relations entre le secteur public, le secteur privé et la société civile. Si ces trois secteurs sont davantage inclusifs et agissent avec intégrité, alors les questions controversées et les problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui pourraient plus facilement évoluer vers des solutions claires.

## Éthique et relations public-privé



**Mari Kiviniemi**

Secrétaire générale adjointe de l'OCDE, ancien Premier ministre Finlandais

Si la technologie a peut-être fait surgir de nouvelles difficultés, elle nous a également apporté de nouvelles opportunités dans le domaine fiscal. Les décideurs politiques et les administrations fiscales s'appuient de plus en plus sur elle pour améliorer l'efficacité et l'efficience de leur travail. C'est pourquoi en 2014, l'OCDE a établi une nouvelle norme pour la transparence fiscale, la norme commune de déclaration, qui permet l'échange automatique d'informations relatives aux comptes offshore détenus par les contribuables. Dès 2017, les autorités fiscales pourront retracer les fonds qui ont été transférés ou bien sont détenus offshore. [...] La reconnaissance du fait que la responsabilité de l'entreprise en matière de répercussions s'étende au-delà de ses murs et de ses chaînes d'approvisionnement a été un progrès crucial. À cet effet, le champ d'application des lignes directrices de l'OCDE comprend l'éthique de l'entreprise, la concurrence, l'environnement, les droits de l'homme, etc., ainsi que d'autres pays, les 35 nations membres de l'OCDE, plus 11 autres, représentant 81 % du stock global d'investissement étranger en 2014, dont près de quatre cinquièmes des flux sortants et deux tiers des flux entrants d'IDE. [...] La technologie appliquée aux domaines de la fiscalité et de la conduite responsable des entreprises nous pose de nouveaux défis. À l'OCDE, nous continuerons à apporter notre aide aux États pour l'amélioration des cadres de gouvernance, permettant ainsi une conduite responsable des entreprises, et permettant de lutter collectivement contre l'évasion fiscale et l'optimisation fiscale.



**Ashwani Kumar**

Avocat principal à la Cour suprême ; ancien ministre de la Justice, Inde

Alors que la révolution technologique a permis à l'individu d'accéder comme jamais auparavant à l'information et à la connaissance, des questions éthiques apparaissent dans une société qui fonctionne de plus en plus avec la technologie. [...] La largeur du champ d'application de la technologie numérique, les pouvoirs qu'elle confère, et plus particulièrement Internet, ont soulevé des questions légitimes quant à l'invasion de nos espaces privés. [...] La question éthique par excellence qui nous pose problème est de savoir si la technologie numérique va compléter ou remplacer les compétences humaines, en compromettant au passage non seulement des millions d'emplois et la sécurité économique, mais en ayant aussi un impact sur les aspects humains de notre existence. [...] Nous constatons une tendance croissante au manque de confiance entre les gouvernements et les affaires. Il y a aussi une déconnexion visible et perceptible entre les citoyens et leurs représentants élus. [...] L'influence envahissante des médias, et plus particulièrement des médias sociaux axés sur la technologie, n'a pas toujours eu un impact positif sur les méthodes de gouvernance, la politique et le changement social. [...] Les questions que je viens de soulever ne visent pas à critiquer la technologie, ni à s'y opposer au nom de l'humanité. Elles mettent en évidence une simple vérité, qui est que ce sont bien des hommes et des femmes en chair et en os qui ont infléchi le cours de l'évolution sociale à l'image de leurs propres croyances et de leur propre inventivité.



**Bruno Lafont**

Co-président du conseil d'administration de LafargeHolcim

En général, les entreprises vont jouer un rôle très important dans la transformation. [...] Cela requiert une grande coopération entre les gouvernements et les entreprises, et c'est ce qui se produit à l'heure actuelle. [...] Nous avons aussi beaucoup à améliorer dans l'évaluation, et là je reviens sur la question éthique. [...] Je pense que la responsabilité des entreprises, comme la responsabilité des gouvernements, qui est un autre exemple des Accords de Paris, commence par l'annonce des engagements ainsi que des façons dont ils vont être évalués. [...] Il y a un sujet intéressant dont on parle rarement, qui est de savoir si nous travaillons tous pour l'intérêt général. C'est plaisant d'en parler, mais comment peut-on évaluer notre contribution à l'intérêt général ? [...] Nous avons commencé à évoquer cela lors du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) et nous l'avons appelé « redéfinir la valeur ». Je pense que cette idée a beaucoup de mérite, car si nous réussissons, nous serons plus responsables, plus transparents, nous aurons de nouvelles idées et de nouvelles directions à emprunter, et nous accepterons aussi l'examen critique de l'opinion publique et des gouvernements. C'est peut-être une nouvelle façon de pratiquer l'éthique, pas seulement en respectant les règles, ce qui est la base, mais en contribuant au bien de la société.



## Le rôle européen et international de la Turquie



MODÉRATEUR :  
**Thierry de Montbrial**  
Fondateur et président  
de la WPC



**Ali Babacan**

Député et ancien vice-Premier ministre  
de la République de Turquie

La période que nous traversons n'est pas simple, car la Turquie s'est engagée à soutenir toutes les valeurs et idéaux essentiels comme la démocratie, les droits de l'homme, les libertés et la supériorité de la loi. Depuis 2002, depuis les débuts du Parti AKP, nous avons fait beaucoup d'efforts pour nous améliorer dans ces domaines. Nous ne voulions pas échanger la liberté contre la sécurité. Cependant, ces événements [tentative de coup d'État] étaient si exceptionnels que nous avons dû déclarer l'état d'urgence en Turquie. Sous l'état d'urgence, le ton est « priorité à la sécurité », et quand on a une telle approche, on ne peut éviter de récolter des critiques de l'extérieur. Cependant, la priorité numéro un en Turquie à l'heure actuelle est de renforcer la stabilité, pour s'assurer que la sécurité intérieure revienne à la normale. [...] D'un côté, nous devons gérer notre sécurité intérieure, et de l'autre, nous devons gérer la situation en Syrie, mais aussi l'évolution de la situation en Irak, au Yémen, en Lybie, etc. Ce n'est pas une époque facile dans cette région du monde, mais cette région du monde est aussi celle de l'Europe. Nous espérons que nos collègues et amis européens s'impliqueront davantage et nous soutiendront pour résoudre certains de ces problèmes. [...] Quand le « Printemps arabe » a démarré, la Turquie s'est sentie en quelque sorte très seule, à exprimer et défendre des valeurs largement européennes à nos voisins du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Le changement n'est pas chose simple dans cette partie du monde. En Europe de l'Est, quand la transformation s'est amorcée après la chute de l'Union soviétique, de nombreux pays sont entrés dans l'UE et l'OTAN. Ces pays ont reçu un énorme soutien économique et politique. [...] Pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, malheureusement, rien de tel n'a été mis en place. [...] Le monde a besoin d'une Union européenne forte.

# Santé : innovations technologiques et gouvernance mondiale



MODÉRATEUR :

**John Andrews**

Conseiller de la rédaction de *The Economist*



**Sheikh Dr. Mohammed bin Hamad Al-Thani**

Directeur de la Santé publique, ministère de la Santé publique, Qatar



**Christian Bréchet**

Président de l'Institut Pasteur, France



**Zhu Yan-Mei**

Vice-président exécutif, Beijing Genomics Institute, Chine

th EDITION  
GOVERNANCE  
r 20-22, 2016 • Doha  
worldpolicyconference.com



L'un des plus gros problèmes, selon moi, dans le monde médical à l'heure actuelle, c'est que les maladies deviennent antibio-résistantes. Dans de nombreux pays, en particulier au Moyen-Orient, vous pouvez simplement aller dans une pharmacie et acheter des antibiotiques librement sans ordonnance. [...] Le génome n'est plus un mystère. Vous avez parlé de l'Internet de la vie. Quelle est notre destination finale ? Si nous allons plus vite que la loi de Moore, nous nous retrouvons vraiment en territoire inconnu, ce qui peut être terrifiant, ou pas. Cela peut être merveilleux. [...] Si la médecine est personnalisée, alors le marché sera probablement plus petit et donc les prix seront plus élevés. [...] On peut s'interroger sur l'organisation la plus efficace en termes de médecine pour les masses à l'heure actuelle. Ce sont peut-être les organisations comme la Fondation Bill Gates ou l'Initiative Bill Gates. Le fait que cet espace soit occupé par des initiatives privées représente-t-il un échec des gouvernements ?

La santé est au cœur du développement humain dans tous les pays et chaque pays joue un rôle dans le façonnage collectif de l'avenir de la gouvernance mondiale sanitaire. L'État du Qatar est le pays avec la « croissance » la plus rapide dans la région du Golf. Cela n'a pas seulement à voir avec le pétrole et le gaz, c'est également dû à la perception et à la clairvoyance de notre émir, mais aussi à notre confiance. Nous vivons actuellement une révolution numérique et technologique, et la technologie moderne a changé la structure et l'organisation du domaine médical dans son ensemble. Dans l'État du Qatar, nous avons des systèmes de surveillance électronique dans l'HMC, l'*Hamad Medical Corporation*, qui a adopté les solutions Cerner pour numériser l'ensemble du système de santé publique, y compris tous les hôpitaux HMC et les centres médicaux de soins de santé primaires (PHC). L'État du Qatar a été évalué comme ayant le système d'imposition le plus léger du monde. Cela a facilité de gros investissements dans la technologie. À mesure que le monde devient interdépendant, la gouvernance mondiale tente d'atteindre un développement durable et de négocier les réponses à des problèmes qui concernent plus qu'un pays ou une région. Les objectifs de développement durable de l'ONU fonctionnent selon un principe de partenariat pour faire les bons choix et améliorer la vie, de façon durable, pour les générations futures, d'ici 2030. Si nous accomplissons 80 à 90 % de ces objectifs d'ici 2030, le monde sera sur une voie durable et résiliente qui intégrera et apportera un équilibre entre les trois dimensions du développement durable : les dimensions économique, sociale et environnementale.

Tous ces progrès se sont traduits par la concrétisation au cours des 15 dernières années de ce que nous appelons la médecine personnalisée, la médecine de précision. Nous sommes capables d'identifier les paramètres d'un seul individu parmi toute la population et de concevoir des biomarqueurs pour prédire le traitement, l'efficacité du traitement et ses effets secondaires. [...] Tout cela doit être replacé dans le contexte de la perspective mondiale « Une seule santé », et nous avons souligné une importante action dans ce sens. Il y a une initiative visant à suivre des centaines de milliers d'individus sur une base prospective, avec toutes leurs analyses génomiques déterminées. Cela nous permettra d'avoir une nouvelle compréhension de la santé mondiale. [...] Nous sommes désormais dans l'ère des grands réseaux qui englobent par exemple plusieurs hôpitaux, et des instituts de recherche qui peuvent partager ces données. Nous sommes également entrés dans une ère où les grandes entreprises deviennent de nouveaux acteurs. Elles fournissent les nouveaux cadres logiciels qui nous ont aidés à permettre une plus grande autonomie des patients, qui prennent une part plus active dans leur santé. [...] C'est une évolution majeure dans laquelle le patient est un partenaire plus actif dans sa maladie grâce à ces technologies. [...] Nous devons partager les informations, mais aussi répondre à des contraintes comme la confidentialité, les droits de propriété intellectuelle et la sécurité globale. [...] Nous parlons de technologie et nous parlons d'automatisation, mais il ne faut jamais oublier que ce sont des individus qui sont au cœur de la créativité.

Le projet de génome humain, commencé en l'an 2000, a presque complètement déchiffré le génome. Chaque type de maladie est étroitement lié à nos gènes, ceux que nous avons hérités de nos parents, mais aussi à des bactéries intestinales. [...] Le séquençage du génome exige une super loi de Moore. Cela changera totalement et radicalement, et c'est un changement de paradigme. [...] Notre objectif : rendre le séquençage génomique abordable et accessible à tous. [...] L'avantage fondamental du big data, ce sont les grandes quantités d'échantillons et la couverture des populations. Nous pensons que des données de haute qualité, des données prévisionnelles seront meilleures que l'apprentissage profond et l'intelligence artificielle. [...] Nous procédons déjà au séquençage de 5 millions de personnes. [...] Le système de santé mondial est désormais confronté à trois grands enjeux : la population vieillissante, les jeunes patients cancéreux et les anomalies congénitales graves, notamment dans les pays en développement. Comment pouvons-nous relever ce défi ? [...] Les changements sont nombreux dans ce domaine. Il faut une nouvelle découverte. Il faut développer la technologie, il faut même changer le management. C'est pourquoi nous avons construit une organisation vraiment unique, qui ne ressemble pas à une entreprise. Il faut que l'évaluation des coûts change, ainsi que la politique et la culture. Les changements sont si nombreux qu'un seul pays ne peut y faire face. Nous devons collaborer les uns avec les autres. Je pense qu'il est temps de commencer à déclarer la guerre aux maladies. Le projet de génome humain a commencé à numériser la vie.



MODÉRATEUR :  
**Masood Ahmed**  
Directeur du département  
Moyen-Orient et Asie  
Centrale du FMI



**Tobby Simon**

Membre de la Commission mondiale pour la gouvernance d'internet (GCI), Inde

Les contrats sociaux servent de fondement à la manière dont nous construisons les sociétés. Une génération sur deux établit de nouveaux contrats sociaux qui continuent à évoluer pour mieux refléter nos normes sociales et nos valeurs. [...] Au XXI<sup>e</sup> siècle, le travail est de plus en plus organisé non pas dans de grandes usines, mais plutôt sur des lieux de travail fortement démultipliés et fragmentés. Les collaborateurs travaillent de plus en plus en indépendants, et la réglementation est largement à la traîne par rapport au rythme des innovations technologiques et des transformations économiques. [...] Le principal outil de distribution dont nous disposons, qui consiste à réinjecter la richesse obtenue par la productivité dans les salaires gagnés par les employés, a cessé de fonctionner. Le découplage de la productivité et des salaires est une raison fondamentale de ce déséquilibre structurel. Les richesses sont désormais concentrées dans les mains des quelques personnes qui possèdent les plateformes, les robots et les algorithmes. Et ceux qui doivent vivre de leur travail ont du mal. [...] À quoi l'avenir va-t-il donc ressembler ? Peut-être devons-nous maintenant nous préparer à de nouveaux contrats sociaux, alors que la technologie prend la forme de chaînes de blocs. [...] Les chaînes de bloc vont devenir le moyen d'échange des actifs et des valeurs.

## Le changement technologique et le nouveau contrat social



**Chang Dae-Whan**

Président, Maekyung Media Group, République de Corée

La quatrième révolution industrielle couvre l'IoT (internet des objets) et je viens de découvrir l'IoL, l'internet de la vie. [...] Nous allons avoir un nouveau type de contrat social, donc j'aimerais me concentrer sur les contrats sociaux de l'industrie de la presse. [...] J'ai appris que le contenu est roi. Il y a de nombreuses plateformes qui ont besoin de contenu, mais le contenu de qualité est rare. Les journaux traversent de nombreuses réformes stratégiques et la première, c'est la convergence. Notre but final est de faire converger vos contenus de qualité avec les plateformes et services marketing. [...] Dans le monde de l'information, nous essayons de faire de l'information personnalisée, individualisée, précise pour répondre aux besoins de tous les lecteurs d'une zone donnée. [...] Nous sommes passés d'une période de médias de masse à une ère de micro-médias. La micro-culture est devenue un domaine important de ce nouveau business. [...] Le rôle fondamental du contrat social au XXI<sup>e</sup> siècle est d'illustrer la distribution dans notre société. Les médias sont la plateforme essentielle du contrat social au XXI<sup>e</sup> siècle. Les médias seront l'acteur essentiel pour aider les individus et les sociétés à communiquer et échanger l'information pour un développement social positif. C'est le savoir, l'information et les nouvelles actions qui seront la monnaie du futur. [...] Dans la quatrième révolution industrielle, que j'appelle l'ère numérique, votre argent et votre pouvoir viennent des données et de l'information. [...] J'essaie de connecter la liberté de la presse et la gouvernance mondiale et nous avons besoin de réfléchir à cette idée.



**Patrick Nicolet**

Membre du comité de direction générale, Capgemini

« L'Homme est une créature qui fonctionne beaucoup selon des habitudes, et un grand nombre de ses actions sont plus ou moins des réflexes automatiques aux stimuli de son environnement », Granville Stanley Hall, psychologue et éducateur américain. Il s'agit d'un aspect qui explique notamment le décalage que l'on trouve toujours entre le développement technologique et son adoption par les citoyens. [...] L'automatisation peut être définie en trois catégories : surveillance, industrialisation, services cognitifs. Aujourd'hui, nous assistons au regroupement de ces catégories et à l'apparition de nouvelles façons de travailler et de développer la valeur commerciale : rendement, efficacité, conséquences. Concernant le travail, il est indubitable que les changements technologiques transforment radicalement à la fois le lieu de travail et l'environnement social : relations employeur-employé ; durée du travail, mobilité, main d'œuvre connectée ; productivité renforcée, acquisition de compétences ; reconversion professionnelle, guerre des talents ; diversité, taxation du travail, économie collaborative. [...] Je pense qu'il existe deux voies à explorer, parallèlement à l'éducation et aux relations entre les hommes et les machines. La multiplicité des statuts professionnels : salarié, travailleur indépendant, intérimaire et demandeur d'emploi. C'est la souplesse qui permettra de regrouper ces différents statuts pour s'adapter aux changements produits par la technologie. Le revenu de base, ou revenu universel : la Finlande est sur le point de lancer une expérience auprès d'un groupe de 2 000 à 3 000 citoyens choisis de manière aléatoire et bénéficiant déjà de prestations de chômage, pour évaluer si ce revenu peut contribuer à réduire la pauvreté, l'exclusion sociale et la bureaucratie, tout en accroissant le taux d'emploi.



**Sébastien Bazin**

Président-directeur général, AccorHotels

Pour revenir à votre question, Monsieur, sur ce qu'il faut faire ensuite et comment s'adapter, il y a deux façons de l'envisager. La première, dans toutes ces initiatives, c'est d'être un participant. Établissez un partenariat, ou bien inventez-en un à vous. Il y aura de nouveaux Airbnb dans le monde, et c'est pourquoi nous avons créé notre propre laboratoire autonome. J'engage des gens qui inventent de nouveaux produits et services, loin d'une chambre d'hôtel. Les entreprises ne l'avaient jamais fait auparavant. Nous avons créé la conciergerie virtuelle, et onefinestay, qui relève de l'économie privée. Vous devez élargir votre présence et vos parts de marché à quelque chose de différent de ce dont vous avez l'habitude, ce qui est très difficile, mais vous pouvez le faire. Je sais également que ceux qui ont aujourd'hui entre cinq et 15 ans seront beaucoup mieux lotis dans 15 ans que ceux qui ont entre 25 et 35 ans aujourd'hui. Ils ont une capacité de prédiction 25 fois meilleure que la mienne. [...] Vous devez les identifier, puis leur donner de l'espace, de l'oxygène, et de l'autonomie. Vous devez convaincre l'ancienne génération d'accepter le fait qu'elle a dû attendre 25 ans avant de prendre la direction. [...] Vous devez faire en sorte d'instaurer un dialogue entre ces deux générations, et ce dialogue est indispensable.



## Le Royaume-Uni après le Brexit



MODÉRATEUR :  
**Thierry de Montbrial**  
Fondateur et président  
de la WPC



### John Kerr

Membre de la Chambre des Lords, ancien ambassadeur  
du Royaume-Uni aux Etats-Unis et auprès de l'UE

La négociation de l'Article 50 est une procédure de divorce. L'élément compliqué de la négociation va naître d'une exigence du texte de l'article. Une exigence à prendre en compte pendant les négociations du divorce : il s'agit du « cadre de la relation future entre l'UE et le pays qui est parti ». Il est clairement nécessaire d'avoir une vision de l'avenir. [...] Le cadre, qui aura je pense plusieurs piliers, comme la coopération étroite sur les questions de sécurité, les questions intérieures, les questions légales, la lutte contre le trafic de stupéfiants, le terrorisme, le crime. Il y aura probablement des relations assez étroites – je l'espère – sur la politique étrangère ; on peut imaginer qu'il y aura aussi des relations assez étroites sur la politique environnementale et énergétique. [...] Je ne crois pas que les futures relations commerciales entre l'UE et le Royaume-Uni pourront être négociées en parallèle des négociations de l'Article 50. Je pense que cela viendra ensuite, et je pense que ce processus nous prendra plus de deux ans, au moins trois, voire cinq. [...] J'ai peur de voir une décennie d'incertitude à l'horizon. [...] Le gouvernement est une coalition étrange ; la majorité des membres du gouvernement ne souhaite pas que nous quittions l'UE. La minorité est divisée quant à leur vision de notre avenir hors de l'UE. [...] Je ne crois pas vraiment que les options de Brexit en douceur soient possibles mais je parle uniquement en tant qu'observateur. [...] Les Écossais sont en colère et ils ont raison : ils ont voté pour rester dans l'UE à une vaste majorité, comme l'Irlande du Nord et Londres. Le vote de départ était celui des campagnes et des petites villes. C'est assez paradoxal en un sens car la Première ministre semble penser que l'immigration était au cœur des inquiétudes de ceux qui voulaient partir, que le contrôle des frontières était l'élément le plus important à leurs yeux. Cependant, les zones qui ont voté le plus massivement pour la sortie [de l'UE] sont en fait les zones avec le moins d'immigrés.



## La sécurité et le développement économique en Afrique



MODÉRATEUR :  
**Thierry de Montbrial**  
Fondateur et président de la WPC



**Nathalie Delapalme**  
Directeur exécutif, recherche et politiques publiques,  
Mo Ibrahim Foundation



**Cheikh Tidiane Gadio**  
Président de l'Institut panafricain de stratégie (IPS),  
ancien ministre des Affaires étrangères, Sénégal

La fondation Mo Ibrahim publie chaque année un rapport sur l'état de la gouvernance publique dans chacun des 54 pays du continent africain. [...] Le premier constat, c'est qu'il convient de ne pas retomber trop vite dans un afro-pessimisme débridé. Plus concrètement, 70 % de la population du continent africain vit aujourd'hui dans un pays dont le niveau moyen de gouvernance est meilleur qu'il y a dix ans. Le deuxième constat, l'Afrique, c'est 54 pays avec 54 géographies, 54 histoires différentes, 54 trajectoires souvent divergentes. [...] Le troisième constat, c'est qu'il n'y a pas de situation irrémédiable ou acquise, dans un sens ou dans l'autre. [...] Le quatrième constat, c'est aussi la divergence d'évolution des composantes de la gouvernance, avec l'apparition de signaux préoccupants. Pratiquement les deux tiers de la population du continent (64 %) vivent aujourd'hui dans un pays où la situation s'est fortement dégradée en dix ans. [...] Si, incontestablement, grâce à l'engagement conséquent de la communauté internationale, des partenaires du continent, des grandes institutions financières internationales, des gouvernements et du secteur privé africains, les infrastructures sur le continent ont progressé, il reste un gros point noir, si je puis dire, qui est la distribution électrique. 40 % de la population du continent a vu cet indicateur se dégrader au cours des dix dernières années. [...] La fracture qui aujourd'hui se creuse entre le niveau d'éducation et les perspectives d'emploi, sur un continent aussi jeune, est préoccupante.

L'Afrique a un carré que nous appelons le carré infernal avec les Shebabs en Somalie, les groupes terroristes en Libye, Aqmi et d'autres groupes au Mali et dans le Sahel, Boko Haram et le bassin du Lac Tchad. Près de 22 pays africains sont aujourd'hui directement affectés par les activités et menaces terroristes. [...] L'Afrique aujourd'hui a plusieurs zones de conflits que nous pensons être des crises très graves telles que le terrorisme, l'économie criminelle et la migration. En outre, il y a ce que nous appelons le bloc de la crise durable de la gouvernance : RDC, Burundi, Guinée-Bissau, RCA. L'Afrique n'a pas de réponse à ces crises. [...] Être ami de l'Afrique aujourd'hui, c'est être capable de dire la vérité à l'Afrique. Les amis de l'Afrique doivent pointer du doigt le problème de fond de l'Afrique qui tourne essentiellement autour du leadership, de la gouvernance, de l'absence de vision. [...] L'Afrique vit un drame essentiel qui est l'absence de stratégie. [...] L'Afrique se donne cent ans pour régler ce que la Corée du Sud a réglé en environ deux décennies. C'est inacceptable. [...] Les pays africains devraient reconnaître qu'aucun d'entre eux, pris individuellement, n'a résolu les problèmes fondamentaux du développement. [...] L'Afrique est malheureusement aussi en train de se transformer en terrain d'affrontements privilégiés des grandes puissances de ce monde. Le drame, c'est que les Africains sont souvent eux mêmes absents du jeu. L'Afrique est potentiellement le continent le plus riche du monde, mais ceux qui y habitent sont les plus pauvres.



## Union européenne : la prochaine étape ?



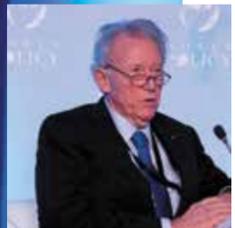
MODÉRATEUR :

**Steven Erlanger**Directeur du bureau londonien du *New York Times***Elisabeth Guigou**Députée et présidente de la commission  
des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale**Norbert Röttgen**Président de la Commission des Affaires étrangères  
du Bundestag, Allemagne

Je pense qu'il sera toujours compliqué d'exaucer le désir de la Russie de retrouver sa dignité sans céder trop d'influence et de territoire. C'est là que va être le dilemme : prendre les choses sérieusement, mais pas au point de se soumettre. C'est toujours le problème. Dernier sujet avant les questions : la crise de l'Euro n'est pas finie. Si vous regardez vers le Portugal, leur cote de solvabilité est mauvaise et l'on parle d'un nouveau sauvetage. La croissance est faible dans la zone Euro. La situation en Grèce n'est pas résolue. Ce n'est pas vraiment le bon moment pour l'Allemagne de recommencer à parler des euro-obligations, et en France, il y a le défi du Front National, qui est très anti-Europe, en partie à cause de l'argent et en partie à cause des migrants. Craignez-vous une nouvelle crise de la zone Euro au milieu de tout ça ? Cela m'inquiète et je suis curieux de savoir si vous partagez mon inquiétude ? Pensez-vous que cela va advenir ou va-t-on l'éviter comme d'habitude ?

L'Europe est actuellement confrontée à des crises majeures qui mettent à jour ses faiblesses. La montée du populisme et des extrémistes est une vraie menace pour nos valeurs et pour le principe d'État de droit sur lequel l'Europe a été construite. Les récentes élections aux États-Unis sont révélatrices du même phénomène, même si les problèmes du pays ne sont pas les mêmes. Mais la tendance est bien là. La perte de confiance dans le projet européen, et l'élargissement de l'écart entre l'UE et ses citoyens sont de sérieux indicateurs du fait que nous devons réorganiser l'Europe, en interne et en externe. Son pouvoir au niveau mondial, la sécurité, et le sens de son projet en dépendent. Je crois que plus que jamais, l'Europe a un rôle majeur à jouer. Le monde compte sur l'Europe. Ce n'est pas le moment de nous replier sur nous-mêmes, bien au contraire. Notre seul objectif devrait être de relancer la construction européenne : cela implique davantage d'intégration, des réponses positives et pratiques aux attentes des Européens et une volonté politique claire.

Je pense que nous sommes dans une situation complètement inédite depuis la Deuxième Guerre mondiale. Nous n'avons jamais eu autant de crises à la fois. [...] Dans ce grand bouleversement, le conflit qui s'étend d'Afrique du Nord au Moyen-Orient, en Irak, en Syrie et en Afghanistan est d'une complexité grandissante, et semble aussi se pérenniser. La géographie n'a pas changé, mais la politique, elle, si, et il existe une dimension fondamentalement nouvelle qui est la mobilité des crises. Leurs conséquences s'étendent désormais à l'Europe. Il s'agit d'une crise de mentalité, voire de culture politique. [...] Quoi qu'il arrive, les États-Unis sont irremplaçables pour l'Occident. [...] Il est crucial de dépasser les différences internes qui nous divisent, c'est un préalable nécessaire pour forger une vision politique étrangère commune au niveau européen. Je pense que nous avons trois questions clivantes en Europe : les réfugiés, l'économie et l'austérité et la Russie. [...] Si nous acceptons que la Russie ait le dernier mot sur l'évolution politique des pays dans sa zone politique d'influence, nous aurions alors une nouvelle division du continent au XXIe siècle. Ce serait l'exemple que le principe directeur du XXIe siècle est le pouvoir de la force, non le pouvoir du droit. [...] La crise de l'Euro n'a pas disparu, et elle n'a fondamentalement trouvé aucune résolution.



MODÉRATEUR :  
**Jim Hoagland**  
Conseiller de la rédaction  
du *Washington Post*

## Après les élections américaines



**François Bujon de l'Estang**  
Président, FBE International Consultants;  
ancien ambassadeur de France aux États-Unis



**Ichiro Fujisaki**  
Ancien ambassadeur du Japon au États-Unis



**Jin Roy Ryu**  
Président-directeur général, Poongsan Group,  
République de Corée

C'est la victoire de Trump, mais c'est aussi la défaite d'Hillary Clinton. [...] C'est tout le contraire d'Hillary Clinton, qui a essayé de s'adresser aux trois catégories d'électeurs qui avaient élu Obama en 2008, et l'avaient réélu en 2012 : les jeunes, les femmes et les minorités. Il a véritablement fait campagne auprès d'un type d'électorat différent. [...] Cette élection laisse beaucoup de questions sans réponses. Beaucoup d'inquiétudes subsistent. En premier lieu, ses partisans ultra-conservateurs. Ensuite, le rôle que jouera sa famille. Enfin, son caractère, sans conteste très difficile à gérer. [...] Pour ce qui est des divisions au sein du Parti républicain, nous avons là aussi un nombre de questions sans réponse. Beaucoup des slogans sur lesquels il a mené sa campagne allaient à l'encontre de la doxa républicaine traditionnelle. Le genre de véritables partisans qu'il aura au Congrès, avec un Parti républicain lourdement divisé, demeure un mystère et risque d'entraver son action. [...] Les Européens espéraient une victoire d'Hillary Clinton. C'est une femme qui connaît l'Europe, qui connaît bien les enjeux des relations internationales et ils avaient en elle beaucoup plus de confiance. Les Européens ont été souvent mal à l'aise vis-à-vis de l'administration Obama et ils pensaient qu'avec Hillary il y aurait une espèce de retour des États-Unis sur la scène européenne. Mais cette victoire de Trump a été un coup de tonnerre parce qu'elle intervient dans un contexte difficile pour les Européens, pour des raisons à la fois proprement européennes et pour des raisons transatlantiques.

M. Abe a pu avoir le premier entretien avec M. Trump. Ils ont parlé de leurs visions du monde, des relations avec la Russie, la Chine, la Corée, les Philippines, l'Inde et de l'économie. Je pense que c'était très important d'apporter le point de vue de l'Asie directement à M. Trump, le plus tôt possible. Je pense qu'ils vont construire une relation de confiance. [...] L'élection de M. Trump a été très différente de toutes les autres élections que j'ai déjà vues. [...] Je pense que ses politiques se classeront dans trois groupes : A) Celles qu'il devra mettre en œuvre ; B) Celles qu'il devra modifier et mettre en œuvre ; C) Celles qu'il remettra à plus tard. [...] Nous devons attendre pour voir ce qui relèvera du groupe A, du groupe B et du groupe C. Pour ce qui est de la politique étrangère, je suis peut-être trop optimiste, mais je pense que les relations avec la Chine et la Russie ne changeront pas fondamentalement. [...] Comment les choses vont-elles évoluer ? Il faudrait sans doute surveiller la politique sur trois fronts : l'environnement [...], les échanges commerciaux et le Moyen-Orient. Plus précisément, les relations avec l'Iran, l'accord avec l'Iran, les relations avec la Syrie et l'État islamique (EI) peuvent changer. Personnellement, je surveille ces trois points, qui sont imprévisibles à ce stade. Je pense que nous pouvons nous fier à son instinct d'homme d'affaires ou à son sixième sens, qui lui dira ce qui est mieux pour l'Amérique.

Sur le plan international, quand le président Trump prendra ses fonctions en janvier, on constatera un changement immédiat des politiques d'un Obama plus libéral qui deviendront les politiques d'un Trump très conservateur. [...] Quand il prendra ses fonctions, M. Trump va plus particulièrement imposer des conditions de concurrence équitables dans les échanges commerciaux. [...] En ce qui concerne les bases militaires américaines implantées dans le monde, il va demander à des pays comme le Japon, la Corée et l'Allemagne de financer davantage le coût de la présence des États-Unis dans leur pays. Il demandera également aux pays de l'OTAN de payer la majeure partie de ces coûts eux-mêmes au lieu de compter sur les États-Unis. [...] Le plus gros changement qui puisse se produire, à mon avis, sera dans le domaine de l'immigration. [...] La bonne nouvelle, c'est que depuis sa victoire, le président élu Donald Trump s'exprime de manière plus mesurée, sur un ton et en ayant un comportement plus conciliants. J'ose espérer que ce changement d'approche est révélateur de son désir de rassembler l'Amérique et d'être le président de tous les Américains. J'ai également bon espoir qu'après avoir compris ce à quoi l'Amérique est confrontée de nos jours dans le monde, le président Trump finira par se rendre compte que l'Amérique et lui auront besoin de leurs alliés et de leurs amis pour réussir à « make America great again ».



## Après les élections américaines



**Juan Gallardo**

Président, Organizacion Cultiva SAB de CV, Mexico

Le Mexique a subi une énorme transformation au cours de ces dernières années. [...] Le Mexique est passé d'une économie avec 50 % de dette à 14 % et cet équilibre a été atteint grâce à une nouvelle réforme comprenant beaucoup d'économies. [...] Nous menons une grande bataille à l'heure actuelle avec les immenses défis légaux de la corruption. [...] Il y a le positionnement politique en vue des élections de 2018 et bien sûr l'énorme défi de la transition américaine. [...] Un million de gens traversent cette frontière tous les jours, et plus de 300 000 véhicules. Il y a également plus de Mexicains qui reviennent au Mexique que de Mexicains qui vont aux États-Unis de nos jours, et ce depuis deux ou trois ans. [...] À présent, si on parle d'immigration, nous avons une très forte volonté de faire les choses de façon humaine. [...] Concernant l'ALENA, je pense qu'il est important de mentionner que les échanges tripartites entre le Canada, les États-Unis et le Mexique représentent plus d'un billion de dollars par an. 30 des 53 États américains ont le Mexique comme premier ou deuxième partenaire commercial. Près de six millions d'emplois aux États-Unis sont directement issus du commerce avec le Mexique. [...] Il y a beaucoup à discuter pour construire un ALENA plus efficace. Nous sommes certainement impatients d'y travailler avec la nouvelle administration. [...] J'espère que la rhétorique qu'on a entendue pendant la campagne électorale se transformera en des discussions plus pragmatiques et plus constructives.



**Vuk Jeremic**

Président du Centre pour la coopération internationale et le développement durable (CIRSD), président de la 67e session de l'Assemblée générale de l'ONU, ancien conseiller du Président de Serbie

L'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis a augmenté le niveau d'incertitude dans le monde. Il est difficile de prévoir avec certitude quelles politiques il va mettre en place et quelles initiatives il va poursuivre. Cependant, dans ce contexte général d'incertitude, il semble probable que Trump va tenter de construire une relation d'un autre genre avec la Russie. Une telle tentative va être inconfortable pour certaines parties d'Europe. La victoire de Trump va aussi enflammer le sentiment populiste (déjà renforcé par le résultat au référendum du Brexit) dans un certain nombre de pays européens. La victoire de Trump n'est pas désastreuse en elle-même. Tenter de mettre en place un nouveau genre de relation avec la Russie n'est pas forcément une source de conséquences fâcheuses. Au moins à court terme, cela peut mener à des succès, notamment dans le contexte de la Syrie. En outre, un rapprochement russo-américain pourrait ouvrir la possibilité de relancer le processus de paix israélo-palestinien, une chose que Trump a déclaré vouloir accomplir. Une ou deux de ces tentatives pourrait créer un nouvel équilibre des forces au Moyen-Orient, et c'est une chose que le président Obama lui-même voulait voir advenir. Mais le TPP est mort. Trump va l'enterrer. Il a dit pendant la campagne qu'il voulait mettre en place d'autres politiques et il va tenter de le faire en tant que président. La victoire de Trump signifie que nous allons vivre dans un monde nouveau. L'internationalisme libéral ne va plus être la norme mondiale dominante. C'est la réalité et les décideurs devraient se concentrer sur les opportunités qui s'ouvrent avec ce changement, plutôt que de tomber dans le piège de se concentrer sur des prophéties négatives et auto-réalisatrices.



**Wang Jisi**

Président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'université de Pékin, professeur à l'École des études internationales, université de Pékin

Jamais, dans l'histoire récente, une élection présidentielle aux États-Unis n'avait été aussi perturbante (ou aussi captivante) que celle de 2016. Cette élection a probablement été la plus controversée et la plus séparatiste, même jusqu'en Chine. [...] La majorité des élites de la politique et des médias chinois avaient correctement prédit la victoire de Trump. [...] De nombreux Chinois pensent qu'un gouvernement Trump ne serait peut-être pas plus favorable, mais en tous cas moins hostile, à la Chine. D'après ce que les Chinois peuvent comprendre de lui, Trump est un magnat qui aime l'argent, et la Chine a beaucoup d'argent, il devrait donc être plus facile de traiter avec Trump qu'avec Clinton. D'autres Chinois ont salué la victoire de Trump. [...] Ils s'attendent à ce qu'un gouvernement Trump puisse nuire aux États-Unis en affaiblissant leur unité, leur puissance et en les isolant du reste du monde. Ils espèrent qu'une Amérique affaiblie ne sera pas en mesure d'interférer fortement dans les affaires nationales de la Chine et ne pourra pas non plus lui imposer des contraintes dans l'espace international. [...] Certains s'inquiètent du fait qu'une nouvelle montée du protectionnisme en Amérique puisse nuire aux intérêts commerciaux de la Chine. [...] Jusque-là, j'avais toujours eu la certitude que les États-Unis, malgré tous les problèmes et les écueils qu'ils rencontrent, ne seraient pas une puissance en déclin. Mais j'en suis beaucoup moins sûr aujourd'hui. La date du 8 novembre 2016 sera-t-elle celle de la naissance des États-Désunis d'Amérique, ou marquera-t-elle la construction d'une nation qui sera « Great Again » ?



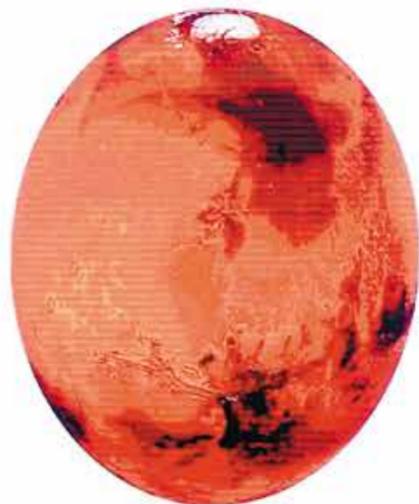
**Ryan Evans**

Fondateur, PDG et rédacteur en chef de War on the Rocks

Donald Trump dit beaucoup de choses pour ensuite se contredire le jour suivant. [...] Cependant, quand vous passez votre temps à dire des choses extrêmes, si des gens travaillent à réaliser votre vision, cela rend de nombreuses choses permises, pas seulement dans la bureaucratie mais aussi dans la société américaine. [...] Pour moi, la plus importante [question] est l'attitude et l'approche des États-Unis concernant les échanges internationaux et ses relations avec la Chine. Je pense en fait que cela sera bien plus déterminant pour façonner le visage du monde que les relations avec la Russie. [...] Il a accusé la Chine de tous les maux, de la destruction de l'Amérique industrielle à la fabrication du changement climatique. [...] Il se pourrait que nous voyions une administration très agressive sur le commerce et menant une sorte de guerre commerciale avec un protectionnisme visant la Chine mais une administration qui veut aussi accommoder ce que la Chine voit comme ses intérêts dans les Mers de Chine du Sud et de l'Est. Je pense que toutes les options sont ouvertes à ce stade.

## La conquête de l'espace : une grande aventure technologique et un défi pour la gouvernance

### Three Defining Challenges Exploration



MODÉRATEUR :  
**Thierry de Montbrial**  
Fondateur et président  
de la WPC



### Jean-Yves Le Gall

Président du Centre National d'Etudes Spatiales (CNES)

Depuis près de 60 ans, des milliers de satellites ont permis à l'humanité de conquérir un quatrième élément après la terre, la mer et l'air : l'espace. Les satellites prennent des photos qui nous permettent de prévoir la météo. Ils permettent également de mieux protéger les populations des menaces environnementales, de détecter les catastrophes naturelles et humaines, d'améliorer les sols, les océans et la végétation pour le bénéfice de tous. Les satellites sont également des instruments cruciaux afin de soutenir les efforts déployés pour ralentir le changement climatique. [...] En tout, nous avons un peu plus de 60 pays qui développent actuellement leurs programmes spatiaux et cela va continuer. [...] un nouveau mouvement est né aux Etats-Unis et s'est répandu sur toute la planète. Ce mouvement s'appelle « New Space » et a été créé par des entrepreneurs riches et ambitieux qui veulent transformer le domaine spatial. [...] Ce sont les satellites qui ont fourni la preuve du changement climatique. Sans eux, il aurait été impossible de démontrer que le niveau des océans augmente de 3,2mm par an. De la même façon, ce sont les satellites qui permettent d'encourager les efforts des nations pour la réduction des gaz à effets de serre. [...] Le troisième défi concerne l'exploration, car les changements actuels dans le domaine de l'espace vont probablement avoir l'effet inattendu d'une accélération de l'exploration martienne. [...] la France a le deuxième plus gros budget par habitant du monde pour l'espace, juste derrière les Etats-Unis. De nombreux services que nous considérons irremplaçables fonctionnent grâce à des applications dérivées de l'espace, même si nous ne nous en rendons pas toujours compte. L'espace est définitivement une aventure essentielle en termes de technologie et de gouvernance.

# 9th EDITION GLOBAL GOVERNANCE

November 20-22, 2016 • Doha

www.worldpolicyconference.com



MODÉRATEUR :  
**Justin Vaïsse**

Directeur du Centre  
d'analyse, de prévision et  
de stratégie du ministère  
des Affaires étrangères

## Combattre le terrorisme



**Sergei Karaganov**

Président honoraire du Présidium du conseil en charge de la  
politique extérieure et de défense, Russie



**Mayankote Kelath Narayanan**

Ancien gouverneur de l'État du Bengale Occidental, Inde

Cette fois, comme cela s'est déjà produit avec Al-Qaïda et les talibans, nous avons d'énormes organisations terroristes qui s'emparent de territoires. Ces organisations sont aussi le résultat d'une intrusion injustifiée, tout à fait incompétente et irresponsable, de puissances étrangères. [...] Ma première mesure pour répondre à ces problèmes, c'est de stopper les interventions, quelle que soit leur bannière idéologique – Communisme, démocratisation ou tout autre « isme » à venir. Respectons les traditions et les coutumes locales. Le but n'est pas d'apporter le changement, mais uniquement la stabilité. Le changement et le développement ne peuvent se produire que dans des conditions de stabilité et de paix. La Russie agit comme elle pense devoir le faire. Nous sommes intervenus en Syrie pour plusieurs raisons, mais la principale était de frapper au cœur les organisations et les institutions terroristes pour les détruire, avant qu'elles n'arrivent sur notre territoire. Nous l'avons également fait pour soutenir des États existants et leurs gouvernements légitimes, et pour stopper les politiques irresponsables de changement de régime entreprises par nos partenaires. Nous avons réussi. [...] Nous devons apporter notre soutien à des États existants vulnérables – la Jordanie, bien sûr, l'Égypte et l'Algérie. [...] Imaginez simplement ce qui se serait produit si la Russie n'avait pas commencé à détruire toutes ces forces en Syrie. Imaginez ce qui se serait produit si, par la volonté d'Allah ou de Dieu, le général Al-Sissi n'avait pas organisé un coup d'État. À présent, toute l'Égypte serait en flammes.

Comment vaincre les idéologies ? Il est très difficile de répondre à cette question. Si le terrorisme présente de multiples facettes, le plus grand danger aujourd'hui vient du terrorisme islamiste radical. Chaque minute, des centaines de milliers d'enfants se laissent subjugués par le soi-disant Saint Graal d'un Nouveau Monde et par un nouveau califat. Voilà le concept. L'idée qui le sous-tend est encore plus dangereuse, à savoir, pour atteindre ce but, vous devez vous joindre à nous, et accepter de tuer et de commettre des actes comme ceux qui ont eu lieu en Belgique et en France récemment. S'attaquer à une idée est beaucoup plus difficile que d'aborder le problème militairement. Nous avons véritablement besoin que les meilleurs cerveaux et les plus grands esprits travaillent sur ce problème. Vous pouvez surveiller l'Internet, mais comment empêchez-vous des enfants de 12 à 13 ans d'être dans leur chambre et d'écouter le « chant des sirènes » de la propagande islamiste ? Du point de vue militaire, vous pouvez gagner une bataille ici et là, mais Daech en version améliorée continuera à se propager dans plusieurs parties de la planète. Le problème reste donc entier. Nous devons mobiliser toutes nos forces pour combattre l'idée, et utiliser Internet pour vaincre la propagande subversive de Daech.

9th EDITION  
WORLD POLICY  
CONFERENCE  
GOVERNANCE

20-22, 2016 • Doha

www.worldpolicyconference.com



## Combattre le terrorisme

**Jamal Khashoggi**

Directeur général, Al Arab News Channel, Arabie Saoudite

**Wang Jisi**

Président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'université de Pékin et professeur à l'École des études internationales, université de Pékin

**Jehangir Khan**

Directeur de l'équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) et du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT) au sein du département des affaires politiques (DAP), du Secrétariat de l'ONU

Il y a deux approches à la lutte contre le terrorisme. [...] L'approche actuelle que nous avons est juste de bombarder Al-Qaïda, bombarder Daech, les assassiner, utiliser des drones. [...] Les gens voulaient une démocratie à l'occidentale, c'est ce que les peuples recherchent, mais parce que nous n'avons pas soutenu le peuple à ce moment de l'histoire, le chaos et l'anarchie ont gagné dans certaines régions du monde arabe, donc Al-Qaïda et ensuite Daech sont devenus l'alternative. [...] Ce que nous devrions faire, c'est adopter l'approche de réparation du monde arabe, en visant l'anarchie en premier. [...] Bien sûr vous allez continuer à viser les radicaux, les combattre et les éliminer, mais dans le même temps vous devez avoir un plan pour soigner complètement le monde arabe, le sortir de la tyrannie, de l'injustice et des économies en échec, et à moins que nous ne faisons cela, le cycle va continuer. [...] Dans toute société il y a des groupes qui veulent utiliser la violence contre le système. Si dans vos pays, l'anarchie venait à régner pour quelque raison que ce soit, ces radicaux montreraient leur visage. C'est pourquoi les radicaux sont apparus dans notre région. [...] Cela ne signifie pas soutenir les tyrans comme Bashar ou Kadhafi en Libye, ou d'autres petits tyrans en Libye – ils ne sont pas la solution, ils sont le problème.

L'antiterrorisme occupe désormais une place plus importante sur l'agenda intérieur de la Chine, mais il y a très peu d'informations sur les activités terroristes accessibles au public en Chine. [...] Le gouvernement chinois fait très attention à ne pas attirer des problèmes de l'étranger. C'est pourquoi en cas d'attentats terroristes, la télévision chinoise ne nomme pas les organisations, mais les appelle simplement groupes ou organisations extrémistes, sans préciser leur identité. Quelle est l'action de la Chine dans la lutte contre le terrorisme ? Tout d'abord, nous aidons les réfugiés et les victimes des attentats terroristes, et nous fournissons une assistance humanitaire en Jordanie et ailleurs, mais la participation aux opérations militaires n'est pas du ressort de la Chine. [...] Le principe de la Chine est très clair : nous soutenons les gouvernements légitimes de tous ces pays. La Chine voulait être à l'écoute de tous, de tous les gouvernements de la région, et ne souhaitait pas vraiment prendre parti. Nous parlons aujourd'hui du programme One Belt, One Road. [...] Les pays voisins sont une source de préoccupation plus importante, car une grande partie du programme One Belt, One Road est formée par le corridor économique Chine-Pakistan, qui s'étend de Xinjiang en passant par le territoire occupé du Cachemire jusqu'au port de Gwadar au Pakistan et continue jusqu'au Moyen-Orient. L'importance capitale de cette route justifie les inquiétudes de la Chine qui, par ailleurs, veut maintenir un bon équilibre dans le conflit opposant l'Inde et le Pakistan sur qui doit être identifié comme organisation terroriste aux Nations unies.

La raison pour laquelle nous nous inquiétons du terrorisme est qu'il a un visage humain. [...] Le terrorisme et l'extrémisme violent n'ont aucune religion, aucune foi, aucune ethnicité, aucune culture – ils sont l'essence même du mal, et toutes les sociétés à travers l'histoire ont connu l'extrémisme et le terrorisme, alors ne tombons pas dans le piège de calomnier une religion ou une région en particulier. [...] Aujourd'hui, le terrorisme n'est pas limité à une région, c'est un phénomène mondial [...] L'approche préventive, c'est le bon sens, mais il est temps de généraliser cette approche préventive, ne pas se contenter de le dire mais d'agir. [...] Tout d'abord, nous devons nous tourner vers la jeunesse. Le groupe démographique des 16-24 ans est la première cible des groupes terroristes. [...] Nous envisageons à présent une approche plus inclusive. Quand nous regardons notre jeunesse, nous devons regarder d'autres aspects – genre, emploi, développement des compétences, engagement dans les communautés locales. [...] Chaque société, chaque pays doit s'approprier ce combat de façon nationale. Le terrorisme n'est pas un problème militaire, ce n'est pas un problème technique, mais avant tout un problème politique. [...] Nous devons évaluer nos actions de lutte contre le terrorisme par le nombre de victimes que nous empêchons, et si aujourd'hui ce nombre augmente de façon exponentielle, alors nous devons réévaluer nos politiques et nous demander ce que nous sommes en train de faire.

# GLOBAL GOVERNANCE

November 20-22, 2016 • Doha

www.worldpolicyconference.com



MODÉRATEUR :  
**Richard Cooper**

Professeur d'économie internationale à l'université d'Harvard



SESSION 12 • LUNDI 21 NOVEMBRE • 18:30 – 19:30

## La stabilité politique et économique en Asie de l'Est



**Ichiro Fujisaki**

Ancien ambassadeur du Japon au États-Unis



**Jia Qingguo**

Doyen de l'École des études internationales de l'Université de Pékin



**Ju Chul-Ki**

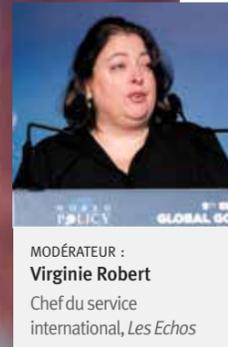
Ancien secrétaire principal aux Affaires étrangères et à la Sécurité nationale auprès du président de la République de Corée

Le Japon est désormais considéré comme étant l'un des pays apportant la stabilité à la région. Cela est dû au changement drastique de nos relations avec les pays qui nous entourent. À commencer par le Nord, avec la Russie : M. Poutine se rendra au Japon à la mi-décembre pour discuter de notre question territoriale. [...] Pour ce qui est de la Chine, nos relations se sont nettement améliorées au cours de ces deux dernières années. La question du Droit de la mer est déjà un sujet de préoccupation. Cependant, dans l'ensemble, les relations entre le Japon et la Chine se sont notablement améliorées. [...] Il en est de même pour les relations avec la Corée. Nous n'avons pas encore entièrement résolu le problème dit des « femmes de réconfort », mais les relations Corée-Japon sont bien meilleures qu'auparavant. Pour ce qui est de l'Inde, globalement, les relations se sont considérablement améliorées. La principale question est celle des États-Unis avec lequel nous avons conclu notre seule alliance. M. Trump déclare désormais que les relations entre les États-Unis et le Japon sont le fondement de sa politique. En ce qui concerne le TPP et les nouvelles politiques en matière de COP 21, elles ne seront probablement pas mises en œuvre immédiatement. Ce qui importe donc le plus, c'est l'alliance, et, si elle est confirmée, nous ne devons pas changer notre politique en matière de sécurité. Nous attendrons de voir comment cela sera mis en œuvre dans les années à venir.

Les relations entre les puissances majeures sont problématiques. La Chine et les États-Unis ont eu des problèmes en Mer de Chine du Sud. Les relations entre la Chine et le Japon sont toujours affectées par le conflit concernant les îles de Diaoyu et les eaux alentour. Les relations entre la Chine et la Corée du Sud se sont détériorées avec l'annonce de la décision du gouvernement sud-coréen de déployer le système THAAD. L'un des points problématiques est le développement nucléaire de la Corée du Nord. Néanmoins, nous avons aussi de bonnes nouvelles. Nous voyons une stabilisation de la situation en Mer de Chine du Sud. Quand on se tourne vers le futur, on voit du positif et du négatif. Côté positif, la Chine recherche la stabilité. Elle fait plus d'efforts pour soutenir le projet One Belt, One Road, qui requiert la stabilité de l'environnement international. Pour ce qui est du côté négatif, nous avons récemment appris que le Vietnam mène une sorte de construction sur une piste d'atterrissage de son île artificielle en Mer de Chine du Sud. [...] Le résultat des élections américaines pose un défi encore plus grand. Nous pourrions voir la relation entre les États-Unis et la Chine devenir plus houleuse. La plupart des pays de la région partagent de nombreux intérêts. Nous avons besoin de stabilité politique, mais dans le même temps, plusieurs pays ont des objectifs différents et n'adoptent pas les mêmes approches afin de les atteindre. La région requiert donc plus que jamais un leadership avisé. Cependant, il est probable que la région soit déçue, en particulier au vu de la rhétorique de campagne qui a précédé les élections américaines.

Au cours des 71 dernières années, l'Asie de l'Est a avancé à pas de géant en termes de progrès économique et d'importantes améliorations ont également été apportées en matière de justice sociale. Mais il y a toujours des sources d'instabilité en Asie de l'Est qui empêchent cette région de poursuivre sa belle progression. Le premier problème est de savoir comment transférer ou repositionner l'équilibre du pouvoir entre les États-Unis et la superpuissance émergente qu'est la Chine. [...] L'échec du lancement du Partenariat transpacifique portera un coup au Japon et aux pays qui ont signé cet accord. [...] La confrontation directe Chine-Japon concernant l'île de Sengaku (Daoidao) n'est pas, à ce stade, susceptible d'empirer. [...] On devrait s'intéresser à la nouvelle initiative lancée par la Russie pour développer sa zone extrême-orientale. Mais la plus grande menace, pour la stabilité de la région, c'est l'aventure nucléaire de la Corée du Nord. La sinistre violation des Droits de l'Homme par la Corée du Nord doit être constamment condamnée. Pour nous, il y aura deux alternatives. La première possibilité consistera à continuer d'exercer des pressions sur la Corée du Nord, tout en laissant la porte ouverte aux négociations directes avec elle. Il serait plus sage et nécessaire que le gouvernement sud-coréen conçoive son propre plan d'intervention et consulte abondamment le nouveau gouvernement des États-Unis, pour mettre en place une stratégie commune très complète. Ce processus sera long et difficile. Une solution réelle et complète au dilemme de la Corée du Nord ne pourra être trouvée qu'en favorisant la réunification pacifique de la Péninsule, pour mettre fin à une division vieille de 71 ans.

## Les principaux défis de l'économie mondiale



MODÉRATEUR :  
**Virginie Robert**  
Chef du service international, *Les Echos*



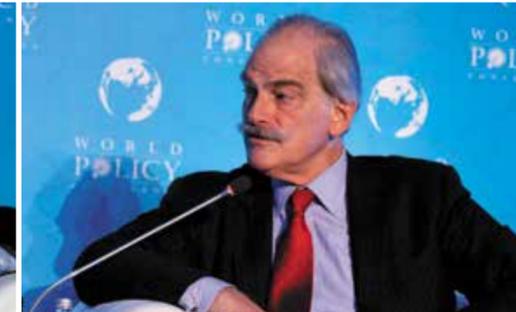
**Bark Taeho**

Professeur, Université nationale de Séoul,  
Ancien ministre du Commerce de la République de Corée



**Jean-Claude Trichet**

Ancien président de la Banque centrale européenne



**John Lipsky**

Senior Fellow, Foreign Policy Institute at Johns Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS) ; ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international



**Qiao Yide**

Vice-président et secrétaire général du Shanghai Development Research Foundation ; ancien directeur adjoint, Institute of World Economy, Shanghai Academy of Social Sciences

Les négociations multilatérales du commerce ont été stoppées et en réponse nous avons assisté à l'émergence d'une tendance à former des méga-accords de libre échange comme le TPP, le PERG, l'ALE trilatéral Chine-Japon-Corée et le TTIP. Cependant, le président-élu Trump a déclaré que les Etats-Unis vont se retirer du TPP et a annoncé son intention de prendre diverses mesures économiques protectionnistes, en particulier contre la Chine et le Mexique. Les experts du commerce s'inquiètent même du fait que les conflits commerciaux entre les grandes nations pourraient mener l'environnement commercial mondial dans une sorte de guerre des échanges. Cependant, nous devons tous comprendre les implications à grande portée d'un échec du système de commerce mondial, en particulier le système multilatéral. Nous avons tiré les leçons du passé : les restrictions des échanges unilatéraux invitent à des représailles de la part des partenaires commerciaux et sont finalement dommageables pour les entreprises et consommateurs nationaux. Nous devons prendre conscience que des échanges plus libres génèrent la croissance économique et les emplois. Dans ce contexte, tous les dirigeants politiques devraient sérieusement envisager de sauver le système d'échange multilatéral. En d'autres termes, au milieu de l'environnement le plus difficile, nous devrions revenir à l'essentiel. En tant que principale nation commerciale, la Chine fait figure de candidat idéal pour un fort leadership dans le système des échanges mondiaux. Nous espérons que la Chine va affirmer ses positions dans le RCEP.

Nous devrions prendre très au sérieux ce qui se passe, pas seulement aux États-Unis, mais également en Europe et dans d'autres économies avancées où nous voyons exactement le même phénomène de frustration de la part d'une grande partie de la population active qui ressent le stress d'une concurrence intense, le besoin de restructurer et refaçonner le secteur de la production, l'impact de la science et de l'informatique et les autres avancées qui demandent également des changements abrupts et aigus. [...] J'espère vraiment que nous n'allons pas nous embarquer dans des mesures clairement protectionnistes qui seraient extrêmement dangereuses pour la croissance mondiale. Malheureusement, je prends pour acquis que nous n'allons pas continuer avec de grands accords commerciaux. [...] La Chine a maintenant les mêmes problèmes de restructuration que nous avons eus il y a quelques années. [...] Il y a un besoin absolu d'activer les économies domestiques en Europe. [...] Il est bon de rééquilibrer et de remodeler les dépenses publiques pour augmenter la croissance et la création d'emploi. Nous devons comprendre qu'il y a des situations différentes dans différents pays en Europe. [...] Le but principal de toute économie, qu'elle soit avancée ou émergente, est d'avoir le plein emploi et de ne pas laisser le pays et l'économie sombrer dans une situation de chômage de masse. [...] Il est extrêmement important que le problème bancaire en Europe soit rendu aussi propre que possible. L'union bancaire est une réforme majeure qui va dans ce sens.

Les défis de croissance des économies avancées reflètent la faiblesse persistante des investissements d'affaires qui est liée au ralentissement de leur croissance de productivité. Cet effet est particulièrement remarquable dans le cas de l'UE. [...] Malgré le ralentissement de la croissance générale des économies émergentes, la croissance de leurs exportations a été plus lente que la croissance du PIB – en d'autres termes, le commerce international, qui était auparavant un moteur essentiel d'expansion rapide, s'est transformé en boulet ralentissant la croissance. [...] Quelles sont les barrières à l'investissement et à la croissance dans la zone Euro ? Il doit y avoir des réformes structurelles, c'est-à-dire l'amélioration ou l'augmentation dans l'ouverture et la flexibilité des marchés, que ce soit le travail ou les marchandises. Le secteur financier à base bancaire de la zone Euro n'est pas aussi sain qu'il le faudrait pour soutenir cette croissance, et cela s'est reflété dans la chute spectaculaire des actions bancaires de la zone Euro cette année. [...] La principale réponse des institutions à la crise financière mondiale fut la création du G20 et la création des quatre principaux objectifs du G20: restaurer la croissance mondiale, réparer et réformer le système financier, prévenir le protectionnisme économique et encourager la libéralisation des échanges, réformer les institutions financières internationales. [...] Le FMI n'a pas encore suffisamment d'instruments de prévention de crise pour pouvoir fonctionner aussi efficacement qu'il devrait et qu'il serait nécessaire.

Le ralentissement de l'économie chinoise a bien sûr un impact sur l'économie mondiale – si vous êtes un pays exportateur de matières premières, le ralentissement de l'économie chinoise a eu un impact négatif. Cependant, le marché intérieur se développe rapidement dans le même temps, offrant plus d'opportunités pour les investissements étrangers et les importations. L'investissement outre-mer direct chinois augmente rapidement à l'heure actuelle, et cela va créer plus d'emplois et plus d'opportunités pour d'autres pays. [...] mais comme leurs exportations vers le marché mondial diminuent, les exportations de la Corée vers la Chine diminuent également [...] nous avons encore beaucoup de chemin à faire pour exclure complètement le risque d'une autre crise financière. Cependant, nous avons néanmoins accompli un bon progrès. Par exemple, depuis la crise financière mondiale nous avons un nouveau concept appelé un filet de sécurité financière mondiale. Les gens reconnaissent que si on ne compte qu'un seul niveau d'institutions ou de ressources, ça n'est pas suffisant pour empêcher le déclenchement d'une crise financière, donc les mesures de sécurité financière actuelle comprennent quatre éléments. Le premier est une auto-assurance – les pays en développement doivent avoir une sorte de réserve étrangère. Le deuxième est un échange de monnaie – si quelque chose se produit, vous pouvez faire un échange de monnaie, comme la Corée du Sud l'a fait avec les Etats-Unis au début de la crise, ce qui au final offre beaucoup d'aide. Le troisième ce sont les arrangements financiers régionaux comme l'Initiative Chiang Mai, l'ESM. Le dernier est bien sûr le FMI. Les leaders du G20 ont reconnu que le FMI devrait jouer un rôle plus important.

## Le rôle des hydrocarbures dans le paysage géopolitique régional



MODÉRATEUR :  
**Steven Erlanger**  
Directeur du bureau londonien du *New York Times*



**Saad Sherida Al-Kaabi**  
Président-directeur général, Qatar Petroleum



**Patrick Pouyanné**  
Président-directeur général, Total

C'est vraiment crucial et vous avez l'Iran à vos portes, vous partagez même un champ avec l'Iran. Comme M. Fillon l'a dit à propos de la Russie, c'est un voisin proche donc nous devons les envisager différemment. On a beaucoup critiqué le président Obama pour la ligne rouge en Syrie et pour avoir créé une sorte de vide. Je pense qu'il est exact qu'ils ne savaient pas comment répondre au « Printemps arabe » : personne ne savait. Ils n'étaient pas préparés pour ce réveil et pas plus pour cette contre-révolution. A moins de vouloir plonger plus profondément dans la politique, ce qui n'est probablement pas le cas, je me demandais si c'était une époque particulièrement sensible pour les Arabes du Golf ? Souhaitez-vous plus d'implication et de stabilisation américaine ou pensez-vous qu'une plus grande implication des Américains pourrait empirer les choses ?

Pour ce qui est de la croissance des combustibles fossiles, le plus propre est le gaz. [...] c'est le gaz que l'on estime être un secteur à très forte croissance, parce que vous avez beaucoup de domaines dans le monde qui veulent une énergie propre, et le gaz est la plus propre qui soit. [...] L'humanité connaît un taux de croissance démographique très rapide, et nous avons besoin de tous les types de combustibles et de tous les types de ressources. Le solaire, l'éolien et les énergies renouvelables sont un mix énergétique de la plus haute importance. [...] Si l'UE voulait atteindre à l'horizon 2050 son objectif en matière d'émissions de CO<sub>2</sub>, il serait 500 milliards de fois moins cher pour l'Europe de le faire en utilisant le gaz. C'est un chiffre considérable. [...] un grand nombre de personnes dans différentes régions de l'Inde sont sans électricité. Avec la croissance d'une classe moyenne et une excellente croissance économique en Inde, en comparaison à d'autres régions, et qui je crois va aller en s'accroissant, le pays aura besoin de beaucoup de combustible. [...] Ses [Trump] commentaires sur l'industrie pétrolière et gazière, la libéralisation de certains domaines et ce qu'il va faire, le pétrole et le gaz sont des activités très résilientes, nous nous adaptons à toutes les situations et nous allons de l'avant. Ceci a été historiquement prouvé. Je ne suis pas du tout inquiet. [...] Le fait que les États-Unis n'aient pas besoin de combustibles fossiles et qu'ils aient atteint l'autosuffisance énergétique change la dynamique du marché pétrolier et gazier du point de vue des exportateurs de pétrole et de gaz. Cependant, il y a suffisamment de croissance dans le monde, dans d'autres pays pour compenser ce volume. L'une des raisons principales de la baisse des prix du pétrole se résume juste à cela [...] Il faudra encore du pétrole pendant très longtemps, à un taux de croissance un peu plus élevé. Les combustibles fossiles ne sont pas près de disparaître, mais certains éléments feront toujours l'objet de changements. [...] Les choses changent sur le plan politique, mais je crois que le cadre général reste toujours le même.

Le pétrole et le gaz conservent toute leur importance pour le Moyen-Orient, dans la mesure où 50 % des réserves se trouvent dans cette région, qui représente seulement 30 % de la production mondiale. Le Moyen-Orient est confronté à des défis, et le niveau d'engagement du prochain gouvernement américain en vue de stabiliser la région est une question très importante. Le monde a besoin d'une énergie fiable, abordable et propre : ces trois mots ont tous la même importance ; De nombreuses économies émergentes ont besoin d'énergie abordable pour continuer de se développer. En 2040, d'ici 25 ans, dans le scénario 2°C de l'AIE, la part du pétrole et du gaz dans le mix énergétique représentera encore plus de 45 % ; le monde a besoin de davantage de pétrole et de gaz ; vers les années 2030, le pétrole pourrait connaître une demande stable, beaucoup moins que la demande de gaz : pour une compagnie comme Total, la conclusion est que nous devons nous concentrer sur les actifs pétroliers qui sont concurrentiels. Les acteurs économiques sont tout simplement rationnels, ils choisissent ce qui est le plus efficace du point de vue concurrentiel. Le gaz devrait avoir un brillant avenir, mais en l'absence de prix du carbone, les pays émergents comme l'Inde utiliseront du charbon plutôt que du gaz, et la limite des +2°C sera perdue. Nous aurons besoin de davantage d'énergie au XXI<sup>e</sup> siècle, et cette énergie proviendra du gaz et des énergies renouvelables si nous voulons vivre dans un monde où règne le scénario 2°C. Évidemment, lorsqu'on parle d'énergie, il est absolument crucial de comprendre la dynamique du marché chinois, et celle du marché indien demain. La Chine privilégie fortement les voitures électriques en raison de problèmes de pollution locale due au charbon. C'est une question de santé publique, voire de troubles sociaux. Apporter une solution à cette source de pollution et trouver une transition énergétique aura un impact direct sur le changement climatique. Je suis convaincu que la révolution des voitures électriques viendra d'abord de Chine. Le développement économique est capital si l'on veut davantage de paix dans le monde. En tant que compagnie pétrolière et gazière, nous pouvons contribuer à ce développement en continuant à investir, à apporter davantage d'investissements dans les pays de façon à ce qu'ils puissent eux-mêmes se stabiliser. C'est ce que nous faisons en Russie et dans d'autres pays.



## L'éducation et le rôle des femmes



MODÉRATEUR :

**Mona Makram Ebeid**

Sénatrice égyptienne et ancienne députée



**Hamda Hassan Al-Sulaiti**

Secrétaire général, Commission nationale pour l'Éducation, la Culture et les Sciences, Qatar

Avec plus de 40 % de la population du monde arabe âgée de moins de 18 ans, l'éducation est un facteur politique et social majeur, dont les répercussions sur le processus de démocratisation pourront être énormes. [...] Les pays arabes manquent de limites de contrôle efficaces, d'unités, de ressources humaines compétentes, et, surtout, d'un engagement politique fort pour entreprendre une réforme politique. Par conséquent, bien que les pays arabes affectent des ressources considérables à l'éducation, le système éducatif pâtit de graves problèmes qui entravent l'épanouissement de citoyens qui ont été formés pour être en adéquation avec la vie sociale et politique. [...] Les femmes, notamment, sont une ressource inexploitée dans la lutte contre le terrorisme. Puisque Daech demande aux femmes d'épouser ses combattants terroristes et de soutenir sa campagne nihiliste, elles sont bien placées pour contrecarrer ce message. De quelle façon ? Quel meilleur réseau pour s'enrôler dans la lutte que les femmes, qui vivent dans chaque ville et dans chaque village, dont l'influence se fait ressentir dans chaque famille et qui comprennent les besoins de leurs communautés bien mieux que n'importe quel fonctionnaire d'État ? Cependant, mobiliser ainsi le pouvoir des femmes sur cet enjeu sécuritaire exige leur autonomisation et celle de groupes de femmes dans toutes les formes de la vie publique. Si les gouvernements entendent sérieusement réduire la menace terroriste, ils doivent alors être sérieux dans leur volonté d'inclure et d'autonomiser les femmes. Cependant, pour que les femmes puissent pleinement participer à la création d'une société prospère et sûre, elles doivent se sentir en sécurité dans leur vie quotidienne. [...] Investir dans l'éducation des filles pourrait bien être le plus grand retour sur investissement dans le monde en voie de développement.

Le nombre de femmes qataries inscrites à l'université a dépassé le nombre d'hommes de façon constante depuis plusieurs années, arrivant à un nombre de fois supérieur dans l'éducation supérieure. Le pourcentage de femmes diplômées à la Qatar University est de 82 % du total des diplômés pour l'année universitaire 2011/2012. Le ratio femmes/hommes qatari atteignait presque 2 : 1 sur la dernière décennie, jusqu'en 2013 [...] Cependant, le taux de diplômées reste bas dans certaines disciplines comme l'ingénierie, l'administration et les affaires, le droit. [...] Le marché du travail qatari a observé un remarquable développement en termes de participation des femmes. Le taux d'activité économique des femmes (15 ans et plus) a augmenté de 27,5 % en 1986 à 40,6 % en 2004 et 49,3 % en 2007. [...] Pour soutenir cette tendance, la Stratégie de développement nationale du Qatar 2011-2016 s'est concentrée sur l'aide à l'équilibre entre vie et travail, et la mise en place de centres de la petite enfance, de crèches publiques et de jardins d'enfants dans les entreprises pour les enfants entre 6 mois et 4 ans. La stratégie a également adopté des procédures pour la famille, comme permettre des heures de travail flexible, des emplois à temps partiels et la possibilité d'obtenir un congé spécial. Traditionnellement, les femmes qataries visent un certain nombre de professions, la plupart du temps dans l'enseignement, la santé et les emplois de bureau. Cependant, depuis quelques années, les femmes s'engagent de plus en plus dans une plus grande diversité d'emploi, qui inclut la médecine, le droit, l'enseignement au niveau universitaire et la police. Ces emplois étaient auparavant dominés par les hommes.

## Diversification, éducation et emploi au Moyen-Orient



MODÉRATEUR :  
**Mohamed Kabbaj**  
Président Lafarge Maroc,  
chancelier de l'Université  
Euro-méditerranéenne  
de Fès



**Mona Makram Ebeid**  
Sénatrice égyptienne et ancienne députée

J'aborderai maintenant les défis économiques et sécuritaires que doit relever l'Égypte et le rôle des femmes en la matière. [...] Les femmes ont régné sur la plupart des grandes civilisations, non seulement en Égypte, dans toute l'histoire de l'humanité, depuis Néfertiti et Cléopâtre, jusqu'aux reines de la période fatimide et du sultanat des mamelouks et Hoda Chaaraoui et ses filles du Nil. [...] Le leadership des femmes a inspiré les femmes de toute la région et a façonné le cours de l'histoire. Leur rôle central en Égypte fait écho à celui qu'elles ont joué très tôt dans l'islam. [...] Malheureusement, tous les peuples arabes traversent actuellement une période difficile. Nous sommes confrontés dans cette région aux nouveaux visages du terrorisme. Nous avons vu qu'aucun pays ne parvient à surmonter ces difficultés ni à obtenir la prospérité et la sécurité sans les femmes. [...] Dans le monde entier, la corruption et une bureaucratie inutile nuisent plus aux femmes qu'aux hommes. Cela leur crée d'autant plus de difficultés pour s'inscrire à l'école, faire des demandes d'emploi, ou obtenir des autorisations pour créer de nouvelles entreprises. C'est très simple, l'Égypte ne pourra pas réaliser son plein potentiel sans les femmes. Les grandes nations tirent leur force de l'ensemble de leurs peuples. Exploiter cette force signifie tolérer les différences pacifiquement exprimées. Il est reconnu qu'une diversité de points de vue en matière de religion, de culture, de politique et d'enseignement universitaire n'affaiblit pas une société. Bien au contraire.



**Masood Ahmed**  
Directeur du département Moyen-Orient  
et Asie Centrale du FMI

Créer suffisamment d'emploi pour une population active, jeune et en croissance est une des préoccupations des hommes politiques de la région de l'ANMO. Dans certains pays, cela signifie accélérer le taux de croissance, en particulier la croissance issue des investissements privés et des activités du secteur privé. Pour d'autres, notamment les pays exportateurs de pétrole, il s'agit plus de diversifier leurs économies et de créer des emplois compétitifs et à haute valeur ajoutée dans le secteur privé hors industries du pétrole. Cela devient de plus en plus urgent car, avec la chute des prix du pétrole, le secteur public ne sera plus en mesure d'employer la grande majorité des jeunes actifs qui entrent sur le marché du travail dans ces pays. Diversifier les économies est donc nécessaire mais c'est également difficile, comme le montre l'expérience de nombreux pays à travers le monde. Cela requiert un changement de mentalité de la part de nombre d'entreprises – pour devenir véritablement compétitif au niveau international plutôt que d'opérer dans un marché relativement protégé. Et cela requiert également de se concentrer sur le fait d'offrir aux jeunes les compétences et l'éducation dont ils ont besoin pour mener à bien leur carrière dans le secteur privé, en particulier dans un secteur privé affecté par la révolution technologique qui se déroule de nos jours au niveau mondial.



**Uri Dadush**  
Senior Fellow, OCP Policy Center,  
chercheur non-résident, Bruegel

L'emploi est le défi le plus important de la région ANMO. Une explosion démographique couplée à une croissance moins que stellaire explique le chômage. Ce problème est difficile à mesurer dans la région à cause de la présence d'un grand secteur informel et également de travailleurs bloqués dans des secteurs à faible productivité comme l'agriculture. En outre, la région est très diverse, avec le Golf qui importe énormément de travailleurs et de nombreux pays qui exportent leurs actifs. Le chômage a peu de chance de reculer dans les années à venir malgré le fait que l'influx de jeunes sur le marché du travail commence à ralentir. En effet, les conflits dans la région et les bas prix du pétrole vont limiter la croissance, et il y a de nombreux travailleurs dans le secteur de l'agriculture et dans le secteur formel qui attendent d'être formellement employés.



**Hassan Al-Derham**  
Président, Qatar University, Qatar

À l'origine, nous étions considérés comme un peuple d'entrepreneurs. Avec la découverte du pétrole et son exploitation, les gens ont pris la voie de la facilité. Cela implique une grande dépendance à l'égard des subventions de l'État, des indemnités de l'État ainsi que des emplois de l'État. [...] Dans la mesure où l'éducation est inhérente à la société et aux cycles économiques, elle doit accompagner les derniers changements. [...] Même si le Qatar possède de bonnes ressources et un bon environnement politique, il y a deux choses que nous ne pouvons nous permettre de négliger : le monde actuel est interconnecté, et nous ne pouvons pas vivre dans notre bulle. Tout est interdépendant et les dernières tendances mondiales ont des répercussions sur tout – qu'il s'agisse du prix du pétrole, de la libéralisation des échanges commerciaux, de l'ouverture des marchés, etc. Nous ne devons pas non plus négliger la nature limitée de ces ressources non renouvelables de combustibles fossiles, et donc ne pas dépendre uniquement d'elles comme source unique d'énergie. La seule source de potentiel illimité est l'esprit humain. Depuis la dernière décennie, nous travaillons à la nécessaire diversité économique et à bâtir une économie et une société fondées sur le savoir. Le projet « Qatar National Vision 2030 » a déjà été annoncé, et le gouvernement a déjà mis en place un certain nombre d'initiatives. Par exemple, l'éducation dans son ensemble a fait l'objet d'un réexamen et d'une remise en cause.

# 9<sup>th</sup> EDITION GLOBAL GOVERNANCE

November 20-22, 2016 • Doha

www.worldpolicyconference.com



SESSION 17 • MARDI 22 NOVEMBRE • 15:45 - 17:00



54

## Session Young Leaders : Bouleversements, populismes et le monde de demain



MODÉRATEUR :  
**Manuel Muñiz**

Directeur du programme sur les relations transatlantiques au Weatherhead Center for International Affairs de l'Université d'Harvard



**Lionel Baraban**

Co-fondateur et président-directeur général, Famoco

Nous vivons sur une courbe d'accélération du changement, tant sur le plan de la population que de la richesse matérielle. [...] Depuis les années 70, la productivité a augmenté de 243 %, alors que la rémunération horaire est restée stagnante. Je crois qu'il s'agit là d'une violation du contrat social, avec des conséquences énormes sur notre manière de penser l'avenir et notre façon de construire un nouvel équilibre. [...] Un rapport du McKinsey Global Institute intitulé « Plus pauvre que mes parents » indique près de 90 % des ménages italiens ont vu leurs revenus stagner ou décliner. C'est également le cas pour 80 % des ménages aux États-Unis et pour 70 % au Royaume-Uni. [...] Il y a trois conséquences. La première est une montée croissante du sentiment antisystème. [...] Nous entrons dans une ère antilibérale, qui est anti libre-échange, antimondialisation, anticosmopolite. [...] La troisième conséquence, et la plus grave, est un effondrement du soutien à la démocratie en tant que système de gouvernement. [...] Le peuple votait Démocrate et Républicain, maintenant il a voté pour un Indépendant à la Maison blanche. S'il ne répond pas aux attentes des laissés pour compte, ce n'est pas simplement les élites et les partis qui seront remis en cause, c'est tout le cadre politique. [...] Je crois que la solution passera nécessairement par un nouveau contrat social. [...] Ce système, avec l'État de droit, le libre-échange, etc. est un incroyable générateur de richesse. Nous sommes littéralement en train d'échouer dans la gestion de la prospérité, et c'est à un échec de l'intelligence que nous sommes actuellement confrontés.

Le populisme est fondamentalement un manque de confiance et, dans le monde réel, comme celui du numérique, il faut apporter de la confiance. [...] Aujourd'hui, la nécessité d'une transaction sécurisée va au-delà des transactions financières. Passer une frontière est une transaction avec un gouvernement. Voter est une transaction. Le contrôle de l'accès est une transaction. Sur l'Internet des objets, les objets agissent de concert. [...] C'est ce que nous faisons pour le Programme alimentaire mondial, numériser des coupons humanitaires. Le Programme alimentaire mondial est la première ONG mondiale réalisant chaque année 10 milliards de dollars en transactions, prenant en charge 80 millions de bénéficiaires. [...] La grande rupture dans les Fintech, ce n'est pas le fait de mettre plus d'applications autour de l'argent, c'est que l'argent lui-même devienne une application. Ce nouvel argent inventé avec les Nations unies, c'est de l'argent qui vous permet de dire : "Je suis un donateur et je vais vous donner 100 dollars, mais je veux que cet argent soit utilisé pour de la nourriture, pas pour des munitions, de l'alcool ou du tabac. Je veux que ces 100 dollars servent à acheter des livres pour les enfants, pas à acheter une télé à écran plat." Nous instaurons de la confiance entre donateurs et bénéficiaires. [...] Je suis convaincu que l'instauration de la confiance dans l'économie numérique est une façon de lutter contre le populisme dans le monde réel.



## Session Young Leaders : Bouleversements, populismes et le monde de demain



**Caroline Goulard**

Co-fondateur et président-directeur général, Dataveyes



**Pierre Dubuc**

Co-fondateur, OpenClassrooms



**Essa Al-Mannai**

Directeur exécutif, Reach Out To Asia, Qatar Foundation, Qatar



**Li Yi-Fan**

Président-directeur général, He-Sai Photonics Technologies

Depuis plusieurs années maintenant, la massification des données est vue comme une opportunité : 1) pour les entreprises, qui peuvent optimiser leurs process et gagner en productivité; 2) pour les organisations publiques, qui peuvent œuvrer vers davantage de transparence et co-construire les politiques publiques avec les citoyens; 3) pour les villes, mieux outillées pour répondre aux défis posés par le développement urbain et la protection de l'environnement; 4) et enfin pour les citoyens eux-mêmes, qui peuvent notamment gagner en confort quotidien grâce aux appareils dits intelligents. Les données iraient donc de paire avec une meilleure connaissance du monde qui nous entoure. Ce devrait être le cas, en effet. Pourtant, ces promesses sont aujourd'hui mises à mal par des constats bien plus pessimistes. Aux États-Unis, Trump a fait mentir tous les pronostics des instituts de sondage. Sur Facebook et Google, des algorithmes sont accusés de nous isoler dans un fil d'information ultra-personnalisé. Du côté des objets connectés, les voitures autonomes apprennent à décider pour nous quelle vie peut être sacrifiée. Rétrécissement, opacité, et complexité : c'est le sentiment qui nous menace, lorsque notre capacité à mettre en place des technologies intelligentes dépasse notre capacité à comprendre comment fonctionnent les algorithmes qui les alimentent. Il est urgent de changer d'approche et de s'attacher à donner du sens aux données. Il s'agit d'inventer un langage des données qui parle à tous et non à une poignée de mathématiciens. C'est là le cœur de métier de Dataveyes : rendre compréhensibles les flux de données qui nous entourent pour nous permettre de mieux les appréhender, et de prendre des décisions éclairées. Néanmoins, les travaux des sociétés comme Dataveyes doivent être accompagnés d'une véritable politique de gouvernance et d'éthique des données à l'échelle internationale, dont peuvent être dépositaires les membres de la World Policy Conference.

Trop peu de personnes acquièrent les compétences qui sont nécessaires dans les entreprises aujourd'hui. L'éducation doit évoluer pour être beaucoup plus en phase avec le monde du travail. Il y a trois grands problèmes de status quo quand il s'agit de transmettre les compétences numériques que les entreprises réclament. Pour commencer, il y a un problème d'échelle. Nous devons former trois quarts d'un million de personnes à des emplois dans le secteur du numérique. Tout de suite. Le système actuel ne peut pas produire suffisamment de collaborateurs ayant les bonnes qualifications et les bonnes compétences. Et quand le cursus existe, il ne produit pas ces professionnels suffisamment rapidement. Deuxièmement, c'est trop cher. Par conséquent, l'accès est limité. Et dernier point mais non le moindre, il faut rapprocher bien davantage l'enseignement et le monde du travail. Aujourd'hui, les jeunes diplômés ont beaucoup de mal à trouver un emploi qui corresponde à leurs compétences. [...] Nous devons élargir l'accès à l'enseignement. Nous devons apporter la meilleure formation à des millions de personnes. Nous devons le faire pour beaucoup moins cher. Mais pas seulement : nous devons associer l'apport d'un excellent contenu de formation parfaitement adapté et la mise en place d'une nouvelle forme de pédagogie. [...] Notre vision pour OpenClassrooms est simple : rendre le meilleur enseignement des compétences accessible à tous. [...] Nous croyons fortement à l'importance du tutorat individuel. [...] Notre objectif est de proposer un enseignement universitaire entièrement dispensé en ligne. Pour ce faire, nous devons travailler tous ensemble.

Reach Out to Asia (ROTA) est une organisation à but non lucratif basée au Qatar et qui a pour but d'offrir dans toute l'Asie une éducation de qualité pour les communautés qui en ont besoin. [...] Les jeunes se sont exprimés et il en est ressorti la Déclaration de Doha sur la refonte du travail humanitaire pour un système humanitaire qui met la jeunesse au centre du travail humanitaire. La jeunesse souhaite ne pas être seulement assise à la table pour recevoir le travail humanitaire, mais elle veut être un acteur engagé et responsable du processus même, la mise en place des politiques, la préparation, la réponse, le rétablissement, la surveillance et l'évaluation et l'ensemble du processus. [...] Le Conseil Jeunesse de ROTA prend également en compte l'égalité des genres et offrent des formations au leadership. [...] La jeunesse est dans le cœur, pas dans les chiffres. L'élément qui nous a ouvert les yeux ici est que nous parlons de la transformation du monde mais ceux qui vont vivre dans ce monde ne sont pas ici avec nous. C'est le sujet de cette Déclaration, inclure les jeunes comme des citoyens responsables et engagés qui seront capables et responsables dans le façonnage du monde de demain. [...] La gouvernance doit être basée sur un cadre puissant de surveillance et d'évaluation, dans lequel la jeunesse doit être impliquée. C'est un processus long qui requiert une véritable appropriation et un engagement de toutes les parties. [...] C'est la croyance dans la jeunesse comme maîtresse de ses programmes, avec une véritable implication, et avec l'implication vient l'appropriation, et avec l'appropriation vient la durabilité.

Comment une technologie très pointue peut modifier le monde entier. De nos jours, nous essayons de voir les choses dans une autre dimension, de sortir de la 2D pour la regarder sous un autre angle. Et cela conduit à un résultat complètement différent qui transforme forcément notre réalité. Le drone est capable d'inspecter les gazoducs ou les stations pétrolières, de trouver les fuites et de revenir à son point de départ sans la moindre intervention humaine. Utiliser un drone est bien plus rapide que de recourir à des moyens humains. Nous avons également travaillé sur un autre produit pour l'industrie automobile, la voiture sans conducteur. Le coût du capteur laser a baissé de façon impressionnante depuis dix ans. L'émergence de l'intelligence artificielle et les technologies pensantes avancées permettent une meilleure interprétation des résultats. On assiste à un changement de paradigme causé par l'économie du partage. Enfin, la législation mondiale pose des échéances très spécifiques pour la mise en œuvre de certaines fonctionnalités. Donc, avec tous ces avantages, la voiture sans conducteur devient une réalité. [...] Et puis il y a également des applications futures, car nous ne nous contentons pas de fabriquer les yeux d'un robot ou d'un objet mobile, nous fabriquons son cerveau. Avec nos appareils, nous voyons les objets et leur trajet, juste là, dans le cerveau. C'est pourquoi nous envisageons de développer différentes applications qui vont aider le monde à être plus automatisé. Il y aura toujours une technologie révolutionnaire qui vous donnera cette perspective que vous n'aviez pas auparavant.



MODÉRATEUR :  
**Bertrand Collomb**  
Président d'honneur de Lafarge ; membre du conseil d'administration de LafargeHolcim

## Débat final



**Hubert Védrine**

Ancien ministre des Affaires étrangères, France



**Renaud Girard**

Grand reporter et correspondant de guerre, *Le Figaro*



**Michel Foucher**

Titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH-ENS) ; ancien directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères

Pour moi, les événements actuels ne sont pas tant la remise en cause d'un ordre mondial, que la remise en cause d'espérances ou d'illusions des occidentaux et de l'ensemble des élites mondialisées qui ont joué cette carte. [...] Il y a aussi le sentiment d'une perte d'identité, de souveraineté, de sécurité. Les élites mondialistes des dernières décennies ont considéré que c'était des demandes insupportables, passivistes, réactionnaires, dangereuses. Tout un travail qui a été fait, non pas pour répondre à ces demandes de freinage ou d'encadrement, mais pour les disqualifier, les discréditer, les ridiculiser. Les peuples qui se rebellent en élisant Trump ou d'autres ailleurs, prennent leur revanche. [...] Prenons maintenant l'exemple de Trump. [...] On a parlé « d'isolationnisme ». Cela me paraît un terme inexact. Il n'y a rien, dans la politique de Trump, qui donne l'impression que les États-Unis voudraient se couper du reste du monde. En revanche, on a des signes de brutalité et des signes d'égoïsme. Il ne faut pas confondre l'égoïsme sacré, à l'ancienne, d'une puissance, et la volonté d'imposer des solutions ou de faire des deals fondés sur son propre intérêt, avec l'isolationnisme. [...] La principale préoccupation, selon moi, est de savoir si les Européens comptent réagir ou attendre, en s'inquiétant, comme des enfants, de ce qui va se passer. C'est peut-être le moment d'apporter une réponse européenne, y compris dans l'encadrement de la mondialisation, y compris dans le maintien du libéralisme économique, mais avec des règles, etc. Si les Européens n'en sont pas capables, je ne sais pas qui le sera dans la nouvelle conjoncture.

Cinq types d'erreur stratégique que, nous, les occidentaux, commettons : 1) la dérégulation à l'aveugle. Le 15 août 1971, les Américains vont casser le système de Bretton Woods sans avoir la moindre idée sur quel système monétaire international allait le remplacer, si bien qu'aujourd'hui encore, nous avons un système assez chaotique, qui fait que la Chine n'applique pas les mêmes règles que toutes les autres puissances avec lesquelles elle commerce ; 2) la règle qu'on forge, à laquelle on a beaucoup réfléchi, sur laquelle on a beaucoup travaillé, mais on ne va pas l'appliquer ; 3) le mépris du détail de l'exécution, ce que j'appellerai la désertion du champ diplomatique. On est capable, en diplomatie, d'avoir des accords magnifiques, mais on va négliger, par impatience ou par paresse, leur exécution ; 4) nous privilégions l'émotion sur la raison pour déclencher nos guerres récentes. Je veux bien sûr parler des guerres humanitaires. Avant la guerre de 14, on appelait cela les interventions d'humanité ; 5) sortir inutilement de la dissuasion. On ne sort de la dissuasion qu'à son détriment. [...] Je pense que les politiques étrangères ont été trop souvent forgées, dans les démocraties occidentales, en fonction de considérations de politique intérieure. Quand la politique intérieure, qui est forcément court-termiste parce qu'il y a des élections, vient dessiner les contours d'une politique étrangère qui est forcément sur le long terme, nous aboutissons toujours à des catastrophes.

Le retour des frontières est une réalité et un symptôme. Réalité liée aux exigences de la sécurité et du contrôle constitutives de l'exercice de la souveraineté. [...] En période de menaces, il convient de renforcer l'exercice des fonctions régaliennes de base et de le faire savoir aux opinions. La frontière est une scène, son évocation est devenue une figure obligée de toute campagne électorale dans les démocraties occidentales. Menaces et pressions donc sur les enveloppes frontalières mais aussi attraction croissante des pays à économie avancée et protecteurs des droits, comme l'Europe de l'Union. La mondialisation par le bas est celle d'un partage croissant de l'information sur l'état du monde. Le numérique est un vecteur puissant de mobilité en dehors même des situations de crise ; il permet la comparaison. Il faut vivre avec cette mobilité d'attraction. [...] Cette réaffirmation des frontières est également un symptôme, sur plusieurs registres. Celui, culturel, politique et même anthropologique, d'un malaise dans la globalisation. [...] Toute communauté humaine a besoin d'une distinction entre le dedans et le dehors. [...] On a trop voulu réduire le gouvernement à la gouvernance. Symptôme géopolitique de volonté de modification de statu quo, un peu partout : [...] en Ukraine, [...] en mer de Chine du sud [...] La sortie de crise est parfois traitée sous la forme de la partition. Ce fut le cas dans les Balkans ou au Soudan, avec les résultats que l'on sait. [...] Des scénarios de reconfiguration du Moyen Orient ont circulé, notamment cette année, 100 ans après les accords Sykes-Picot, dont il faut rappeler qu'ils ne furent pas appliqués.

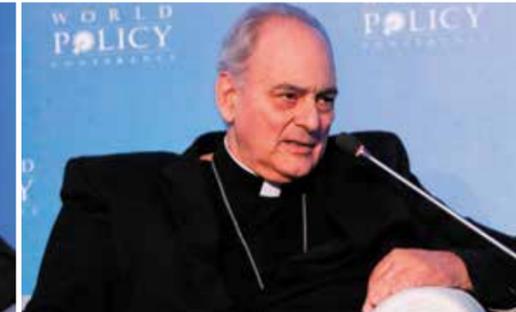


## Débat final



**Manuel Hassassian**

Ambassadeur de Palestine auprès du Royaume-Uni



**Marcelo Sanchez Sorondo**

Chancelier de l'Académie pontificale des Sciences et de l'Académie pontificale des Sciences sociales



**Donald Johnston**

Président de la Fondation McCall MacBain; ancien secrétaire général de l'OCDE

Ce que nous observons aujourd'hui, ce n'est pas un Moyen-Orient harmonieux, mais un Moyen-Orient fondé sur le sectarisme ethnique et un total factionnalisme. [...] La paix, la stabilité et la sécurité au Moyen-Orient font défaut depuis maintenant des décennies. La raison en est tout simplement l'absence d'une résolution du conflit israélo-palestinien. [...] Le conflit israélo-palestinien a servi de prétexte à la plupart des conflits régionaux et à l'apparition des idéologies intégristes pour y cacher leurs arrière-pensées. [...] Aujourd'hui, nous assistons à un nouveau désordre mondial et à l'apparition d'un nouveau Moyen-Orient, ce qui fait que les Palestiniens et les Israéliens se trouvent pris entre ce que je considère un inévitable historique et un impossible politique. C'est pourquoi les interventions de parties tierces ont été catastrophiques, car des pays comme les États-Unis ont continué à enfoncer le clou sur la gestion de crise plutôt que sur la résolution du conflit. On ne peut être une tierce partie lorsque l'on soutient sans ambiguïté une partie au détriment de l'autre. [...] Si nous n'y parvenons pas, je crois que ce conflit fera exploser l'ensemble du Moyen-Orient. [...] Nous devons plutôt parler de la solution à deux États, dans laquelle la communauté internationale assume la responsabilité de la création d'un État palestinien. Si nous échouons, les possibilités sont alors très limitées.

Il faut éradiquer la pauvreté et il faut donner accès à l'éducation aux gens plutôt que de s'intéresser à la domination politique des différentes questions. Nous devons condamner et éradiquer toutes les nouvelles formes endémiques d'esclavage, de travaux et de prostitution forcés, de vente d'organes, de crime organisé. Aujourd'hui, 50 millions de personnes vivent en situation d'esclavage. [...] Il faut contrôler la pollution dont les externalités sont négatives à l'échelle humaine. Elle provoque de nouvelles formes de migration et d'esclavage. [...] L'une des grandes forces de la globalisation est la religion. La religion est l'âme de toutes les différentes cultures. Aujourd'hui, la religion doit dialoguer sur la base des nouvelles connaissances que nous partageons dans le monde grâce aux nouvelles formes de communication. Il est certes difficile pour les représentants des principales religions de se mettre d'accord sur les différents contenus de leur religion, c'est-à-dire Dieu, ses différents attributs et ses différentes interprétations. Mais il est clair que pour défendre la dignité humaine, la liberté et, surtout, la paix, ils peuvent travailler ensemble. Et c'est nécessaire, parce que le sens de toute religion, c'est d'obtenir la dignité humaine, la paix et la justice.

Tout le monde admet que l'existence même de l'Union européenne est l'une des initiatives les plus créatives et remarquables de politique sociale, économique et idéologique de l'histoire quand on considère les circonstances violentes dans lesquelles elle a émergé. [...] Vous ne pouvez imaginer le miracle que fut l'évolution de l'Europe dans l'après-guerre. On l'oublie trop souvent. [...] Laissez-moi attirer votre attention sur le langage du communiqué du gouvernement français lors du lancement de la CECA en 1951. Il dit : « La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne ». Ce terme « fédération » dans le contexte de l'Europe n'est pas toujours populaire de nos jours, mais je pense qu'il devrait l'être. [...] Les véritables bénéficiaires du Brexit pourraient bien être les membres restants et à venir. [...] Aucun pays européen seul ne sera jamais un acteur mondial majeur en revenant à un statut d'état-nation. [...] Même l'Allemagne n'aurait plus sa place dans un nouveau G8. Si l'Europe veut avoir de l'influence sur la scène mondiale en tant que plus grand bloc économique de l'histoire et aider à mener la planète vers un meilleur futur économique et social, cela ne peut se produire sans qu'elle soit forte et unifiée. Je crois que l'Europe devrait jouer ce rôle en allant petit à petit vers une structure fédérale flexible.



## Débat final



**Yim Sung-Joon**

Conseiller, Lee International IP & Law Group; ancien vice-ministre des Affaires étrangères et conseiller pour la sécurité nationale auprès du Président, République de Corée



**Tadakatsu Sano**

Avocat, Jones Day ; ancien directeur général du Bureau des politiques commerciales et vice-ministre des Affaires internationales ; ancien chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama



**François Barrault**

Président de l'Idate/DigiWorld Institute; ancien président-directeur général, BT Global Services et membre du conseil d'administration, BT Group PLC

Pouvez-vous dire que l'élection de Trump et le Brexit constituent des problèmes de gouvernance démocratique aux Etats-Unis et au Royaume-Uni ? Comment pouvons-nous définir ces phénomènes ? S'agit-il de tendances normales ou anormales, ainsi que les a décrites le Premier ministre Kevin Rudd dans ses remarques lors du dîner ? [...] Je pense que le terme « nouvelle normalité » est plus approprié que celui d'« anormal » pour appréhender cette série de bouleversements qui ont lieu dans les affaires internationales. Anormal implique un retour possible ou probable à la normalité si les choses reprennent leur cours habituel. Mais je pense que le cours des affaires internationales ne suivra pas toujours son tracé habituel, mais plutôt qu'il en sortira, beaucoup plus souvent que nous pourrions le croire. Pour conclure, nous pourrions bien vivre dans la nouvelle normalité dans les années à venir. [...] Pour résumer, la Corée du Nord mettra à l'épreuve la résolution du gouvernement Trump dans les premiers mois pour voir jusqu'où il pourra aller. Le bras de fer entre Trump et Kim Jong un pourrait être du grand spectacle. Il pourrait se traduire par la première victoire spectaculaire de Trump en matière de politique étrangère, ou bien par des répercussions catastrophiques pour la péninsule coréenne.

Trump a gagné et Clinton a perdu. En général, c'est ce que l'on dit. Il me semble que les vrais perdants, ce sont les membres de l'establishment traditionnel. Hillary Clinton a été visée en tant que symbole de l'establishment. J'entends de nombreuses personnes dire qu'elle est malhonnête et qu'elle n'est pas digne de confiance, même si les principaux médias la soutiennent. [...] Je n'étais pas au courant de l'arrêt Citizens United rendu en 2010 par la Cour Suprême. Nous devrions garder à l'esprit qu'à la suite de cet arrêt, les entreprises américaines peuvent financer de manière presque illimitée des campagnes électorales. Je m'inquiète du fait que la politique américaine puisse être influencée par un nombre restreint de riches familles. Quels que soient les résultats de l'élection, la division de la société pourrait s'aggraver. [...] L'establishment a encouragé la mondialisation à travers des négociations commerciales et des restructurations financières, en employant les technologies de l'information. Nous sommes allés trop vite, et trop loin. Plus vite que les individus ne peuvent s'adapter aux changements rapides et drastiques que la mondialisation entraîne. Il est temps pour nous de reconsidérer notre approche. Même si les changements provoqués par une innovation destructrice ne peuvent être interrompus, nous devrions pouvoir trouver la manière d'atténuer les souffrances qui en résultent. Je pense qu'il est de la responsabilité des élites en place et des plus riches de réfléchir soigneusement aux différentes solutions possibles. Je suis fermement convaincu que la victoire de Donald Trump représente un véritable défi pour l'establishment et les couches aisées de la société.

Nous avons tous grandi dans un monde très complexe, mais le cadre ou la gouvernance était simple. [...] Le monde s'est accéléré. Nous avons deux mondes. Il y a le monde 1.0 qui est une extrapolation du passé. Nous avons d'ailleurs beaucoup parlé de l'impact du passé sur le présent. Et il y a le monde 2.0, qui est le monde numérique : il y a une différence fondamentale. Dans le monde 2.0, on réorganise la société autour du citoyen, autour de la personne. L'une des raisons du succès d'Apple est qu'ils n'ont pas créé un téléphone pour le marché. Ils ont créé un téléphone pour l'utilisateur. [...] Nous avons tous une responsabilité dans la création d'un monde meilleur pour les générations futures. Notre modèle, le cadre, la gouvernance mondiale sont-ils adaptés aux générations à venir ? Je pense que non. L'une des raisons, c'est que nous avons grandi avec des valeurs fondamentalement différentes de celles de nos enfants. [...] Nous avons grandi dans un monde où le savoir était un atout à garder pour soi, qui servait à vous différencier des autres. De nos jours, les jeunes voient le savoir comme une marchandise. Ils le partagent et leurs communautés deviennent plus intelligentes. Cette richesse rend leur vie et leur travail bien plus faciles. [...] J'ai grande confiance en l'avenir, car je crois que les jeunes nous montreront comment agir. L'avenir sera construit par les enfants de la prochaine génération. Nous devons juste leur préparer une société plus inclusive.



# 1. Finance et économie



PRÉSIDENT

**Jean-Claude Trichet**Ancien président  
de la Banque centrale européenne

Nous avons vécu la pire crise financière depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous avons évité une dépression dramatique, semblable à celle de 1929-1930. Mais la situation en 2007-2011 était bien pire, potentiellement, que ce qui s'est effectivement passé car les autorités et le secteur privé ont pris beaucoup de décisions audacieuses. Ainsi, nous avons des difficultés à comprendre pourquoi, aujourd'hui, nous sommes encore dans une situation difficile. Cela semble un peu étrange d'expliquer pourquoi les politiques monétaires des banques centrales sont si accommodantes, pourquoi nous avons une croissance aussi misérable et pourquoi nous voyons que le secteur financier en général est toujours dans une situation qui est tout sauf normale. Les véritables problèmes des économies avancées étaient bien pires que nous ne les pensions. [...] Cette crise est le moment où les économies émergentes ont joué un rôle influent dans la gouvernance mondiale. C'était le moment où le G7 a passé le relais au G20, c'était le moment où, à Bâle, les banques centrales ont ouvert leur gouvernance formelle ou informelle à toutes les économies émergentes systémiques et les banques centrales émergentes, là où auparavant c'était un privilège des économies avancées de concevoir les règles prudentielles et de décider, dans un comité restreint à Bâle, des concepts appropriés. En termes d'histoire, cette crise est le moment où la gouvernance mondiale, en théorie, et j'espère en pratique, devint vraiment inclusive et absorbante et que les économies émergentes et systémiques ont eu un rôle décisif à jouer dans la gouvernance mondiale.

**Raed Charafeddine**Premier vice-gouverneur  
de la Banque du Liban

Après la crise de 2008, le rôle des banques centrales a évolué, passant de celui de purs régulateurs et superviseurs des secteurs financiers à celui d'acteurs importants dans les économies réelles. La Banque du Liban (BDL) n'a dû changer aucune de ses fonctions pour adopter des politiques monétaires non conventionnelles, car la loi rend obligatoire la préservation de la stabilité monétaire et économique. Malgré des difficultés d'ordre historique, les 20 dernières années ont été caractérisées par une politique monétaire forte, un secteur financier moderne conservateur et stable et, surtout, par une croissance soutenue. Plus récemment, en 2013, à une époque de grandes difficultés économiques, la BDL a introduit son premier plan de relance pour plusieurs secteurs économiques. Au vu des résultats tangibles obtenus, ce plan a été renouvelé pour quatre années consécutives, avec une moyenne annuelle de plus d'un milliard de dollars américains. La conjoncture financière mondiale est en constante évolution, créant ainsi de nouveaux risques et de nouveaux enjeux. Le succès de la BDL repose sur sa capacité à s'adapter rapidement aux nouvelles tendances. À cet égard, la banque centrale a récemment introduit un nouveau mécanisme d'ingénierie financière, qui a été capable de minimiser les risques et d'accroître la disponibilité des réserves étrangères – son principal dispositif régulateur. Le lien entre finance et économie n'a jamais été simple. Cependant, l'expérience de la BDL a fait la preuve que de bonnes politiques financières peuvent créer des synergies illimitées.

**John Lipsky**Senior Fellow, Foreign Policy Institute at Johns  
Hopkins University's Paul H. Nitze School  
of Advanced International Studies (SAIS) ;  
ancien premier directeur général adjoint  
du Fonds monétaire international

Si l'on dresse un bilan de la situation actuelle, aucun des quatre principaux objectifs établis par les dirigeants du G20 n'a été atteint : Tout d'abord, pour ce qui est de la croissance, [...] A la seule exception de la Chine, le problème majeur est celui du manque d'investissements des entreprises. Par conséquent, le défi majeur est de comprendre quels sont les freins à ces investissements, et comment les relancer. Ensuite, le double objectif du G20 concernant la réforme du secteur financier était d'améliorer la stabilité systémique et d'établir des règles du jeu plus équitables en déployant une cohérence internationale en matière de réformes. Le verdict sur ces objectifs est incomplet. À tout le moins, les marchés financiers aujourd'hui sont plus balkanisés qu'ils ne l'étaient avant la crise, alors que les efforts de recapitalisation ont progressé à un rythme inégal. La volonté de la nouvelle administration Trump de réécrire la loi de réforme Dodd-Frank a injecté de nouvelles incertitudes. En ce qui concerne les échanges commerciaux internationaux, il semblerait que le TPP, et le TTIP soient abandonnés. Nous nous trouvons dans un moment d'incertitude. Enfin, l'engagement envers les institutions financières internationales est remis en cause, à ce jour un nouvel objectif de réforme du FMI – modifier les droits de vote en 2017 – ne sera presque certainement pas atteint, alors que le plus grand projet d'infrastructures publiques au niveau mondial, OBOR, a été créé en dehors du cadre de compétence des banques multilatérales de développement existantes.

# 1. Finance et économie



**Daniel Daianu**

Membre du conseil d'administration de la Banque Centrale de Roumanie; ancien ministre des Finances de Roumanie



**Hur Kyung-Wook**

Conseiller auprès de Bae, Kim & Lee LLC ; ancien vice-ministre de la Stratégie et des Finances, République de Corée, ancien ambassadeur de la République de Corée auprès de l'OCDE

Même si la crise financière a joué un rôle majeur dans le malaise économique actuel, la stagnation séculaire doit être jugée en termes d'un déclin à longue échéance de la productivité, de la démographie, du changement technologique, de l'augmentation de l'inégalité des revenus, etc. Les études de l'OCDE montrent que la croissance potentielle dans l'UE est passée de 2,5 % à la fin des années 90 à 2 % en 2005-2007, alors que les tendances de croissance dans les années 70 et 80 étaient en moyenne autour des 5 %. On observe une évolution similaire dans l'économie américaine sur la même période. L'impact de la crise financière est aussi significatif: on estime que la Grande Récession a fait tomber la croissance potentielle du PIB sous 1,5 % dans l'UE pour les prochains 5 à 10 ans (chiffres de l'OCDE et de la Commission Economique). Des taux d'intérêt bas, très bas vont entrer en jeu dans ce contexte car ils juxtaposent les dynamiques d'épargne et d'investissement sur le long terme qui sont également façonnés par la crise financière. L'optimisme technologique (les robots, l'informatique) contre le pessimisme est aussi une cause de discordance. Enfin, et ce n'est pas rien, quel est le rôle de l'excédent de la dette, des énormes dettes dans le secteur privé et le secteur public ? Dans ce contexte, on doit insister sur la récession des bilans. Nous sommes peut-être à la fin d'un cycle de mondialisation et revenir en arrière est inévitable. Il y a des limites à la mondialisation quand on pense au besoin de protéger le tissu social ; le fondamentalisme du marché est mauvais, en théorie et en pratique. Nous allons vers des temps difficiles.



**André Levy-Lang**

Ancien président du directoire de Banque Paribas, professeur associé émérite à l'Université Paris-Dauphine



**Kiyoto Ido**

Vice-président, The Institute for International Economic Studies, Japon

Une avalanche de réglementations depuis 2008, et d'autres arriveront probablement encore. La substance de ces nouvelles réglementations: 1) Effet de levier d'endettement. Moins d'endettement, plus de fonds propres ; 2) Réduire la transformation. Emprunts à court terme et prêts à long terme ; 3) Les investissements spécifiques sont particulièrement pénalisés en termes d'exigences en matière de fonds propres, notamment les titres. Les conséquences sont multiples. En premier lieu, le crédit bancaire est plus cher par structure. Ensuite, les banques et les compagnies d'assurances ne sont plus des acteurs actifs des marchés financiers, alors qu'elles en étaient l'une des forces stabilisatrices. Ce qui m'amène à ma première inquiétude, à savoir la liquidité des marchés financiers. [...] Le deuxième problème est le rôle des ETFs ou OCPVM indiciels, également appelés fonds indiciels, levés pour être investis dans des indices, une variété d'indices, à un prix très bas. [...] ils ne jouent pas le rôle que l'on attendait d'eux en termes de gouvernance d'entreprise, car leurs investisseurs ne s'intéressent pas aux entreprises. Il en résulte donc que l'une des fonctions du marché financier, qui est de surveiller la gouvernance, n'est plus remplie. Cet aspect m'inquiète. [...] Un petit facteur d'optimisme. Il y a en Europe, un intérêt et un développement fantastiques des sociétés FinTech, des start-up. Il y aura, et il y a déjà, des gains de productivité dans l'ensemble de ce secteur.

L'Amérique va avoir un énorme déficit budgétaire, il est plus que probable que le dollar se renforce et que le taux d'intérêt augmente bien plus vite que nous ne l'avions prévu. [...] Le G20 doit prouver sa valeur en tentant de véritablement, pas simplement avec des mots mais avec des actes, réduire et opposer le protectionnisme économique pour qu'il ne refasse pas surface. [...] Si la Chine ralentit, ce ne sera pas un atterrissage en douceur mais un atterrissage violent, voire un crash, et ce sera un nouveau coup dur pour les pays asiatiques. [...] Je pense qu'on devrait consacrer plus d'attention et d'études à ces changements démographiques en termes de productivité, de marché financiers et dans tous les autres domaines. [...] Si vous regardez le niveau de réserve de nombreuses économies émergentes après cette crise, le niveau de réserve a beaucoup augmenté. De leur point de vue, c'est une assurance en cas de coup dur. En Corée, nous avons mis en place quelques mesures selon ces principes de macro-prudence et cela a été très efficace pour modifier la structure de l'emprunt ; cela ne change pas le montant total de l'emprunt étranger, mais on est passé d'emprunt à court terme à emprunt à long terme. [...] Nous devons probablement être plus agressifs dans notre exploration des options de swap de banque centrale parmi les pays les plus avancés dans l'éventualité de ce genre de crise. La productivité, en fin de compte, requiert beaucoup de réformes et de réglementations contre les intérêts particuliers.

L'Abénomie est basée sur les trois éléments de la détente monétaire, la politique fiscale flexible et la stratégie de croissance. La stratégie de croissance améliore la croissance économique à long terme, mais les réformes structurelles de la stratégie de croissance ont besoin de temps pour donner des résultats, et peuvent avoir des résultats néfastes sur l'économie à court terme. Par conséquent, pendant que le Japon attendait que sa stratégie de croissance devienne efficace, il a dû déployer ses politiques fiscales et monétaires pour soutenir les activités économiques en même temps qu'il mettait en place les réformes structurelles. La « stratégie de revitalisation » du Japon a été révisée tous les ans, en particulier dans les domaines concernant l'amélioration de la gouvernance d'entreprise, la promotion de la participation des femmes sur le marché du travail, et la réforme des types de travail. Cette année, la stratégie était centrée sur le développement stratégique de marchés émergents prometteurs, les réformes de productivité pour surmonter le déclin démographique et l'amélioration de la compétitivité d'entreprise. Quant à la réforme financière, nous avons une idée complète de réforme. Avant de discuter des étapes suivantes, je pense que nous devrions considérer certains problèmes, comme atteindre à la fois un système financier stable et une croissance économique durable, ainsi que le passage de la régulation statique à la supervision dynamique.



## 2. Énergie et climat



COORDINATEUR :  
**Marie-Claire Aoun**  
Directrice,  
Centre pour l'Énergie, Ifri



PRÉSIDENT

### Donald Johnston

Président de la Fondation McCall MacBain;  
ancien secrétaire général de l'OCDE

Il y a de nombreuses personnes qui croient encore que les émissions de GES peuvent être stoppées et réduites. Cette croyance survit malgré les rapports accablants sur les efforts pour contrôler les émissions de GES. Elles pensent que nous avons encore du temps, et que nous serons capables de minimiser l'impact. Cela signifie principalement réduire les émissions de GES. Jusqu'à la COP 20 au Pérou, l'adaptation avait à peine été discutée. [...] depuis plusieurs années les émissions de GES, en particulier le CO<sub>2</sub>, continue d'augmenter au-delà du niveau que les scientifiques appellent « le point de non retour », ce qui va mener à une augmentation de la température à la surface de la planète de plus de deux degrés Celsius au-dessus du niveau préindustriel des années 1780. [...] J'aimerais que chacun des intervenants réponde à cette question : les intervenants qui sont des experts de l'énergie, croient-ils effectivement que la réduction des émissions de GES puisse être entreprise à temps pour rester sous le point de non-retour. Est-ce possible ? Les gens le croient-ils ? Pas moi. [...] D'après le département de l'énergie aux Etats-Unis, le secteur des énergies alternatives va recevoir beaucoup plus d'investissements dans les années à venir. D'ici 2040, les énergies fossiles ne représenteront plus que 78% des besoins de base d'énergie. Il semble que nous soyons au régime des énergies fossiles en l'absence de nouvelles technologies et en l'absence d'un événement remarquable dans les efforts de réduction, ce que nous n'avons jamais observé dans les décennies passées.



### Olivier Appert

Président du Conseil Français  
de l'Énergie, conseiller, Centre Énergie, Ifri

Tous les deux ans, l'équivalent d'une nouvelle Norvège est mis en production aux États-Unis, qui sont devenus le plus grand producteur de pétrole, devant l'Arabie saoudite et la Russie. [...] Les producteurs de schistes ont réussi à améliorer considérablement l'efficacité de la production pétrolière. [...] Sur le plan de la demande, la situation a évolué par rapport à celle d'il y a quelques années. [...] la progression de la demande continue de ralentir, pour chuter de son plus haut niveau sur cinq ans l'an dernier à son plus bas sur quatre ans au 3<sup>e</sup> trimestre. [...] De ce fait, les prix du pétrole ont connu une chute considérable sur le marché. [...] Le 28 septembre, les pays de l'OPEP ont pris la décision de principe de réduire leur production [...] De nombreuses questions ont été soulevées. Une réduction suffira-t-elle à rééquilibrer le marché ? Quelle sera la réaction des producteurs américains ? Les pays de l'OPEP respecteront-ils leurs engagements sur le long terme ? [...] la révolution des schistes a également des répercussions considérables sur le marché du gaz naturel. [...] Alors que les États-Unis ont importé des quantités de plus en plus importantes de gaz pendant des décennies, ils exportent maintenant du GNL. [...] Un nouveau marché international est en train d'apparaître, dans lequel les prix reposeront sur les prix du Henry Hub plus les coûts de liquéfaction, de transport et de regazéification. [...] En résumé, la révolution des schistes a considérablement changé la donne. Elle durera très longtemps, et ses conséquences sur les marchés internationaux du pétrole et du gaz sont considérables.



### Ladislav Paszkiewicz

Vice-président,  
stratégie et climat, Total

Le pétrole et le gaz sont responsables pour environ 37% des émissions de GES. Par conséquent, nous [Total] considérons que nous faisons partie du problème et que donc nous devons faire partie de la solution également. Nous voulons atteindre le but des 2°C établi par l'AIE, ce qui veut dire réduire le nombre de gigatonnes de CO<sub>2</sub> émis de 30 aujourd'hui à 20 d'ici 2040. Nous avons identifié trois façons principales d'y arriver. La première est d'avoir plus d'énergie renouvelable et cela semble évident. La deuxième est d'améliorer l'efficacité énergétique et la troisième est d'optimiser le mix énergétique que nous avons dans notre portefeuille. C'est seulement en réunissant ces trois aspects que nous serons en mesure de répondre ou d'atteindre le scénario des 2°. Un aspect qui nous semble très important, c'est le gaz, en particulier comparé au charbon. Le gaz émet moitié moins de carbone que le charbon. Il est donc essentiel d'augmenter la part du gaz dans la production d'électricité afin d'améliorer la situation en termes d'émissions. [...] L'idée est de fournir de l'énergie à de plus en plus de monde. Nous avons l'ambition d'atteindre 25 millions de personnes en Afrique au travers du programme Awango, qui concerne les lampes solaires. Nous devons réduire nos propres émissions. Nous nous fixons l'objectif d'améliorer l'efficacité énergétique d'1 % par an et de réduire le brûlage de routine de 80 % entre 2010 et 2020 pour l'éliminer d'ici 2030.

## 2. Énergie et climat



### Tatsuo Masuda

Professeur invité à la Graduate School de Nagoya University of Commerce and Business; ancien vice-président, Japan National Oil Corporation (JNOC)

Peut-être que la technologie est la solution à tous nos problèmes concernant l'énergie et le changement climatique. [...] Le changement climatique domine le spectre entier des discussions énergétiques, y compris l'économie, la politique et l'acceptation sociale. Simplement parce que les deux tiers des émissions humaines de CO<sub>2</sub> viennent de l'usage énergétique, la décarbonisation de l'énergie détient toute la clé. [...] Ce qui est important ici, c'est qu'il pourrait y avoir encore de nombreuses technologies à venir derrière celles qu'on a déjà identifiées et prévues. [...] Le scénario de l'AIE pour les futurs énergétiques est le suivant. Même en 2040, la part des énergies fossiles sera de 75%. Cependant, l'AIE ne peut prendre en compte les technologies qui n'ont pas encore été inventées. [...] Si nous sommes capables de nous engager avec des technologies nouvelles et oniriques pour la décarbonisation, nous pouvons aller au-delà du scénario de l'AIE sur la décarbonisation. C'est ce que j'aimerais voir. [...] Nous avons de bonnes chances de réussir la décarbonisation, car il y a une prise de conscience accrue des risques climatiques et une véritable volonté politique de développer des initiatives pour le climat, comme on l'a vu à Paris. La compatibilité environnementale fait aussi partie des règles du jeu. La règle la plus importante pour faire des affaires de nos jours, c'est l'omniprésence de la compatibilité environnementale. [...] En ce qui concerne les initiatives climatiques, le leadership efficace ne viendra pas des politiciens mais du secteur privé.



### Daniela Lulache

Président-directeur général, Nuclearelectrica

Nous ne pouvons atteindre cet objectif de décarbonisation et nous ne pouvons résoudre les problèmes liés au changement climatique sans le nucléaire. Tout du moins dans l'état actuel des technologies, [...] Le nucléaire est l'une des rares technologies matures et stables. Le nucléaire est prévisible, stable, peu cher et neutre du point de vue des émissions de carbone. [...] Nous aimerions avoir une énergie économique de façon constante. [...] Le nucléaire fait sans aucun doute partie de la solution. [...] de nombreuses organisations écologiques considèrent le nucléaire comme une industrie controversée. [...] nous sommes très transparents et nous communiquons avec le public. Nous expliquons ce qui se passe dans notre activité. A chaque fois que nous avons une coupure imprévue, nous expliquons ce qui se passe. Nous respectons tous les standards de sécurité et la sécurité est la première considération dans toutes nos décisions. [...] L'un des problèmes de l'industrie nucléaire est probablement le mystère et le fait que nous ne discutons pas beaucoup de ce qui se passe dans notre activité et notre industrie. [...] Je suis convaincue que la plupart d'entre vous ne sait pas que de survoler l'océan vous soumet à une dose de radiations supérieure à celle à laquelle nos employés sont exposés en travaillant dans un environnement radioactif. C'est juste une question d'information.



### Lee Hye-Min

Sherpa du G20 et ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée

Le changement climatique continue d'être la priorité de chaque présidence du G20 [...] Cette année aussi, les dirigeants, la Chine, notamment, ont discuté des enjeux du changement climatique, dont ils ont fait l'une de leurs priorités. Les membres des pays développés insistent sur l'importance de la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris en matière d'atténuation et d'adaptation. Les pays en développement ont insisté sur la nécessité des moyens de mise en œuvre à fournir, notamment des ressources financières, et sur une mise en œuvre parallèle. [...] Les dirigeants du G20 avaient convenu de rationaliser et d'éliminer progressivement à moyen terme les subventions inefficaces aux énergies fossiles qui augmentent le gaspillage énergétique. [...] Il a été convenu que les pays développés diminueraient leur utilisation de HFC d'ici 2019. Les pays en voie de développement suivront avec un gel des niveaux de consommation des HFC en 2024. Mais une question demeure, qui est celle du financement des pays en voie de développement pour le passage des HFC aux nouvelles substances. S'y ajoute également le problème des droits de propriété intellectuelle, c'est-à-dire, comment transmettre le savoir-faire sur les alternatives aux HFC, qui sont en cours d'exploration. [...] Si les États-Unis ne jouent pas un rôle prépondérant dans la lutte contre ces problèmes liés au changement climatique, je ne vois pas comment de nouvelles avancées en la matière seraient possibles.

## 3. La Chine en transition



PRÉSIDENT

**Park In-Kook**Président de la Korea Foundation  
for Advanced Studies

Le président Duterte a annoncé la séparation d'avec les États-Unis et une nouvelle relation particulière avec la Chine. Ma question est de savoir si après Duterte d'autres voisins de l'ASEAN vont suivre. Pour les élections américaines, nous allons prêter une attention toute particulière au désaveu du président-élu sur les questions essentielles, en particulier la possibilité pour le Japon et la Corée de passer au nucléaire. Même s'il est revenu sur ce qu'il avait dit, nous devons examiner les implications de ses déclarations antérieures. Y-a-t-il la moindre possibilité d'une cascade ou d'une réaction en chaîne d'États passant au nucléaire dans l'Asie du Nord-Est [...] ? L'AIIIB : cette année, la Chine a réussi à s'assurer un financement de 100 milliards de dollars, avec l'Inde et la Russie comme deuxième et troisième contributeurs. Cependant, les 100 milliards de dollars ne sont qu'un dixième du budget total nécessaire pour achever le projet « One Belt, One Road ». Comment la Chine va-t-elle combler le fossé ? [...] concernant les problèmes de propriété dans les disputes maritimes, Deng Xiaoping a déclaré « mettons de côté les questions de juridiction territoriale et concentrons-nous sur le développement commun ». Je me demande si la recommandation de Deng Xiaoping est toujours valide ou si le gouvernement chinois a virtuellement changé sa position.

**Jia Qingguo**Doyen de l'École des études internationales  
de l'Université de Pékin

Sur le plan de la politique intérieure, la direction du Président Xi a été renforcée. La campagne anti-corruption a été plutôt efficace, au point que les gens doivent à présent respecter les règles. [...] Des réformes militaires drastiques et fondamentales ont également été mises en place : la Chine veut une armée plus réduite et plus efficace pour faire face aux défis internationaux. [...] Sur la scène internationale, la Chine a continué ses efforts pour apprendre à être un leader mondial, comme ses efforts au G20 à Hangzhou en ont témoigné. De nouvelles évolutions dans les efforts chinois pour créer un nouveau genre de relations de grande puissance avec les États-Unis sont à souligner. D'un côté, la coopération semble avoir porté certains fruits. Par exemple, sur le changement climatique. Les efforts conjoints des gouvernements chinois et américain ont mené à l'accord sur le changement climatique du Sommet de Paris. Les négociations ont également avancé concernant un traité d'investissement bilatéral. [...] D'un autre côté, les tensions entre les deux pays ont augmenté dans la mer de Chine du Sud, le ressenti des Américains dans le domaine des affaires en Chine s'est aussi détérioré. En un mot, nous voyons à la fois des progrès et des défis dans les relations entre la Chine et les États-Unis. Les relations entre la Chine et le Japon semblent progressivement s'améliorer. Les relations avec la Corée du Sud ont traversé de sérieux problèmes à cause de la décision du gouvernement sud-coréen de déployer le système THAAD. Le gouvernement chinois poursuit l'initiative « One Belt, One Road ». L'AIIIB a pour but de financer les projets d'infrastructure, qui sont les composants-clé de l'initiative « One Belt, One Road ». De nombreux projets sont en cours de négociation et ont suscité un grand intérêt outre-mer. Selon les informations dont nous disposons, il semble que la situation en mer de Chine du Sud se stabilise.

**Qiao Yide**Vice-président et secrétaire général  
de la Shanghai Development  
Research Foundation

Le rôle de la Chine est différent : elle fournit les produits manufacturés et l'IDE au reste du monde. Dans le même temps, d'autres pays fournissent des produits et des services à forte intensité de technologie, l'IDE et les matières premières à la Chine. C'est le nouveau rôle que la Chine continuera de jouer. La deuxième caractéristique, c'est que les exportations totales et le taux de croissance des importations chinoises ont décliné. Cette année, les exportations nettes sont même devenues négatives. La demande en matières premières a enregistré une baisse, ce qui aura un impact négatif sur les pays exportant des matières brutes. [...] La troisième, c'est l'expansion du marché de la consommation intérieure : ce marché a connu une croissance très rapide, ce qui entraînera l'importation de biens de consommation étrangers. L'amélioration de l'industrie chinoise du bas de gamme de la chaîne d'approvisionnement vers le haut de gamme implique une hausse des importations technologiques. Les fusions et acquisitions à l'étranger augmenteront. [...] la Chine a aussi commencé l'expansion de ses investissements directs à l'étranger, ce qui injectera le capital nécessaire au niveau local et y créera plus d'emplois, notamment par le biais de l'OBOR. Cela n'empêchera pas l'IDE de continuer d'augmenter, mais d'ici la fin de cette année, l'ODI sera certainement plus élevé. Je suis convaincu que ce phénomène continuera.

**Richard Cooper**Professeur d'économie internationale  
à l'université d'Harvard

Le parti politique de Trump, les Républicains, a également conservé la majorité au Sénat et à la Chambre des Représentants. Et même s'ils sont ravis que leur parti revienne à la Maison Blanche, de nombreux leaders républicains ne sont pas du tout à l'aise avec leur nouveau Président. [...] Nous pouvons spéculer sur les politiques de Trump et sur la manière dont elles pourraient affecter la Chine, à partir des slogans de sa campagne [...] Il a promis que l'une de ses premières actions en tant que Président serait de déclarer que la Chine est un pays qui « manipule sa monnaie. » [...] Trump semble être hostile aux importations en provenance de Chine qui, selon lui, font disparaître des emplois en Amérique. Quel type de politique pourrait-il mettre en place qui traduirait cette hostilité ? Le Président pourrait augmenter les droits de douane pour les produits chinois, mais la Chine est protégée de ce risque par son appartenance à l'OMC. [...] Parmi les promesses de campagne qui pourraient être favorables à la Chine, il pourrait ne pas ratifier le Partenariat transpacifique, et il pourrait invalider la Zone de libre-échange nord-américaine permettant aux produits chinois d'être davantage concurrentiels par rapport aux produits mexicains; et il y a les menaces qu'il a lancées contre les alliances de sécurité entre les États-Unis et le Japon, et entre les États-Unis et la Corée si ces pays n'y apportent pas une plus large contribution, allant dans le sens de l'avis officiel de la Chine selon lequel ces alliances sont des vestiges de la Guerre froide, même si, avec le temps, cela pourrait entraîner l'un de ces pays ou les deux à développer des armes nucléaires, à moins que la Chine ne persuade son alliée, la Corée du Nord, d'abandonner son programme nucléaire.

### 3. La Chine en transition



**Douglas Paal**

Vice-président, Carnegie Endowment for International Peace

C'est une zone [la Mer de Chine Est] de tensions manifestes, mais je pense que le Président Xi Jinping et le Premier ministre Abe ont tous les deux intérêt à garder le baromètre sous contrôle. Cela les arrange tous les deux d'avoir une certaine dose de tension ; cela n'arrange personne d'augmenter cette tension. [...] Je placerai cette montée de la tension à Taïwan dans quelques années : ce n'est pas encore vraiment sur l'agenda immédiat. Cela donnera à l'administration américaine une chance d'apprendre la réalité de la région. [...] Ensuite, il faudra convaincre la Corée du Nord d'accepter ce gel et de trouver de quoi mener les négociations. Dans le même temps, ils vont devoir intégrer ce qui a été dit à propos de la Chine de façon différente, parce que je ne m'attends pas à ce que la Chine change fondamentalement ses positions concernant la stabilité en Corée du Nord et son désir de dénucléariser la péninsule. [...] Trump pourrait bien nous sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes avec les Russes et commencer à démanteler l'édifice conflictuel qui a remplacé les aspirations du début des années 90 d'une Europe entière et libre. Il y a peut-être une nouvelle opportunité de grande puissance sur ce point. Ceci étant dit, j'aurais beaucoup de mal à identifier la personne ou la politique qui nous mènerait vers une détente avec la Russie et une grande relation triangulaire entre Moscou, Washington et Pékin.



**Michel Foucher**

Titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH-ENS) ; ancien directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères

Je vais me concentrer sur deux grands aspects de la projection de l'influence chinoise : le programme OBOR [One Belt, One Road] et la Mer de Chine méridionale. Le contexte général a changé. La période pendant laquelle il fallait faire profil bas dans les affaires étrangères est révolue. [...] Après la procédure arbitrale instituée par les Philippines contre la Chine en 2013 conformément à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, la Cour permanente d'arbitrage (12 juillet 2016) a conclu qu'il n'y avait pas de fondement légal au fait que la Chine revendique des droits historiques par rapport à des ressources situées dans les zones maritimes entrant dans la « ligne à neuf pointillés ». Et je sais que cette frontière figure désormais sur les passeports des citoyens chinois et sur les documents officiels. Cette réalité m'amène à poser une question simple : si la Chine revendique 85,7 % de l'espace maritime en Mer de Chine méridionale (la partie Est revenant au Vietnam) sans tenir compte des autres États riverains, comment peut-elle jouer un rôle de plus en plus important en tant qu'acteur mondial, qui a d'ailleurs ratifié la Convention des Nations unies sur le droit de la mer ? [...] Le programme OBOR est aussi une manière d'exporter les surcapacités industrielles, d'améliorer les itinéraires commerciaux, d'intégrer la Chine intérieure à ses périphéries, de diversifier l'accès aux matières premières et de contribuer à la stabilité dans les régions frontalières. [...] L'une des conséquences de la stratégie OBOR sera que tôt ou tard, l'Asie centrale représentera la première étape de la formation d'une zone monétaire du yuan. La géoéconomie finira par avoir une forte influence.



**Bark Taeho**

Professeur, Université nationale de Séoul, ancien ministre du Commerce de la République de Corée

Je parlerai brièvement du rôle de la Chine dans le système commercial mondial. [...] Donald Trump a fait de nombreuses remarques négatives sur les relations commerciales des États-Unis avec la Chine pendant la campagne. [...] Après avoir entendu que les États-Unis ne participeront pas au Partenariat transpacifique, certains médias d'information et des spécialistes du commerce ont avancé que le rôle de la Chine allait prendre de l'importance dans cet environnement commercial mondial incertain et que la Chine allait prendre d'importantes initiatives pour créer la zone de libre-échange de l'Asie-Pacifique à l'avenir. Je pense que ces observations sont tout à fait fondées, car j'entends souvent des remarques en ce sens émises par des universitaires et par des représentants du gouvernement chinois. Ils disent que ce gouvernement central chinois poursuit une réforme économique nationale en ouvrant ses marchés aux biens et services étrangers. [...] En examinant ces approches de la politique commerciale proactive de la Chine, nous pouvons nous attendre à ce que la Chine soit capable de faire efficacement preuve de leadership dans les négociations commerciales multilatérales et régionales. [...] Quelques suggestions à la Chine : 1) la Chine doit déployer tous les efforts possibles pour trouver comment sauver les négociations du cycle de Doha ; 2) la Chine devrait s'entretenir étroitement avec l'UE et les États-Unis par rapport à sa participation aux négociations d'accords sur le commerce de services ; 3) la Chine devrait faire preuve de leadership dans les négociations de l'accord de libre-échange chinois-japonais-coréen et du Partenariat économique régional global pour permettre d'arriver à des accords commerciaux régionaux de haut niveau.



**Yuichi Hosoya**

Professeur, département de sciences politiques, Université de Keio

Le président Trump adoptera très probablement une politique de l'« Amérique d'abord », ce qui se traduira par une réduction de l'engagement des États-Unis en Asie de l'Est. La conséquence naturelle en sera le rôle de plus en plus important que joueront la Chine et le Japon pour apporter stabilité et prospérité dans cette région, en collaboration avec des puissances comme la Corée et les pays de l'ASEAN. Le Japon est en passe de devenir l'acteur majeur du statu quo. Il y a deux ou trois ans, beaucoup pensaient que le Premier ministre Abe était un dangereux dirigeant révisionniste. Maintenant, ainsi que la plupart des médias, ils estiment qu'il peut jouer un rôle de premier plan pour apporter la stabilité ou le maintien du statu quo dans cette région. Il se peut que Trump devienne un dirigeant révisionniste majeur en Asie de l'Est. Nous ne pouvons pas prédire l'avenir, mais la situation risque d'être pleine d'incertitudes, d'instabilité et d'imprévisibilité, y compris sur le plan de la politique étrangère chinoise. Au vu de ces nombreux éléments imprévisibles et de ces incertitudes, je pense que la stabilité politique du Premier ministre japonais pourra jouer un rôle important. [...] Le Premier ministre Shinzo Abe et le président Xi Jinping sont très pragmatiques, et font habituellement passer les intérêts pragmatiques nationaux avant l'idéologie nationale. Ces intérêts impliquent l'importance de promouvoir la coopération sino-japonaise, notamment parce que la croissance économique est indispensable. La Chine et le Japon en ont tous les deux besoin. C'est pourquoi il importe que les relations sino-japonaises soient meilleures et plus stables, et ces deux leaders le comprennent très bien.





### Guillaume Pepy

Président du directoire de SNCF,  
président-directeur général de l'ÉPIC SNCF Mobilités

La révolution de la mobilité est une histoire fascinante, car si on imagine un monde où les clients utilisent des horaires et des tickets « papier » pour voyager, un monde où les usagers doivent arriver à la station en avance : est-ce que cela semble remonter à un siècle ? C'était il y a à peine 10 ans, pas plus. Aujourd'hui, tout ce qui concerne la mobilité est sur nos smartphones. Les leaders de la mobilité, comme la SNCF, ont dû s'adapter très rapidement à ces changements et nous devons continuer d'innover, d'anticiper les attentes des clients de demain. [...] nous entrons dans une ère nouvelle, avec des besoins nouveaux, de nouvelles technologies et de nouvelles règles du jeu. Répondre aux trois changements dans le jeu : impact du changement climatique ; explosion de la population urbaine ; raréfaction croissante des ressources. [...] L'équilibre des pouvoirs et de la création de valeur s'est modifié de façon impressionnante avec les banques et les industries fondées sur les actifs qui cèdent du terrain à l'économie numérique. [...] Nouvelles habitudes, nouvelles règles, les habitudes des clients modifient la mobilité. La nouvelle génération est faite de natifs du numérique et ils montrent une attitude radicalement différente par rapport à la propriété. L'usage est devenu la valeur fondamentale, pas la propriété. [...] Voir mondialement mais d'agir localement. Il y a probablement quatre ou cinq champions de la mobilité dans le monde : Deutsche Bahn ; SNCF ; MTR et quelques autres. Ils développent des écosystèmes multimodaux complexes avec des solutions qui correspondent aux besoins locaux ; les voitures sans chauffeur à un endroit ; l'auto-partage à un autre ; les bornes de recharge à un troisième. Il nous revient d'imaginer des solutions correspondant aux besoins locaux.





Remarques spéciales  
sur la responsabilité sociale des entreprises

**Chey Tae-won**

Président, SK Group, République de Corée

Contribuer à la résolution des problèmes sociaux est désormais une évidence pour les entreprises. Elles sont nombreuses à s'engager activement dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises, la « RSE ». Problème de la RSE : au lieu d'apporter concrètement quelque chose à la société, de nombreuses activités liées à la RSE ont plutôt tendance à être axées sur le développement de l'image de marque de l'entreprise. J'ai réfléchi à des solutions plus efficaces et j'ai fini par trouver une bonne alternative : les entreprises sociales, qui servent à maximiser la valeur sociale à l'aide des dispositifs efficaces dont une entreprise dispose. Nous avons investi dans les entreprises sociales. Nous en avons créé plusieurs. Nous avons lancé un programme de formation à la gestion des entreprises sociales. Nous avons même créé un MBA destiné aux dirigeants de ce type d'entreprises. [...] Nous avons créé le concept de « contribution au progrès social (ou CPS) » comme outil de mesure de toutes les catégories de valeurs sociales. Ce concept comprend également un système comptable permettant de calculer la valeur sociale annuelle produite par les entreprises sociales. [...] Avec notre programme de CPS, les entreprises sociales peuvent créer de la valeur financière tout en axant leurs activités sur la contribution sociale, qui est leur vocation première. [...] Je crois fermement que la CPS deviendra une part essentielle de l'infrastructure centrale de l'écosystème des entreprises sociales.



Invité d'honneur

**Kevin Rudd**

Président de l'Asia Society Policy Institute à New-York, 26<sup>e</sup> Premier ministre Australien

Il y a de nombreuses raisons d'être pessimiste face l'avenir de l'ordre mondial. Mais même s'il permet de prendre du recul, d'analyser les situations, et même s'il est, il faut bien le dire, à la mode, le pessimisme professionnel ne fait pas une politique. Nous ne sommes pas les victimes malheureuses des forces silencieuses du déterminisme historique. Nous sommes des citoyens du monde, et les peuples, les économies et les gouvernements que nous pouvons représenter sont également des acteurs du changement politique mondial. Si nous choisissons d'agir. De ne pas être de simples observateurs intéressés par ce qu'ils voient. Mais d'être des acteurs passionnés, qui cherchent à préserver, réformer et redynamiser les institutions de la gouvernance mondiale pour l'avenir. Parce qu'au cours de l'Histoire, la frontière a toujours été mince entre la civilisation et la barbarie. Entre une communauté mondiale, et un nationalisme atavique. Entre des institutions multilatérales basées sur l'arbitrage international, et l'application bilatérale de la force brute. Et nous devons choisir ensemble de quel côté de la frontière nous allons défendre notre avenir commun et l'avenir du monde.



# 9<sup>th</sup> EDITION GLOBAL GOVERNANCE

November 20-22, 2016 • Doha

[www.worldpolicyconference.com](http://www.worldpolicyconference.com)



DÉJEUNER DÉBAT • LUNDI 21 NOVEMBRE • 12:45 – 14:15



84



## Shivshankar Menon

Ancien conseiller pour la sécurité nationale  
auprès du Premier ministre, Inde

Quatre plus grandes difficultés pour l'avenir de l'Inde : 1) Quel genre de puissance l'Inde va-t-elle être? L'Inde est en train de vivre des changements internes majeurs, tellement rapides que nous devons encore vraiment nous y adapter. 6,5 % de croissance pendant plus de 35 ans. Nous avons acquis un certain pouvoir et gagné en capacité d'action dans le système international. Mais nous devons encore analyser les conséquences sociales en interne et d'autres effets ; 2) L'Inde fait-elle partie du monde ? : La part du secteur externe du PIB de l'Inde est passée de 14 % en 1991 à 49,3 % en 2013. L'Inde s'intéresse beaucoup plus aux autres pays. Mais le monde est dans une période de grande incertitude. [...] Mais s'il y a une relation relativement déconnectée de la politique des États-Unis, c'est la relation entre les États-Unis et l'Inde : transformation bipartite au cours des vingt dernières années, aujourd'hui les relations sont meilleures que jamais ; 3) Asie-Pacifique : Ascension de la Chine et d'autres pays. L'Asie-Pacifique est dans une situation critique mais pas encore explosive (contrairement à l'Europe et au Moyen-Orient). Nécessité d'un nouvel équilibre Inde-Chine. L'Asie-Pacifique assiste au retour de la politique des grandes puissances, à la course aux armements, à une restructuration économique avec internalisation à la fois de la part des États-Unis et de la Chine. AIB, BRI ; 4) Démondialisation : La politique commerciale est un défi majeur. L'Inde est pauvre en ressources naturelles. L'Inde a bénéficié de deux décennies de mondialisation; maintenant l'économie mondiale se fragmente dans le Partenariat économique régional global. Perspective d'une longue période de déflation, au mieux d'une lente reprise de l'économie mondiale. Il faut trouver des facteurs de croissance, au niveau mondial et en Inde.





### Sultan bin Saad Al-Muraikhi

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Qatar

Nous voulons la paix dans le monde. C'est la raison pour laquelle l'État du Qatar a joué un rôle fondamental dans la médiation des accords de paix concernant des conflits dans plusieurs parties du monde. [...] Tous ces conflits sanguinaires qui ont eu lieu dans notre région ont été dus à un manque de souveraineté, une absence de primauté du droit dans la gouvernance et la gestion des affaires publiques, ainsi qu'à un manque de rapports entre les citoyens et l'État, et entre les États. [...] Le cœur du conflit palestinien est également juridique. Car Israël refuse toujours de respecter le Droit international et d'appliquer les résolutions successives émises par le Conseil de sécurité. [...] C'est pourquoi nous demandons qu'il y ait des pourparlers pour la paix au Moyen-Orient afin de mettre fin aux combats et d'aller de l'avant, pour développer la région et y apporter la prospérité. Nous appelons à la reprise des négociations entre Israël et les Palestiniens, pour un règlement définitif, total et équitable du conflit, sous l'égide des Nations unies. [...] Nous déplorons et condamnons fermement l'intervention illégale de certaines puissances régionales ou internationales dans les affaires internes des pays de notre région, sans avoir l'aval d'une quelconque entité juridique internationale. Ces pratiques ont largement contribué à semer la discorde et ont incité des extrémistes et des terroristes à incendier des villes entières et détruire des vies dans tous les endroits qu'ils ont réussi à envahir. [...] Nous pensons et répétons toujours que vaincre le terrorisme et épuiser ses ressources implique d'avoir des stratégies internationales efficaces et contraignantes qui tiennent compte des racines de l'extrémisme et de ses causes, dont les premières sont la pauvreté, l'ignorance, le chômage, la marginalisation et d'autres troubles socio-économiques qui contribuent à alimenter le terrorisme.











NETWORKING



**Guillaume Pepy**

C'est la première fois que je participe à cette conférence et je suis impressionné par le niveau des discussions de ce matin. Je pense que les discours préliminaires étaient d'un très haut niveau, très intéressants.

**Youssef Amrani**

[La WPC] m'aide beaucoup à comprendre, et nous aide à nous écouter les uns et les autres, parce que malheureusement, dans le monde arabe, nous ne nous écoutons pas. Aujourd'hui je pense que nous avons effectivement écouté d'autres points de vue, afin d'acquiescer peut-être une nouvelle perspective. La WPC offre une vision différente.

**Mari Kiviniemi**

Je pense que c'est un très bon forum pour présenter les instruments dont nous disposons, les recommandations, les boîtes à outils, particulièrement en ce qui concerne tout le travail ayant trait à la fiscalité. Ces instruments ne sont pas encore mis en œuvre ; ils affecteront la fiscalité des années à venir, et de ce fait, sont assez nouveaux pour beaucoup. Ainsi, je pense que c'est un très bon public auquel s'adresser pour faire en sorte que ces outils exercent vraiment une influence.

**Christian Bréchet**

Je trouve cela vraiment très intéressant, parce qu'en fait, c'est le seul endroit où, en tant que président de l'Institut Pasteur, je me rends et rencontre réellement des personnes ayant des points de vue complémentaires et des points de vue différents. C'est bien plus qu'une réunion scientifique, et j'apprécie ce mélange avec la thématique de la gouvernance, nos sujets de discussion dans les différentes sessions, par exemple concernant la technologie, la science. Je trouve donc cela très utile.

**John Kerr**

Je trouve que [la WPC] inclut un mélange d'individus très intéressants. Par exemple, aujourd'hui j'ai entendu des choses concernant la Turquie que je ne savais pas, et je trouve cela extrêmement intéressant. Je préside un think tank londonien et j'explore un certain nombre de sujets ayant trait aux affaires étrangères et à la Chambre des lords, et il faut que je me tienne au courant. J'ai beaucoup appris ; de plus c'est un forum très agréable pour rester en contact avec de nombreux amis de longue date comme vous !

**Itamar Rabinovich**

[La WPC] est très utile, j'y rencontre aussi des Palestiniens, mais ce n'est pas tous les jours que je peux rencontrer l'ancien Premier ministre Syrien et le porte-parole saoudien. Ce n'est pas la seule raison pour venir à ces conférences, mais c'est l'une d'elles.

**Jim Hoagland**

[À la WPC], j'entends beaucoup d'inquiétude et d'incertitude, ce qui est naturel. Nous, les Américains, n'avons pas encore tout à fait déchiffré le sens de cette élection très traumatisante, pendant laquelle les experts, y compris vos amis et le reste des médias, ont échoué à prédire que Trump allait gagner ; cela remet donc en cause nombre de jugements d'institutions habituellement pris pour argent comptant. En réalité nous sommes en territoire inconnu et nous allons avancer à tâtons, et le reste du monde sera juste derrière nous en train d'essayer de comprendre ce qu'est vraiment Trump.

**John Lipsky**

Pour quelqu'un résidant aux États-Unis, il est très intéressant et très rafraîchissant d'entendre tous les points de vue, en particulier les points de vue européens sur l'actualité. C'est donc une excellente occasion.

**Kevin Rudd**

Je pense que c'est un bon rassemblement parce que le thème de la gouvernance mondiale, même s'il a l'air terriblement boiteux, repose sur quelque chose de désormais profondément réel pour nous tous.

**Moubarack Lo**

Excellent. Je pense que ce que je préfère, c'est la diversité des équipes et aussi des experts dans de nombreux domaines (santé, éducation, relations internationales, espace, développement technologique). Cette réflexion interculturelle m'a beaucoup appris ; je pense que cela nous poussera à comprendre davantage les autres aspects du développement, pas seulement l'économie.

**Justin Vaïsse**

Les observateurs, les décideurs politiques et même les étudiants parfois présents ici, représentant l'ONU et divers pays, échangent des vues différentes, et il s'en dégage une sorte de sentiment d'appartenance à ce que nous avons souvent décrit comme la communauté globale ou internationale. Personne ne sait exactement ce qu'il en est, mais ici, à la WPC, vous sentez qu'en comparant ces idées, et ce de manière civilisée, même si parfois les différences politiques sont assez significatives, au moins les choses avancent sur la voie d'une meilleure coopération.

**Reem Al Harami**

[À la WPC] nous pouvons découvrir toutes les différentes idées, les différents points de vue des individus concernant la présidence de Trump, la façon dont les États-Unis vont évoluer, vont agir face au reste du monde. Je suis certaine que nous venons d'avoir des échanges très fructueux, et je pense qu'entendre ces points de vue va peut-être nous aider à esquisser une vue d'ensemble de ce que sera la présidence Trump. Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas vraiment été certains de ce qui allait se passer.

**Mat Isa Nasharudin**

J'ai suivi les discussions, qui sont très variées, depuis hier jusqu'à maintenant : l'éventail de sujets abordés est immense. Je pense que [la WPC] va constituer une bonne occasion pour moi de promouvoir l'ensemble de notre programme de modération et d'établir des liens avec des organisations ou autres, ainsi qu'avec les autres participants.

**Tatsuo Masuda**

[La WPC offre un] immense éventail de points de vue, de perspectives élargies. C'est un élément vraiment unique, que j'apprécie énormément.

**Daniel Daianu**

[La WPC] est très utile, car il ne s'agit pas d'y rencontrer de vieux amis ou de s'en faire de nouveaux, il s'agit de débattre de sujets brûlants ; et c'est utile parce que nous continuons à naviguer sur des mers inconnues, et c'est ici qu'il faut tenter de trouver le meilleur tracé pour continuer. Il faut reconnaître que nous sommes encore dans le domaine des politiques non conventionnelles. Ce n'est pas comme si le redressement économique était là, et puis c'est tout ; cela est inexact.

**Bark Taeho**

C'est la quatrième fois que je participe à la WPC, où nous abordons de nombreux sujets différents et passionnants. C'est une occasion de choix de venir évoquer toutes sortes d'enjeux mondiaux. Mais cette fois-ci, en raison du Brexit et de Trump, toutes les discussions commencent par ce que l'on pense de l'impact de l'élection de Trump. Les nombreux discours prononcés m'ont appris un concept très difficile : celui de l'inclusion. Je ne connais pas ce concept, mais dans une certaine mesure, je le comprends. Partout, c'est un enjeu très important. Même au niveau du commerce international et dans les politiques de libéralisation, il faut appliquer le principe d'inclusion aux petites entreprises, aux travailleurs qui perdent leur emploi à cause de ces politiques commerciales. Je pense qu'il faut davantage se focaliser sur ces acteurs, avec un plan plus détaillé et plus tourné vers l'avenir. Se contenter d'allouer des fonds ne marche pas.

**Tobby Simon**

Excellent. C'est un événement qui apporte un éclairage remarquable. Vous rencontrez des personnes, vous discutez des idées. Je pense que c'est une conférence exceptionnelle et je tiens à tous vous féliciter pour avoir réuni tous ces participants. Ce qui est magnifique, c'est que toutes les parties du monde sont représentées. Je n'ai jamais assisté à une conférence où, en une seule session, vous pouviez rencontrer tous les chefs religieux. Il y avait le rabbin de Jérusalem, les chefs des églises catholique et anglicane. C'est incroyable ! Ensemble, ils représentent 70 % du monde. Et nous ne leur parlons pas. Donc, je dis que c'est excellent. Je participerai à la prochaine conférence, c'est certain.

**François Barrault**

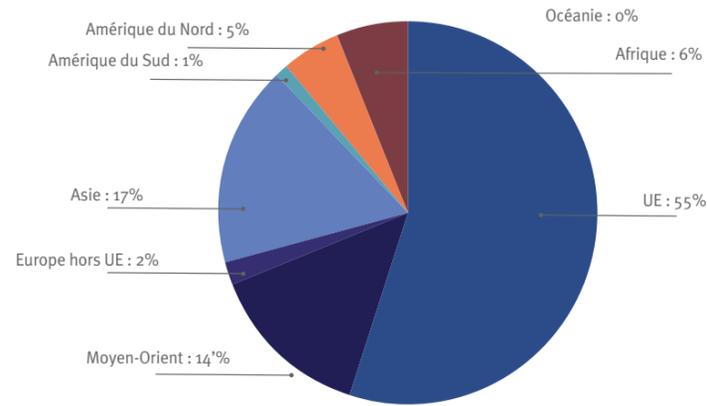
**@FrancoisBarrault**  
Un événement fantastique, je suis heureux de participer à la World Policy Conference.

**Xavier Starkloff**

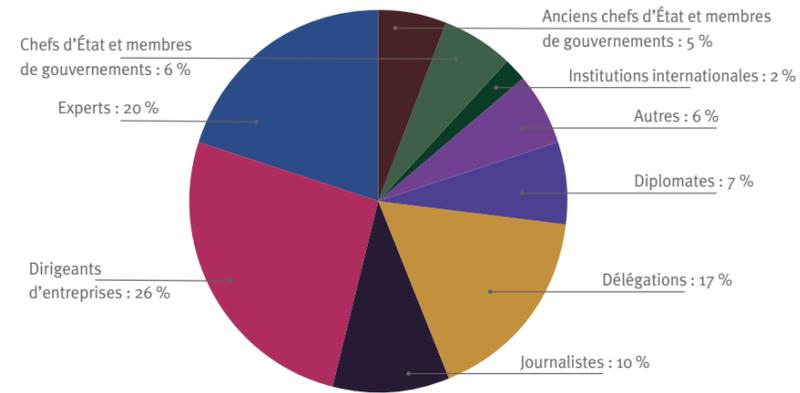
Je tiens à vous remercier de m'avoir invité à prendre part à cet événement qui fut passionnant, non seulement par l'intérêt des sujets traités et le haut niveau des panels, mais également parce que ce fut l'occasion d'échanger avec des participants de grande qualité tout au long des trois jours.



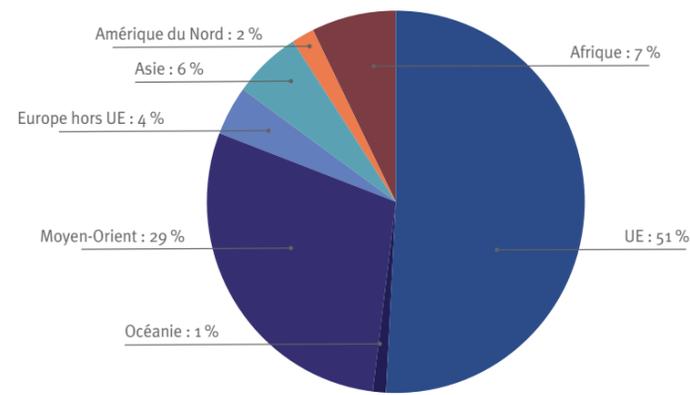
CHIFFRES CLÉS



Participants - Répartition géographique  
(total : 276 participants de 40 pays)



Participants - Répartition par fonction  
(total : 276 participants de 40 pays)



Répartition géographique des principaux articles  
(total : 86 articles)



INVITÉS

**Agüero Avila, José**

Conseiller, ambassade de la République du Paraguay, Doha, Qatar.

**Ahmed, Masood**

Directeur du département Moyen-Orient et Asie Centrale du FMI. Il a été directeur du département des Relations extérieures du FMI. Il également travaillé à la Banque mondiale.

**Akil, Hakki**

Ancien ambassadeur de Turquie en France.

**Al-Derham, Hassan Rashid**

6e président de l'Université du Qatar, depuis 2015. Il a été vice-président pour la recherche de l'Université du Qatar.

**Aldossary, Salman**

Conseiller politique et responsable de l'analyse politique au sein du département d'analyse énergétique et économique de Saudi Aramco (SA), la compagnie pétrolière nationale saoudienne. Il a été conseiller au sein du ministère du Pétrole et des Ressources minières (MoPM).

**Al-Kaabi, Saad Sherida**

Président-directeur général de Qatar Petroleum depuis novembre 2014. Il a rejoint Qatar Petroleum (QP) en 1986, où il a occupé différents postes.

**Allard, Patrick**

Consultant auprès du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie, ministère des Affaires étrangères. Il a été conseiller pour les questions économiques et financières internationales à la direction de la Prospective du ministère des Affaires étrangères et européennes.

**Al-Mannai, Essa Ali**

Directeur exécutif de Reach Out To Asia (ROTA). Il a rejoint ROTA en tant que directeur des opérations en 2009.

**Al Mohammadi, Hassan Bin Ibrahim**

Directeur de l'Institut Diplomatique, ministère des Affaires étrangères du Qatar, depuis 2012. Il a été vice-président du Comité permanent de la population (2007-2011).

**Al-Sulaiti, Hamda Hasan**

Secrétaire général de la Commission nationale pour l'Education, la Culture et les Sciences, Qatar, depuis 2014. Elle a notamment été chercheur dans le domaine de l'éducation, directeur du département des relations culturelles et directeur de l'institut d'évaluation.

**Al-Thani, Sheikh Abdullah Bin Naser Bin Khalifa**

Premier ministre du Qatar depuis le 26 juin 2013. Il a été ministre d'Etat pour les affaires intérieures, Qatar.

**Al-Thani, Meshal Bin Hamad Mohamed Jabr**

Ancien ambassadeur de l'Etat du Qatar en France. Il a été représentant permanent de l'Etat du Qatar auprès des Nations unies à New-York, ambassadeur de l'Etat du Qatar au Royaume de Belgique.

**Al-Thani, Sheikh Mohamed bin Hamad**

Directeur du département de la Santé publique, ministère de la Santé publique du Qatar. Il est membre du comité exécutif des pays du CCG, Arabie Saoudite depuis 2008.

**Amatoury, Fady**

Président du conseil d'administration, Bank Audi LLC.

**Amrani Youssef**

Chargé de mission au cabinet royal du Maroc. Il a été nommé ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération par Sa Majesté Mohammed VI. Il a été secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée.

**Andrews, John**

Auteur et journaliste spécialiste de la politique internationale. Il est rédacteur en chef pour Project Syndicate et conseiller de la rédaction de *The Economist*.

**Antil, Alain**

Responsable du programme Afrique subsaharienne de l'Ifri. Il enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille. Il a été chercheur à l'Institut de Recherches Internationales et Stratégiques.

**Aoun, Marie-Claire**

Directrice du centre Energie de l'Ifri et enseignante à l'Université Paris Dauphine. Elle a été économiste à la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE).

**Appert, Olivier**

Président du Conseil Français de l'Énergie et du Comité français du Conseil Mondial de l'Énergie. Il est aussi délégué général de l'Académie des Technologies. Il a notamment été président-directeur général de l'IFP Énergie Nouvelles.

**Ayrault, Jean-Marc**

Ministre des Affaires étrangères et du Développement international, France. Il a été Premier ministre. Il a été maire de Nantes (Loire-Atlantique).

**Babacan, Ali**

Député et ancien vice-Premier ministre de la République de Turquie. Il a également été membre du Conseil de sécurité nationale. Il a été ministre des Affaires étrangères.

**Baraban, Lionel**

Co-fondateur et PDG de FAMOCO. Serial entrepreneur, il se lance dans l'aventure entrepreneuriale en France où il crée plusieurs start-ups à succès.

**Barchini Cibils, Angel Ramon**

Ambassadeur de la République du Paraguay auprès du Qatar. Il a été membre du Parlement MERCOSUR.

**Bark, Taeho**

Professeur et ancien doyen à la Graduate School of International Studies (GSIS) de l'université nationale de Séoul. Il a été ministre du commerce de la République de Corée et ambassadeur extraordinaire chargé de l'économie et du commerce internationaux.

**Barrault, François**

Président et fondateur de FDB Partners, société d'investissement et de conseil dans les TMT et l'édition. Président de l'Idate/DigiWorld Institute (Institut de l'Audiovisuel et des télécommunications en Europe). Ancien PDG de Lucent EMEA.

**Bas, Jean-Christophe**

Fondateur et PDG de The Global Compass. Il est également conseiller, développement stratégique et partenariats, d'Agence Publics.

**Bauchard, Denis**

Conseiller pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, Institut français de relations internationales (Ifri) et consultant en géopolitique. Il a assuré la présidence de l'Institut du monde Arabe.

**Bazin, Sébastien**

Président-directeur général, AccorHotels. Il a débuté sa carrière dans la finance en 1985 aux Etats-Unis. Il est également vice-président du Conseil de Surveillance de la Fondation Gustave Roussy et membre du Conseil d'administration de GE.

**Bensemhoun, Arié**

Directeur exécutif d'ELNET depuis 2011. Il a construit une grande partie de sa carrière dans le secteur privé en tant que consultant en communication, relations publiques et internationales sur des questions stratégiques et liées au Moyen-Orient.

**Bertossi, Christophe**

Directeur du Centre Migrations et Citoyennetés de l'Institut français des relations internationales (Ifri). Il a été chercheur Marie Curie à l'Université de Warwick.

**Besnainou, Pierre**

Président d'honneur de la Fondation du judaïsme français. Il a été président du Congrès juif européen (CJE) (2005-2007) et du Fonds social juif unifié de France (FSJU) (2006-2014).

**Billot, Aurélien**

Responsable adjoint du secrétariat du Club de Paris, ministère de l'Economie et des Finances.

**Bochard, Rémi**

Ecole Nationale d'Administration (ENA).

**Borza, Remus**

Président, EuroInsol. Il est avocat, praticien en insolvabilité. Il dirige l'activité de la société professionnelle d'avocats Borza et Associés.

**Bosnjak, Tomislav**

Ambassadeur de la République de Croatie auprès de l'Etat du Qatar. Il a été responsable du département des relations économiques bilatérales non-européennes.

**Bosser, Florian**

Ecole Nationale d'Administration (ENA).

**Bouabid, Othman**

Ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc. Ancien gouverneur. Il a été chef de cabinet du ministre de l'intérieur, chargé de mission au cabinet du ministre de l'intérieur et administrateur à l'administration centrale du ministère de l'intérieur.

**Bréchet, Christian**

Directeur général de l'Institut Pasteur. Il a notamment été vice-président de l'Institut Mérieux en charge des affaires médicales et scientifiques et directeur général de l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (Inserm).

**Bujon de l'Estang, François**

Président, FBE International Consultants. Il a été International Adviser chez Citigroup Global Markets Limited et membre du European Advisory Board de Citi après avoir été Président de Citigroup France. Ancien Ambassadeur de France aux États-Unis et au Canada.

**Burelle, Jean**

PDG de Burelle et président d'honneur de Plastic Omnium. Il a été directeur de département, directeur général puis PDG de Plastic Omnium. Il a également été membre du conseil exécutif du Medef.

**Cargill, Thomas**

Ecole Nationale d'Administration (ENA).

**Chalmin, Guillaume**

Directeur général, Total E&P Qatar et représentant du groupe Total au Qatar.

**Chalmin, Philippe**

Professeur d'histoire économique et directeur du Master affaires internationales à l'université Paris-Dauphine. Il est le président fondateur de CyclOpe, le principal institut de recherche européen sur les marchés des matières premières.

**Chang, Dae-Whan**

Président, Maekyung Media Group. Il est le Président du Maeil Business Newspaper et du Maeil Broadcasting Network. Il a été Premier ministre intérimaire de la République de Corée (2002).

**Charafeddine, Raed**

Premier vice-gouverneur de la Banque du Liban. Prior to his current mission he spent twenty years in the banking sector. Avant d'occuper ce poste il a passé vingt ans dans le secteur bancaire. Il est gouverneur suppléant pour le Liban au Fonds monétaire international.

**Chareonwongsak, Kriengsak**

Président de l'Institute of Future Studies for Development et consul général honoraire en Thaïlande. Chercheur à l'Université d'Harvard et d'Oxford. Il a été conseiller du Premier ministre Thaïlandais et député.

**Cherkaoui, Mohamed**

Professeur et directeur de recherche émérite au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Il est professeur à vie à l'Université Hassan II et co-directeur de la collection Sociologies aux Presses Universitaires de France.

**Chevallier, Eric**

Ambassadeur de France au Qatar. Il a été ambassadeur pour la Syrie, après la fermeture de l'ambassade de France à Damas. Il a été ambassadeur à Damas (2009-2012).

**Chey, Tae-Won**

Président de SK Group. Il supervise et rassemble les 82 entités - principalement centrées sur l'énergie, la chimie, les télécommunications, les industries des semi-conducteurs et du commerce/services - qui composent SK Group.

**Chung, Chul-Khil**

Vice-président et directeur général, SK Innovation. Il a occupé différents postes au sein de SK Group, entre autres, président-directeur général, SK Innovation, président-directeur général, SK Energy.

**Collomb, Bertrand**

Président d'honneur de Lafarge, qui vient de fusionner pour former LafargeHolcim. Il est membre du conseil d'administration de LafargeHolcim. Ancien PDG de Lafarge. Membre de l'Institut de France, ancien président de l'Académie des sciences morales et politiques.

**Cooper, Richard**

Professeur d'économie internationale titulaire de la chaire Maurits C. Boas à l'université d'Harvard. Ancien président du National Intelligence Council et de la réserve fédérale de Boston. Ancien sous-secrétaire d'État aux affaires économiques, Département d'État américain.

**Counsell, Benedict**

Corporate & Investment Banking, Deutsche Bank, Londres. Il travaille en particulier sur les problématiques liées aux marchés des capitaux et sur les produits de dette, notamment pour des entreprises et institutions financières européennes.





### Czarnecki, Ryszard

Homme politique polonais, vice-président du Parlement européen chargé de la politique de l'Est et du partenariat oriental. Il a été ministre des Affaires européennes, Pologne.

### Dadush, Uri

Senior Fellow, OCP Policy Center, Rabat, Maroc et chercheur non-résident, Bruegel. Il est directeur d'Economic Policy International, LLC, et conseiller auprès d'organisations internationales comme la Banque mondiale et auprès de grands groupes.

### Daianu, Daniel

Professeur d'économie à l'école Nationale d'Etudes Politiques et Administratives, Bucarest et membre du conseil d'administration de la Banque Centrale de la Roumanie. Ancien ministre des Finances de la Roumanie.

### David, Dominique

Conseiller du président de l'Ifri et rédacteur en chef de Politique étrangère. Ancien directeur exécutif de l'Ifri. Il a précédemment dirigé le département des études de sécurité de l'Ifri.

### Davutoglu, Ahmet

Ancien Premier ministre de la République de Turquie. Il a été ministre des Affaires étrangères (2011-2014).

### Dejammet, Alain

Ambassadeur de France. Il a notamment été ambassadeur de France aux Nations-Unies, puis au Saint-Siège. Il est aujourd'hui président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica.

### Delapalme, Nathalie

Directeur exécutif de la Fondation Mo Ibrahim depuis 2010. Elle a été inspectrice générale à l'Inspection générale des finances.

### Deroubaix, Bertrand

Directeur des Affaires publiques, Total.

### Desfilis, José

Avocat, Desfilis & McGowan.

### Desmet, Isabelle

Directrice des relations médias, Total.

### Desouches, Christine

Maître de conférences honoraire de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), aujourd'hui expert-consultant auprès d'organisations internationales. Elle a été conseiller spécial du secrétaire général de la francophonie, chargé des affaires politiques et diplomatiques à l'OIF.

### Drouin, François

Président du conseil d'administration d'Autoroutes et Tunnel du Mont Blanc et de la Société Française du Tunnel Routier du Fréjus, vice-président de la BPI, Président de ETI FINANCE. Ancien PDG d'OSEO.

### Dubuc, Pierre

Président et co-fondateur d'OpenClassrooms, plateforme e-Education leader en Europe avec plus de 2 millions de membres et 40 partenaires. En 2016, il a été désigné par Forbes parmi les «30 under 30 Europe».

### Durand, Hermine

Manager régional au sein de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, elle est responsable du contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection dans le Sud-Ouest de la France. Elle a travaillé précédemment chez Veolia Australia.

### El Aynaoui, Karim

Directeur général de l'OCP Policy Center et conseiller auprès du PDG d'OCP. Il a été directeur du Département économie et relations internationales de la Banque Al-Maghrib. Ancien économiste à la Banque mondiale.

### El Houdaigui, Rachid

Professeur de relations internationales à l'Université Abdelmalek Essaadi, à la Faculté de droit de Tanger et Senior Fellow, OCP Policy Center. Il est également professeur au Royal College of Advanced Military Studies (Kenitra).

### Erekat, Saeb

Négociateur en chef palestinien et responsable du département des négociations, Palestine depuis 2003. Il est également responsable du comité de suivi et de pilotage pour les Palestiniens depuis 1996.

### Erlanger, Steven

Directeur du bureau londonien du *New York Times*. Ancien directeur du bureau parisien du *New York Times*. Il a occupé un grand nombre de postes pour le Times à Jérusalem, Berlin, Prague, Washington, Moscou, Bangkok et New York.

### Evans, Ryan

Fondateur, PDG et rédacteur en chef de War on the Rocks, un média numérique qui traite des questions de stratégie, défense et affaires étrangères. Il a publié de nombreux articles pour le *Washington Post*, le *New York Times*, *Studies in Conflict & Terrorism*, *CTC Sentinel* de West Point.

### Foucher, Michel

Titulaire de la chaire de géopolitique appliquée au Collège d'études mondiales (FMSH-ENS). Senior Advisor à la Compagnie financière Jacques Cœur. Ancien ambassadeur de France en Lettonie et directeur du Centre d'analyse et de prévision du ministère des Affaires étrangères.

### Freyssinet, Philippe

Directeur scientifique Energie et Environnement de Qatar National Research Fund (QNRF) une entité de la Fondation du Qatar. Il est membre du comité stratégique de la branche Qatar Foundation R&D. Il a été directeur général adjoint de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR).

### Fuchs, Michael

Conseiller ministériel, Comité des affaires étrangères, chef de cabinet, Bundestag.

### Fujisaki, Ichiro

Président de l'Institut des Relations Internationales, Université Sophia, Japon. Il est aussi président de l'America-Japan Society Inc. Il a été ambassadeur du Japon aux Etats-Unis.

### Gadio, Cheikh Tidiane

Président de l'Institut Panafricain de Stratégies, Paix-Sécurité-Gouvernance (IPS). Il a été ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères de la République du Sénégal (2000-2009).

### Galey-Leruste, Sophie

Directrice des relations institutionnelles, Total.

### Gallardo, Juan

Président de Grupo Azucarero México (Sugar Mills) et de GEUSA désormais GEPP. Il a coordonné les efforts du secteur privé dans les négociations de l'ALENA ainsi que du traité de libre-échange entre le Mexique et l'Union européenne (1992-2002).

### Gascón, Lorenzo

Académicien et vice-président de l'Académie royale des sciences économiques et financières d'Espagne. Président honoraire de la Ligue européenne de coopération économique et Membre du Conseil de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe.

### Georgelin, Jean-Louis

Grand Chancelier de la Légion d'honneur et Chancelier de l'Ordre national du Mérite depuis 2010. Il a été admis dans la deuxième section des officiers généraux le 28 février 2010. Chef de l'état-major particulier du président de la République en 2002.

### Germay (de), Nicolas

Directeur général de la WPC depuis 2008. PDG et fondateur de la société d'investissement Alandia. Il est ou a été membre de comités consultatifs tels que British Telecom ou PWC.

### Girard, Renaud

Grand reporter et correspondant de guerre au journal *Le Figaro*. Professeur de stratégie à l'Institut d'études politiques de Paris et membre du comité de rédaction de la Revue des deux Mondes. Il a reçu en 2014 le grand prix de la presse internationale.

### Gomart, Thomas

Directeur de l'Ifri. Ancien directeur du développement stratégique de l'Ifri et directeur du centre Russie/Nei. Il a été chercheur Lavoisier à l'Institut d'Etat des relations internationales de Moscou, (Université MGIMO, Moscou).

### Gong, Xiaosheng

Envoyé spécial de la Chine pour la question du Moyen-Orient depuis 2014. Il a été représentant de la Chine auprès de l'Autorité nationale palestinienne, ambassadeur en Jordanie et en Turquie.

### Goulard, Caroline

PDG et co-fondatrice de Dataveyes. Portée par la conviction que l'ère des données riches va transformer nos façons de travailler, d'apprendre et de communiquer, elle a co-fondé Dataveyes en 2010, une entreprise spécialisée dans les interactions hommes-données.

### Guérin, Gilles

Directeur associé, EFG Bank, à Genève, spécialité : gestion de patrimoines privés. Membre du conseil d'administration et trésorier de la Fondation WPC.

### Guigou, Elisabeth

Députée et présidente de la Commission des Affaires étrangères, Assemblée nationale. Elle a été ministre déléguée aux Affaires européennes, députée européenne, ministre de la Justice et Garde des Sceaux.

### Halalai, Traian

Président de Banca de Import Export a Romaniei – EximBank SA. Ancien directeur général adjoint et membre du conseil d'administration de Romanian Bank SA et directeur financier d'ING Bank en Roumanie.

### Hashim, Marina

Directeur général, Moyen-Orient, Electricité de France (EdF) depuis 2014, elle est basée à Abu Dhabi. Elle est aussi conseiller du Commerce extérieur depuis 2011.

### Hassassian, Manuel

Ambassadeur de Palestine à Londres. Il a œuvré avec distinction pour les Palestiniens durant 25 ans et a été un éminent représentant au ministère de l'Enseignement supérieur, à l'Association des universités arabes et autres organisations académiques.

### Hecker, Marc

Directeur des publications de l'Institut français des relations internationales (Ifri) et rédacteur en chef de la revue Politique étrangère.

### Hijab, Riad

Coordinateur général du Haut Comité pour les négociations de l'opposition syrienne. Il a été Premier ministre de la République Arabe de Syrie. Il est membre de la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne.

### Hoagland, Jim

Conseiller de la rédaction du *Washington Post* depuis janvier 2010, après avoir été rédacteur adjoint et correspondant en chef à l'étranger. Il a reçu deux Prix Pulitzer ainsi que plusieurs autres prix de journalisme.

### Hosoya, Yuichi

Professeur, faculté de droit, Université Keio. Il a été chercheur invité à l'Université de Princeton et à Sciences Po, Paris (2009-2010).

### Houari, Mikail

Vice-président, Afrique et Moyen-Orient, Airbus Group. Il a été élu président de la section Emirats Arabes Unis des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ces trois dernières années.

### Hur, Kyung-Wook

Conseiller auprès de Bae, Kim & Lee LLC et de l'AMRO (Bureau de recherche macroéconomique en Asie). Il a été ambassadeur de la République de Corée auprès de l'OCDE. Il a été également vice-ministre de la Stratégie et des Finances.

### Ido, Kiyoto

Vice-président de l'Institut d'études économiques internationales, l'Institut de recherches fondé par Toyota Motor Corporation. Il a été directeur exécutif de la Banque du Japon.

### Irbec, Yusuf Ziya

Ancien député, République de Turquie. Il a été membre du Comité exécutif des parlementaires pour une action globale (PGA), membre du comité exécutif du réseau parlementaire du FMI et de la Banque mondiale.

### Isar, Lucian

Ancien ministre délégué à l'environnement des entreprises, Roumanie. Il est président du conseil d'administration de Cluj Innovation City Foundation.

### Jankowitsch, Peter

Membre du Directoire du Centre Franco-Autrichien pour le Rapprochement en Europe. Ancien ministre fédéral des Affaires étrangères, représentant permanent auprès des Nations unies et de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).

### Jegourel, Yves

Senior Fellow, OCP Policy Center et professeur associé en finance à l'Université de Bordeaux (France). Il est également professeur affilié à l'école de commerce de Toulouse.

### Jeremi, Vuk

Président du Centre pour la coopération internationale et le développement durable (CIRSD). Il a été président de la 67e session de l'Assemblée générale de l'ONU et ministre des Affaires étrangères de Serbie.

### Jia, Qingguo

Doyen de l'École des études internationales de l'Université de Pékin. Il est aussi membre du comité permanent et du comité des Affaires étrangères du comité national de la conférence politique consultative du peuple chinois.

### Johnston, Donald

Président de la Fondation McCall MacBain, Genève, Suisse. Ancien Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).



**Ju, Chul-Ki**

Président, Overseas Koreans Foundation. Il a été secrétaire principal aux Affaires étrangères et à la Sécurité nationale auprès du président de la République de Corée. Ancien vice-président et secrétaire général du Global Compact Korea Network.

**Kabbaj, Mohamed**

Président Lafarge Maroc, Chancelier de l'Université Euro-Méditerranéenne de Fès et membre de l'académie Hassan II des Sciences et Techniques. Ancien conseiller de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI et ministre des Finances et des Investissements extérieurs.

**Karaganov, Sergei**

Président honoraire du Présidium du conseil en charge de la politique extérieure et de défense. Membre du conseil consultatif scientifique du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.

**Kempel, Willy**

Ambassadeur d'Autriche auprès de l'Etat du Qatar. Il a rejoint le ministère fédéral des Affaires étrangères d'Autriche en 1986.

**Kerguiziau de Kervasdoué, Jean (de)**

Professeur émérite de la chaire d'économie et de gestion des services de santé au CNAM, Fondateur de l'École Pasteur/CNAM de santé publique, membre de l'académie des technologies. Ancien consultant auprès de l'OCDE.

**Kerr (Lord), John**

Membre indépendant de la Chambre des Lords. Ancien membre du service diplomatique britannique. Il a été représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'Union européenne, ambassadeur du Royaume-Uni aux Etats-Unis.

**Khan, Jehangir**

Directeur de l'équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) et du centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT), au sein du département des affaires politiques (DAP), du Secrétariat de l'ONU.

**Khashoggi, Jamal**

Directeur général et rédacteur en chef d'Al Arab News Channel, Arabie Saoudite. Il a commencé sa carrière en tant que correspondant pour le Saudi Gazette Daily.

**Kiviniemi, Mari**

Secrétaire générale adjointe de l'OCDE. Elle a été Première ministre de Finlande, ministre de l'Administration publique et des Collectivités locales, ministre du Commerce extérieur et du Développement, ministre des Affaires européennes.

**Koch, Christian**

Directeur de la Fondation du Gulf Research Center à Genève, Suisse. Il a été directeur des études internationales au Gulf Research Center à Dubaï, EAU.

**Kowal, Pawel**

Professeur adjoint à l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des Sciences. Il a été député européen, président du Comité de coopération parlementaire Ukraine-UE et du Comité des Affaires étrangères.

**Kumar, Ashwani**

Avocat principal à la Cour suprême d'Inde. Il a représenté pendant 14 ans l'Etat du Panjab en tant que parlementaire et a été ministre d'Etat.

**Kumar, Suresh**

Rédacteur en chef d'AfricaIndia.org et d'Indian Journal of African Studies. Responsable et directeur du Département d'études africaines à l'Université de Delhi et du Centre d'études africaines à l'UGC.

**Kumlin, Alexandra**

Directrice adjointe, Affaires générales, Direction Affaires publiques internationales, Total.

**Lablanchy, Jean-Pierre**

Médecin, agrégé à Paris et à Londres (General Medical Council). Il a travaillé en étroite collaboration avec plusieurs laboratoires pharmaceutiques et avec l'Institut national agronomique (Paris-Grignon).

**Lafont, Bruno**

Co-président du conseil d'administration de LafargeHolcim. Il a été président-directeur général du Groupe Lafarge (2007-2015). Il a commencé sa carrière au sein du Groupe Lafarge en 1983.

**Laichoubi, Mohamed**

Ancien ministre du Travail et de la Protection sociale et ministre de la jeunesse et des Sports, Algérie. Il a également été ambassadeur d'Algérie en Roumanie, député, président de la Commission des Finances et du Budget à l'Assemblée nationale (APN).

**Lee, Hye-min**

Sherpa du G20 et ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée. Ancien ambassadeur en France, vice-ministre du Commerce extérieur et Chef Négociateur pour l'Accord de libre échange Corée-Union Européenne.

**Le Gall, Jean-Yves**

President of the Centre National d'Etudes Spatiales (CNES, 2013), President of the International Astronautical Federation (IAF, 2015), co-Chair of the Council of the European Space Agency (ESA, 2015), Chair of the Board of the European GNSS Agency (GSA, 2016).

**Lévy-Lang, André**

Membre du conseil d'administration de l'Institut français des relations internationales, professeur associé émérite à Dauphine, président du conseil de surveillance des Echos.

**Li, Yi-Fan**

PDG, He-Sai Photonics Technologies. Précédemment, il était ingénieur chez Western Digital. Avant de rejoindre cette entreprise, il a travaillé dans plusieurs entreprises du classement Fortune 500.

**Liautaud, Susan**

Fondatrice de Susan Liautaud & Associates Limited (SLAU). Elle est aussi vice-présidente du conseil et de la cour des gouverneurs de la London School of Economics and Political Science.

**Lipsky, John**

Senior Fellow, Foreign Policy Institute, Johns Hopkins University's Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS). Ancien premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international et conseiller du directeur général du FMI.

**Lo, Moubarak**

Senior Fellow, OCP Policy Center, conseiller spécial du Premier ministre Sénégalais. Président de l'Emergence Institute. Il est conseiller spécial et économiste en chef du Premier ministre.

**Loulichki, Mohamed**

Ancien ambassadeur du Maroc auprès des Nations Unies et professeur à l'Université Al Akhawayn, Ifrane. Il a été représentant permanent auprès de l'ONU à Genève.

**Lowenstein, James**

Co-fondateur de la French-American Foundation. Membre du Council on Foreign Relations et de l'International Institute for Strategic Studies. Ancien ambassadeur des Etats-Unis au Luxembourg.

**Lulache, Daniela**

Président-directeur général de Nuclearelectrica, l'unique producteur d'énergie nucléaire de Roumanie. Elle a été conseiller du vice-gouverneur de la Banque Nationale de Roumanie.

**Makram-Ebeid, Mona**

Sénatrice égyptienne et ancienne députée. Elle est également Distinguished Lecturer, département de sciences politiques, Université américaine du Caire.

**Mallikarjun, Manu**

Entrepreneur social spécialisé dans le domaine des relations internationales et du développement. Il a fondé Amend Media et travaille sur la post-production d'une série de films qui abordent des thèmes en lien avec la politique et l'économie.

**Masuda, Tatsuo**

Professeur invité à la Graduate School of Nagoya University of Commerce and Business pour intervenir sur le lien entre l'énergie et le changement climatique et sur la géopolitique. Il a été directeur à l'agence internationale de l'énergie.

**Menon, Shivshankar**

Président du Conseil consultatif de l'Institut d'études chinoises à New Delhi, et Senior Fellow au Brookings Institute, Washington. Il a été conseiller en matière de sécurité nationale du Premier ministre indien et ministre des Affaires étrangères de l'Inde.

**Michel, Stéphane**

Président, Moyen-Orient et Afrique du nord, Total Exploration et Production.

**Moratinos, Miguel Ángel**

Ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne. Il a été ambassadeur d'Espagne en Israël puis représentant spécial de l'UE pour le processus de paix au Moyen.

**Mourre, Marc**

Directeur général et fondateur de Mourre en Co. Ancien directeur général, vice-président du département des matières premières chez Morgan Stanley.

**Muñiz, Manuel**

Directeur du programme sur les relations transatlantiques au Weatherhead Center for International Affairs de l'Université d'Harvard. Il dirige aussi le programme sur le leadership mondial de la Fundación Rafael del Pino.

**Nairne, Ula**

Directrice du Global Advisory Services au Geopolitical Intelligence Services AG, Liechtenstein. Elle est aussi propriétaire et directrice de Nairne Ltd.

**Narayanan, Mayankote Kelath**

Ancien gouverneur de l'Etat du Bengale Occidental. Ancien directeur de l'Intelligence Bureau et du Joint Intelligence Committee. Il a également été conseiller du Premier ministre Indien ainsi que son conseiller pour la sécurité nationale.

**Nardon, Laurence**

Responsable du programme Amérique du Nord de l'Ifri. Elle a été chargée de recherches à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS), Visiting Fellow au Center for Strategic and International Studies (CSIS).

**Nasharudin, Mat Isa**

Président-directeur général de la Global Movement of Moderates Foundation. Il est également président de la Fondation Nassar.

**Nasr, Samir**

Président, ECE Capital. Il a été consultant à l'OCDE. Il est l'un des fondateurs et a été président du département d'économie de l'Université libanaise.

**Nicolet, Patrick**

Membre du comité de direction générale, Capgemini. En 2016 il a été nommé à la tête du département Compétitivité de Capgemini. Il supervise également les opérations de Capgemini en Inde.

**Oiknine, Dan**

Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Indienne. Il a fondé l'India Trade Centre en 2007. Il a travaillé dans les secteurs de la haute technologie et d'internet.

**Oualalou, Fathallah**

Economiste et homme politique marocain, il a été ministre de l'Économie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme, puis, ministre des Finances et de la Privatisation.

**Paal, Douglas**

Vice-président, Carnegie Endowment for International Peace. Il a été vice-président de JPMorgan Chase International et directeur de l'Institut américain à Taïwan.

**Park, In-Kook**

Président de la Korea Foundation for Advances Studies. Il a été ambassadeur et représentant permanent de la République de Corée auprès de l'ONU, vice-ministre en charge des politiques et de la planification et des organisations internationales.

**Paszkiwicz, Ladislav**

Vice-président Stratégie et Climat, Total. Il a été vice-président Fusions & Acquisitions pour Total S.A., vice-président Amériques en charge de la division Exploration et Production de Total.

**Pepy, Guillaume**

Président du directoire de SNCF et président-directeur général de l'ÉPIC SNCF Mobilités. Il a été directeur de la stratégie puis directeur général délégué des activités voyageurs, avant d'être nommé président en 2008.

**Platteau, Jean-Louis**

Banque EFG, Genève. Il a dirigé le Private Banking Romandie de la BSI avant d'évoluer vers la Banque EFG pour assumer les rôles de responsable du Private Banking à Genève, de vice-président d'EFG Asset Management et enfin de responsable des tiers gérants indépendants.

**Ploquin, Xavier**

Responsable adjoint financement des sociétés et développement au sein de la Direction général du Trésor. Il a été directeur adjoint du bureau (Energie) à la direction du Budget du ministère des Finances.

**Pouyanné, Patrick**

Directeur général et président du comité exécutif de Total. Il a rejoint Total en 1997 comme secrétaire général de Total Exploration & Production Angola. En 2012, il est nommé directeur général de la branche Raffinage-Chimie et membre du Comité exécutif du Groupe.

**Qiao, Yide**

Vice-président et secrétaire général du Shanghai Development Research Foundation (SDRF). Il a été représentant principal et directeur général de New York Life.

**Rabinovich, Itamar**

Président de l'Israel Institute (Washington et Jérusalem). Professeur émérite en histoire du Moyen-Orient à l'Université de Tel Aviv, Distinguished Global Professor à l'Université de New York (NYU) et Distinguished Fellow au sein de Brookings Institution.

**Rahman, Hasan Abdel**

Ancien ambassadeur de l'Autorité nationale palestinienne aux États-Unis et au Maroc. Il est actuellement président-directeur général et vice-président du Conseil pour les relations entre le Monde arabe l'Amérique latine et les Caraïbes (CARLAC).

**Rho, Youngwoo**

Rédacteur-en-chef adjoint / Maeil Business Newspaper et directeur des programmes / World Knowledge Forum.

**Richard, Philippe**

Directeur, Affaires internationales, autorité de réglementation des services financiers (FSRA), Abu Dhabi Global Market (ADGM). Il a été directeur du département des Affaires internationales de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR).



**Ricquier, Anita**

Entrepreneure singapourienne. Avocate de formation, elle est la fondatrice et directrice générale de Camelot Trust Pte Ltd, une société de services aux entreprises basée à Singapour.

**Rizk, Lilia**

Responsable de programme, OCP Policy Center.

**Robert, Virginie**

Chef du service international, *Les Echos* depuis 2012. Elle a été correspondante à New-York pour *Les Echos* (2008-2012). Elle a également été chef du service innovation des Echos.

**Röttgen, Norbert**

Président de la Commission des Affaires étrangères du Bundestag. Il a été ministre fédéral de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire. Il est membre du Bundestag allemand depuis 1994.

**Rudd, Kevin**

26<sup>e</sup> Premier ministre Australien et ancien ministre des Affaires étrangères. Il a participé à la création du G20. Il est président de l'Asia Society Policy Institute à New-York.

**Ryu, Jin Roy**

PDG de Poongsan Group. Il est notamment vice-président du Conseil économique Corée-Etats-Unis, de la Korea Defense Industry Association et de la Fédération des industries coréennes.

**Sager, Abdulaziz**

Président de Sager Group Holding et président et fondateur du Gulf Research Center, Jeddah, qu'il a créé en 2000. En 2003, il a été nommé membre du conseil de la province de Makkah.

**Sánchez Sorondo, Marcelo**

Chancelier de l'Académie pontificale des Sciences et de l'Académie pontificale des Sciences sociales depuis 1998. En 2001, Sa Sainteté Jean-Paul II l'a élevé au rang d'évêque titulaire de Vescovio.

**Sano, Tadakatsu**

Avocat, Jones Day. Il a été directeur général du Bureau des politiques commerciales, vice-ministre des Affaires internationales et chef du cabinet du Premier ministre Yukio Hatoyama.

**Schmid, Dorothee**

Responsable du programme Turquie / Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Ses intérêts de recherche présents se concentrent sur la diplomatie turque, les nouveaux conflits du Moyen-Orient et leurs effets sur l'économie régionale.

**Seck, Aminata**

Associée au programme Enseignement supérieur en Afrique, TrustAfrica. Elle est consultante indépendante spécialisée dans les réformes de l'éducation, la formation professionnelle et la responsabilisation des jeunes en Afrique.

**Sharma, Ajay**

Ambassadeur du Royaume-Uni auprès de l'Etat du Qatar. Il a participé aux récentes négociations sur le nucléaire iranien et a été impliqué dans la réouverture de l'ambassade britannique à Téhéran en 2015.

**Shek, Daniel**

Ancien ambassadeur d'Israël en France. Depuis son départ, il est consultant indépendant et enseigne la diplomatie à l'université de Tel Aviv.

**Simon, Jean-Marc**

Ambassadeur de France et président d'Eurafrrique Stratégies SAS. Ancien ambassadeur en République Centrafricaine, au Nigeria, au Gabon puis en Côte d'Ivoire.

**Simon, Toby**

Fondateur et président de Synergia Foundation. Président du Groupe Synergia et membre de la Commission mondiale pour la gouvernance d'internet (GCIG) et membre de la Commission Trilatérale.

**Stark, Hans**

Secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) de l'Ifri. Depuis 2012, il est professeur de civilisation allemande contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne.

**Starkloff, Xavier**

Responsable adjoint du financement multilatéral pour le développement au Trésor public, en charge de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement.

**Stoian, Marius**

Président du Club România. Ancien sous-secrétaire d'Etat pour le Commerce extérieur de Roumanie. Membre de la Chatham House à Londres et de l'Aspen Institute Romania.

**Stoica, Gruia**

Président du Groupe Grampet, acteur majeur dans le domaine du transport ferroviaire et des services de logistique de l'Europe Centrale et de l'Est. Il a fondé le Groupe Grampet en 2000.

**Stril, Arthur**

Chef de bureau au sein du ministère français des Affaires sociales et de la Santé depuis 2016. Il a été expert national détaché à la Commission européenne.

**Tabet, Riad**

Président de Berit International Holding SA, Président de Batiliban-France Consortium franco-arabe pour le développement, administrateur et membre du bureau exécutif de la Chambre de commerce franco-arabe, Paris.

**Tikum, Njoya**

Conseiller régional pour les questions de corruption et de gouvernance économique auprès du PNUD Afrique. Il a rejoint le PNUD via le Leadership Development Programme (LEAD). Avant d'intégrer le PNUD, il a été avocat plaideur au Cameroun et à New York.

**Trichet, Jean-Claude**

Ancien président de la Banque centrale européenne et gouverneur honoraire de la Banque de France. Il est aussi président du Groupe des 30 et président du Conseil d'administration de l'Institut Bruegel.

**Vaïsse, Justin**

Historien français et directeur du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères. Il a notamment été directeur de recherche à la Brookings Institution.

**Valladao, Alfredo**

Professeur à l'Ecole d'affaires internationales de Sciences Po (PSIA). Président du conseil consultatif de l'association EUBrasil (Bruxelles). Il est aussi chercheur à l'OCP Policy Center (Rabat).

**Védrine, Hubert**

Fondateur de Hubert Védrine Conseil, société de conseil spécialisée en risques géopolitiques. Ancien ministre français des Affaires étrangères.

**Veret, Amalric**

PDG de Pronutri et des Laboratoires Activa et Nutrilab. Il a fait de Pronutri une entreprise à dimension internationale, et qui est ainsi devenue un des acteurs majeurs sur le marché des compléments alimentaires.

**Thierry de Montbrial**

Thierry de Montbrial est le président de l'Institut français des relations internationales qu'il a fondé en 1979. Il est professeur émérite au Conservatoire national des arts et métiers. En 2008, il a lancé la World Policy Conference. Il est membre de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France depuis 1992 et membre associé de nombreuses académies étrangères dont l'Académie des sciences de Russie. Il siège au conseil ou au conseil consultatif de plusieurs entreprises ou institutions internationales.

Thierry de Montbrial a dirigé le département de sciences économiques de l'Ecole polytechnique entre 1974 et 1992. Il a été le premier Président de la Fondation de la recherche stratégique (1993-2001). Il a mis sur pied le Centre d'analyse et de prévision du Ministère des Affaires étrangères et en a été le premier directeur (1973-1979).

Il est l'auteur de vingt livres, certains traduits en plusieurs langues. Il est Commandeur de la Légion d'honneur, Grand Officier de l'Ordre national du mérite et titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères, ainsi que de neuf doctorats honoris causa.

Thierry de Montbrial est ancien élève de l'Ecole polytechnique, docteur en économie mathématique de l'Université de Berkeley (Californie) et ancien ingénieur général au corps des Mines.

**Wang, Jisi**

Président de l'Institut des études stratégiques et internationales de l'université de Pékin et professeur à l'École des études internationales, université de Pékin. Il a été Global Scholar à l'université de Princeton (2011-2015).

**Weymuller, Bruno**

Membre de Total Professeurs Associés et du bureau du Conseil Français de l'Energie. Il a été membre du comité exécutif et directeur de la stratégie et de l'évaluation des risques de Total.

**Wi, Jung Hwan**

Rédacteur-en-chef/Knowledge desk et secrétaire général/World Knowledge Forum.

**Wozniak, Maciej**

Vice-président du conseil d'administration de Polish Oil and Gas Company (PGNiG SA). Il a été conseiller en charge de la sécurité énergétique auprès du Premier ministre (2008-2010).

**Yim, Sung-joon**

Conseiller chez Lee International IP & Law Group. Ancien président de la Korea Foundation. Il a été ambassadeur de Corée au Canada et en Egypte. Ancien vice-ministre des Affaires étrangères de la République de Corée.

**Zhu, Yan Mei**

Vice-président exécutif du Beijing Genomics Institute (BGI) et directeur du centre de développement stratégique du BGI. Ses recherches sont axées sur la gestion et les politiques en matière d'innovation.

DISCOURS D'OUVERTURE  
VERSIONS INTÉGRALES





Discours d’ouverture

## Thierry de Montbrial

Monsieur le Premier Ministre du Qatar,

Monsieur le Premier Ministre de Turquie,

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, ancien Premier Ministre de la République française,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Chers amis,

La neuvième édition de la World Policy Conference commence douze jours après l’élection du 45<sup>e</sup> Président des Etats-Unis d’Amérique. Le résultat de cette élection a stupéfié le monde. C’est que le monde, à commencer par les élites tant américaines qu’européennes aveuglées par des certitudes, n’était pas psychologiquement prêt au succès de Donald Trump. Ces élites, auxquelles participe la grande majorité des médias, commentateurs et chercheurs occidentaux, n’ont pas su interpréter les forces profondes qui pourtant depuis des années aux Etats-Unis, traversent aussi bien les Démocrates que les Républicains. Pour elles, ni Bernie Sanders, ni Donald Trump ne représentaient vraiment leur Amérique, celle de Harvard et de Washington ou même de Hollywood. Leur arrivée au pouvoir était tout simplement inconcevable. Comme la plupart d’entre nous, j’ai toujours admiré l’attachement du peuple américain à une Constitution qui en est même le signe identitaire le plus fort. Ce qui est inquiétant aujourd’hui, c’est moins le résultat de l’élection du 8 novembre que le niveau souvent dégradant de la campagne électorale qui l’a précédé. C’est aussi que le système a permis la victoire d’une personnalité sans la moindre expérience politique. C’est la possibilité que les Américains pourraient se mettre à douter de leurs institutions. On n’en est pas encore là, mais certains parlent d’une crise de la démocratie dans la première puissance mondiale.

Cette crise, seulement latente jusqu’à la défaite d’Hilary Clinton, n’est pas seulement américaine. Elle est occidentale, si l’on entend par Occident la partie du monde, principalement en Europe et en Amérique du Nord, qui a le plus été influencée par la période des Lumières et qui a engendré l’idéal de la démocratie libérale. Longtemps, la démocratie libérale a paru une condition nécessaire pour le succès à long terme du développement économique et social. Cette perception est aujourd’hui mise à mal. L’idéal de la démocratie libérale inspire de moins en moins le reste du monde depuis les échecs de la transition postsoviétique et du très mal nommé “printemps arabe“. C’est une réalité qu’il faut regarder en face. Ce n’est pas seulement une question de géopolitique. La mondialisation libérale a apporté d’immenses bénéfices partout sur la planète. Par exemple les Chinois sont les premiers à le reconnaître pour ce qui les concerne. Mais ces bénéfices ne sont pas bien répartis, et les ravages de la pauvreté ou du déracinement se sont eux aussi étendus globalement, y compris aux Etats-Unis ou en Europe. La colère contre l’explosion des inégalités, les revenus non gagnés ou la corruption, est un phénomène général qui contribue grandement à expliquer le rejet des élites. Ce n’est pas un hasard si la montée des démocraties illibérales s’accompagne fréquemment de dispositifs de lutte contre la corruption. Face à ce diagnostic à mon sens peu contestable, nous autres Occidentaux sommes moins bien placés que jamais pour donner des leçons au reste du monde, même si nous avons le droit et à mon sens le devoir de défendre nos valeurs et de corriger nos erreurs. Le risque est devenu sérieux que la dérive populiste des démocraties ne conduise à la montée des nationalismes, donc au rejet de l’Autre, et au retour d’un processus de fragmentation politique et économique du monde. L’histoire du XX<sup>e</sup> siècle doit nous mettre en garde contre les conséquences dévastatrices d’un tel processus. Ainsi me paraît-il indispensable de résister à la tentation protectionniste. L’objectif de la libéralisation des échanges doit être poursuivi, sur une base de réciprocité, et en veillant à mettre en place des politiques de compensation, conçues pour le long terme, au bénéfice des parties perdantes. Ce n’est pas seulement une question de

morale. La désintégration économique et sociale est la cause la plus fondamentale des migrations incontrôlées, des vagues de réfugiés et du terrorisme. La compensation des perdants doit aussi devenir un objectif commun fondamental pour la politique internationale. Les difficultés pour l’atteindre sont manifestement considérables. J’ajouterai, dans le même esprit, que l’intégration européenne doit se poursuivre. Il faut prendre acte du Brexit, et en tirer positivement les leçons. L’approfondissement de la construction européenne est une question fondamentale pour les Européens eux-mêmes mais aussi pour le monde entier qui souffrirait dramatiquement d’un retour en arrière, comme il souffrirait aussi d’éventuels soubresauts dans d’autres parties du monde. Je pense typiquement à la Chine. Un monde multipolaire doit reposer sur des entités régionales fortes et coopératives. Là encore, il ne faut pas oublier les leçons des tragédies du XX<sup>e</sup> siècle.

La poursuite de la construction européenne est d’autant plus importante que l’avenir de l’OTAN est ouvertement en question. Pendant la campagne électorale, le candidat Donald Trump a choqué les élites transatlantiques en la qualifiant d’organisation désuète. Pourtant dès 1991, c’est-à-dire dès la chute de l’URSS, la question de la survie de l’Alliance atlantique à la disparition des conditions qui l’avaient fait naître était posée. Quoique l’on pense des causes de la dégradation des relations des pays occidentaux avec la Russie depuis le début de l’extension militante de l’Alliance vers l’Est, il était évident que les enjeux géostratégiques avaient changé de nature pour les Etats-Unis et que tôt ou tard cela apparaîtrait au grand jour. Le candidat Trump a bousculé la petite communauté des penseurs de la stratégie otanesque en soulevant brutalement le problème. Le président Trump le traitera certainement avec davantage de retenue que dans ses discours de campagne. Mais on a peu de chances de le voir reprendre le flambeau des néoconservateurs et de pointer la Russie comme le principal fauteur de troubles sur la planète. Tous ces développements pourraient conduire à une actualisation de l’organisation de la sécurité européenne. Parmi les autres grands problèmes, je citerai encore l’Asie de l’Est, alors que le leader nord-coréen joue à des jeux de plus en plus dangereux, avec pour conséquence possible une déstabilisation majeure dans la région ; et naturellement le Moyen-Orient, dont l’avenir ne peut être refondé sur des bases solides qu’au prix d’un accord politique entre les principales puissances concernées, y compris naturellement les Etats-Unis et la Russie. Qu’il s’agisse de l’Europe au sens large, de l’Asie de l’Est ou du Moyen-Orient, seuls seront viables les accords élaborés dans le cadre du droit international, donc des Nations-Unies. C’est également dans ce cadre que se poursuivra l’apprentissage de la cogestion de la planète Terre, auquel on veut croire que le président Trump finira par adhérer. Un quart de siècle après la fin de la guerre froide, le temps n’est plus de rêver à une mondialisation naïve, à la fin de l’Histoire. Mais il faut apprendre à mieux vivre avec la mondialisation réelle, c’est-à-dire avec un degré d’interdépendance appelé à s’approfondir encore considérablement, si l’on en juge par les nouvelles vagues d’innovations technologiques qui se profilent devant nous. Comme les précédentes, ces vagues sont riches de promesses mais aussi de dangers, faute d’une gouvernance suffisamment robuste pour assurer la stabilité structurelle du système international dans son ensemble.

Pour surmonter les inéluctables épreuves à venir et maintenir un monde raisonnablement ouvert, nous devons tous le vouloir et travailler les uns avec les autres dans l’écoute et le respect. Nous devons résister à la tentation omniprésente d’exporter nos idéologies. Il est naturel que chacun défende ses intérêts domestiques. Mais chacun doit aussi, sans esprit de conquête, prendre sa part de responsabilité dans la cogestion de son environnement et, à la limite, de la planète tout entière. Mieux comprendre et faire partager cette conviction est la raison d’être de la World Policy Conference.

Le programme de cette neuvième édition de la WPC est particulièrement chargé, à l’image de la complexité de la situation internationale. Nous nous réunissons cette année dans une région où, pour des raisons autant géopolitiques que géoéconomiques, se joue en partie l’avenir à moyen terme de l’humanité. En tant que fondateur et président de la World Policy Conference, je remercie l’Etat du Qatar d’avoir manifesté son intérêt pour notre action en étant notre partenaire pour cette manifestation. Je voudrais la placer, avec votre concours à tous, sous le signe de l’Espérance.



Discours d’ouverture

## Sheikh Abdullah bin Naser bin Khalifa Al-Thani,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Chers participants,

Je suis heureux de vous saluer et de vous souhaiter la bienvenue à Doha, en vue de la participation au neuvième Congrès des politiques mondiales. Il m’agrée également de remercier l’Institut français des relations internationales et toutes les personnes en charge de l’organisation de ce Congrès. Sans doute, sommes-nous tous conscients de ce que notre monde contemporain traverse une phase remplie de graves défis posés à la sécurité, à la stabilité et au développement durable, alors que le système mondial accuse toujours un déséquilibre, souffrant du “deux poids deux mesures” dans la manière d’aborder les problèmes des peuples. En dépit de cela, nous devons nous efforcer, autant qu’il est possible de ce faire, de tirer profit des progrès réalisés dans le domaine des sciences et d’investir ce que produit l’humanité dans tous les aspects de la vie et qui fait que nul Etat ne peut plus s’isoler et s’exclure de l’environnement international. C’est de là que ressort l’importance de la coopération internationale, de la coordination et du vrai partenariat entre les Etats, aux niveaux régional et international, ainsi qu’entre les gouvernements, les peuples et les organisations de la société civile.

Chers participants,

Assurer la stabilité et la sécurité collective exigent des acteurs de la communauté internationale et, particulièrement, du Conseil de sécurité, qu’ils s’engagent en faveur de la légalité internationale et assument la responsabilité morale et juridique de concrétiser la volonté des peuples et leurs aspirations légitimes à la stabilité, à la sécurité, à la liberté et au changement. Pour la région du Moyen-Orient, le plus grand défi subsiste en ce que le processus de paix entre les Palestiniens et Israël rencontre de difficultés et d’obstacles rendant ardue, voire impossible, l’instauration de la paix et de la stabilité souhaitées, à moins qu’Israël ne s’engage pleinement en faveur des fondements et des principes du processus de paix, conformément à la solution des deux Etats convenue par la communauté internationale, sur la base des résolutions internationales. L’absence d’une solution juste et globale de la question palestinienne fait peser une menace sur toutes les tentatives d’assurer et de consolider la stabilité et la sécurité dans la région du Moyen-Orient, voire dans le monde. Dans ce contexte, la catastrophe humaine dont souffre le peuple frère de Syrie du fait du régime actuel, ne cesse de produire ses effets désastreux sur l’ensemble de la situation dans la région du Moyen-Orient, menaçant l’unité de la Syrie, territoire et peuple.

A méditer la gravité des violations du droit international humain par le régime syrien, dans les villes, villages et quartiers du pays, l’on reste désemparé devant l’immense écart entre leur ampleur et l’attitude de la communauté internationale; et il ne fait guère de doute que la persistance de cette crise exige désormais de la communauté internationale et, particulièrement, du Conseil de sécurité et maintenant plus que jamais, qu’ils assument leur responsabilité juridique et humaine, en imposant l’application des résolutions du Conseil portant cessez-le-feu, pour protéger le peuple syrien des tueries et de l’exode. Parler de la Syrie nous oblige, bien naturellement, à évoquer une crise humanitaire qui impose à tous les Etats du monde de redoubler d’efforts pour y faire face; crise que représentent les réfugiés et les déplacés syriens. Nous affirmons ici que la communauté internationale et, particulièrement, les Nations Unies, se doivent d’adopter une perspective globale pour le règlement les conflits, commençant par la prévention au moyen de la médiation visant à ce que les litiges ne dégénèrent pas en conflits, continuant par la phase de gestion des conflits et d’aboutissement à un règlement basé sur des accords de paix globaux et finissant par la phase de permanence de la paix et de la stabilité.

Mesdames et Messieurs,

Le phénomène du terrorisme représente désormais une grave menace qui pèse sur la stabilité dans la région du Moyen-Orient et dans le monde, dans tous les domaines, économique, politique, social, sécuritaire et celui du développement. En ce qui concerne le combat contre le terrorisme, il ne doit pas se limiter aux aspects sécuritaires, malgré leur extrême importance, mais revêtir la forme d’une confrontation collective sur les plans national, régional et international et englober les volets culturel, intellectuel, idéologique, économique, social et médiatique. Dans ce contexte, nous réalisons tous combien nous devons mettre à profiter les énergies de la jeunesse, avenir des peuples et des nations, cela ne pouvant se faire d’une manière optimale que par sa protection et la concrétisation de ses espoirs et de ses ambitions; ce qui exige de prendre les mesures nécessaires à la mise en œuvre de tous les moyens adéquats pour faire face à leurs problèmes, afin qu’ils ne deviennent pas une proie facile pour les groupes terroristes.

Mesdames et messieurs,

Chers invités,

Le monde est toujours à la recherche de possibilités de stimuler la croissance économique et d’en améliorer les taux, en tant qu’accès important à la justice sociale et la stabilité à laquelle les peuples aspirent. Dans ce cadre, il convient de relever les défis de la croissance et d’en surmonter les risques et les effets négatifs sur la stabilité politique et sociale, en particulier dans les Etats les moins développés; ce qui exige de la communauté internationale qu’elle soutienne les efforts de ces Etats tendant à atteindre leurs objectifs en matière de développement économique et social et dans d’autres domaines, en respectant les obligations internationales liées aux aides au développement sous toutes leurs formes, donnant ainsi à leurs peuples l’espoir de réaliser le développement durable souhaité et consolidant les efforts pour assurer la stabilité dans le monde. Dans ce contexte, le Qatar n’a ménagé aucun effort pour fournir les aides au développement et respecter ses obligations internationales y afférentes, à nombre de régions de par le monde. Je signale ici que le Qatar a accompli de grandes réalisations pour ce qui est d’assurer le développement durable, conformément aux rapports internationaux et régionaux, notamment dans de nombreux domaines tels que l’éducation, la santé, le travail, le renforcement du rôle de la jeunesse, la promotion et la protection des droits de l’homme et la réalisation de taux de croissance économique remarquables au cours des dernières années; et ce, grâce à la sage direction de mon souverain, son Altesse Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani, Prince du Qatar et son souci de réaliser les aspirations du peuple qatari dans tous les domaines. Aussi, poursuivrons-nous, à Qatar, le développement permanent et la croissance globale, maintenant cette approche avec une volonté constante, pour assurer bien-être, prospérité et développement durable au peuple qatari, à travers la Vision 2030 et les plans stratégiques y afférents, afin d’asseoir un Etat moderne fondé sur la justice, la souveraineté de la loi et l’ouverture dans les relations extérieures, sur des principes et des fondements solides, les plus importants en étant le respect mutuel et les intérêts communs, conformément aux règles de la légalité internationale, l’interactivité entre les peuples, les cultures et les civilisations, le respect des droits de l’homme et l’attachement à la nécessité de régler les litiges par les voies pacifiques et de renoncer au recours à la force et aux autres moyens de pression.

Mesdames et Messieurs,

Chers invités,

Nous réalisons l’importance des questions et des thématiques traitées par ce Congrès, eu égard aux changements politiques que connaît le monde, notamment l’Union européenne, actuellement. C’est pourquoi nous consacrerons la plus grande attention aux résultats de vos discussions, pour atteindre l’objectif attendu de ce Congrès et promouvoir les efforts visant à assurer la sécurité, la stabilité et le développement durable dans le monde.En conclusion, soyez encore les bienvenus à Doha; et puisse ce Congrès être couronné de succès.

Que la paix soit sur vous, ainsi que la miséricorde et les bénédictions de Dieu.



Discours d’ouverture

## Jean-Marc Ayrault

Excellence,

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d’être aujourd’hui parmi vous, à Doha, et d’avoir l’occasion de vous faire part de mes réflexions sur les perspectives du Moyen-Orient, cette région qui concentre, aujourd’hui plus que jamais, la plupart des grands défis auxquels l’ensemble de la communauté internationale fait face. Je rends hommage à l’Institut Français des Relations internationales pour l’organisation de cette World Policy Conference, qui est devenue en quelques années un rendez-vous important et un moment de promotion d’un monde de dialogue et d’échanges. J’exprime tout particulièrement ma gratitude à Thierry de Montbrial, son président. Il y a maintenant presque un mois s’est éteint son Altesse Cheikh Khalifa bin Hamad Al-Thani, qui a tant contribué à l’amitié franco-qatarienne. Permettez-moi d’honorer sa mémoire et de vous dire que la France partage la tristesse du peuple qatarien. Le Qatar et la France sont confrontés, comme la communauté internationale, à un monde incertain.

Un monde incertain parce que, de plus en plus, les enjeux relèvent d’une logique planétaire où rien n’est possible sans l’action de tous. C’est particulièrement le cas pour la préservation de l’environnement. Un monde incertain, parce que l’efficacité de chacun dépend de l’action collective : c’est l’interdépendance. Je pense à l’économie, au commerce international, aux enjeux de sécurité. Un monde incertain, parce que la volonté de quelques Etats de s’affirmer sur la scène internationale ou de renouer avec l’expression d’une puissance passée remet en cause des équilibres qui avaient un peu vite été considérés comme acquis. Un monde incertain, enfin, parce que soumis à la menace globale d’un terrorisme qui se joue des frontières et impose une guerre nouvelle, qui frappe nos Etats et nos sociétés en leur cœur, en combinant l’idéologie la plus rétrograde et les méthodes les plus barbares aux technologies les plus modernes. La France, vous le savez, a été frappée à plusieurs reprises et encore le 14 juillet dernier, le jour de sa fête nationale, par des attentats meurtriers. Nous n’oublierons pas l’élan exceptionnel de solidarité venu du monde entier, les rassemblements populaires, les monuments illuminés aux couleurs du drapeau français – comme au Qatar –, les nombreux dirigeants exprimant leur solidarité. Mon peuple a été extrêmement sensible à ces témoignages et j’exprime ma gratitude, depuis Doha, au cœur de ce monde arabe qui paie, de très loin, le plus lourd tribut au terrorisme de Daech.

Car la France n’est bien sûr pas la seule à être frappée. Le terrorisme a touché New York, Boston, San Bernardino ou Orlando. Il a fait des ravages à Paris, Nice, Bruxelles, mais aussi à Istanbul, Kaboul, Bagdad, Dacca, Syrte, Tunis, Bamako, Niamey, Tel Aviv, Ouagadougou ou Abidjan. Cette liste macabre n’est pas exhaustive, même si elle est déjà longue, beaucoup trop longue. Nous en connaissons tout le paradoxe : la majorité des victimes de ces terroristes, qui se revendiquent de l’islam, sont des musulmans. Cette menace, elle est mondiale. Notre réponse doit l’être tout autant : la France et le Qatar et, avec eux, l’Europe et les pays du Golfe ont, ensemble, un rôle essentiel à jouer dans ce combat. Face aux désordres du monde, la seule réponse consiste à unir nos forces, à faire preuve de solidarité et à trouver des solutions collectives à des problèmes communs. Nous devons continuer à agir. Agir sans relâche. Agir en restant fidèles à nos principes. Ne jamais nous résigner. C’est la conviction de la France. Pour cela, nous avons besoin d’un partenaire américain ouvert au monde, pleinement engagé, jouant la carte de la coopération avec ses alliés et celle du multilatéralisme, sans lequel il est illusoire de penser répondre aux enjeux globaux auxquels nous sommes tous confrontés. J’ai cité la lutte contre le terrorisme, mais il y en a tant d’autres : le dérèglement climatique, la gestion des flux migratoires, la sécurité collective, le développement durable. Nous travaillerons avec le futur Président américain parce que les Etats-Unis sont un pays ami de la France et parce que notre coopération est indispensable. C’est la raison pour laquelle le Président de la République a tenu, dès les premières heures, à établir un dialogue avec Donald Trump. Pour faire en sorte que les doutes nés d’une campagne électorale trop polémique soient rapidement levés. Pour favoriser, malgré certaines divergences, une coopération solide avec la nouvelle administration. Il n’y a pas de temps à perdre et je me réjouis, qu’à l’occasion de son entretien avec François Hollande, Donald Trump ait affiché une volonté claire de travailler avec la France. Ce qu’il faut à tout prix éviter, c’est l’aventure

isolationniste, l’unilatéralisme ou une forme de rupture avec ce qui constitue, en fin de compte, un Etat de droit international. Partout surgissent les nationalismes, qui, à force de glissements progressifs et incontrôlés, pourraient aboutir à des chocs brutaux dont l’histoire nous a enseigné les dangers et les conséquences dévastatrices. Plus que tout autre continent, l’Europe peut en témoigner.

Pour l’Europe, qui demeure, ne l’oublions pas, la première puissance économique au monde, cette incertitude qui accompagne l’arrivée d’une nouvelle administration américaine est un encouragement à prendre encore plus son destin en main. C’est ce que la France souhaite lorsqu’elle plaide pour des avancées dans le domaine de la politique européenne de défense et de sécurité. C’est également son objectif lorsqu’elle est à l’initiative pour que l’Union renforce le contrôle de ses frontières extérieures. Les lignes bougent, comme en témoignent les décisions récentes des ministres européens des Affaires étrangères et de la défense sur la question de la défense européenne. Ensemble, sur la scène internationale, nous ne sommes pas démunis. Nous ne sommes pas impuissants. L’accord de Paris sur le climat en est l’illustration : lorsqu’il s’agit de répondre aux grands défis universels, nous sommes capables de trouver des solutions responsables. La COP 22 qui s’est achevée vendredi à Marrakech, sous la présidence avisée du Maroc, permet d’engager résolument la mise en œuvre de ce cadre global pour la lutte contre les dérèglements climatiques. C’est avant tout une chance : la chance de transformer nos économies vers un modèle sobre en carbone, la chance de promouvoir l’innovation, la chance de favoriser des comportements plus responsables et plus solidaires au sein de nos sociétés, la chance d’offrir un monde meilleur aux générations futures. Ce succès nous incite à prendre conscience du besoin de solidarité dans la réponse aux enjeux communs : je pense évidemment à la gestion des flux migratoires et à la lutte contre le terrorisme, mais aussi au développement, à l’éducation, aux droits fondamentaux, à la promotion de l’égalité entre les femmes et les hommes. Nous avons aussi été capables d’arrêter la course de l’Iran vers l’arme nucléaire en alliant nos forces pour qu’un accord équilibré soit trouvé. Il est essentiel de mettre en œuvre les engagements pris de part et d’autre et d’encourager l’Iran à devenir un acteur responsable dans la région.

Le monde dans lequel nous vivons appelle un nouveau regard. Alors que certains évoquent le retour de la guerre froide, je pense au contraire que le temps des superpuissances est révolu : elles ne peuvent plus faire de notre monde leur terrain de jeu ; elles ne peuvent plus dessiner et redessiner, à leur guise, les frontières, notamment ici au Moyen-Orient. L’avenir de nos sociétés ne se décidera pas sans elles. Nous ne devons pas attendre un hypothétique Yalta ou un nouveau Sykes Picot, qui serait imposé aux populations arabes et à leurs dirigeants. Une telle méthode n’est aujourd’hui plus possible. La réalité, c’est que la France, l’Europe et le monde arabe sont intimement liés. Et progressivement, cette réalité s’impose à nous : elle découle de cet espace partagé, ouvert, un espace d’échanges sillonné par les hommes et dans lequel s’est forgée, en dépit des vicissitudes de l’Histoire, une communauté de destin. Cette communauté de destin s’incarne en particulier dans la relation que la France entretient, depuis toujours, avec le monde arabe. C’est une relation ancienne, multiple, complexe, que l’on ne peut réduire, comme certains voudraient le faire, à ses seuls volets économique et militaire. Cette vision est erronée et ne rend pas justice à la profondeur de nos liens, ni à la richesse de notre histoire commune.

Daech voudrait faire de la France l’ennemie du monde musulman. Ce discours vise bien évidemment à nous séparer. Le terrorisme aveugle promu par cette organisation et les réactions populistes qu’il attise n’ont qu’un but : nous entraîner sur le terrain de l’affrontement des civilisations, dans un manichéisme dévastateur qui voudrait opposer de manière inéluctable l’Orient et l’Occident. La France refuse cette opposition aussi factice que fatale : elle connaît notre histoire commune et sait qu’elle constitue un socle solide sur lequel il est possible de bâtir ensemble. Dans moins de deux semaines, se tiendra à Abou Dhabi la Conférence sur la préservation du patrimoine culturel en péril. Voilà une illustration concrète de cette communauté de destin. Voilà une preuve de notre capacité à relever les défis et à conjurer les menaces de ce siècle. Ma conviction, c’est qu’il est possible et nécessaire de construire une relation confiante entre l’Orient et l’Occident. C’est notre responsabilité commune. La France et le monde arabe ont une voix à faire entendre et une expérience à partager. Forts du chemin parcouru ensemble, il leur appartient d’orienter résolument leur partenariat vers l’avenir. Je pense naturellement à la jeunesse. Le monde arabe connaît une vitalité exceptionnelle. Ses jeunes sont nombreux et aspirent à un avenir meilleur. Notre premier devoir est de leur faire confiance et de leur permettre de réaliser leurs projets. En 2011, la jeunesse arabe a fait entendre sa voix. Son message était clair. Nous ne l’avons pas oublié. L’émancipation des peuples est une source



d’énergie considérable, une force et une promesse pour l’avenir. Voilà pourquoi, avec les autorités qatariennes, nous avons décidé d’apporter tout notre appui au gouvernement tunisien. Le succès de la Tunisie démocratique est le plus beau message d’espoir qui puisse être adressé aux jeunes de cette région. Ce succès passe par une reprise économique qui donnera à chacun ses chances, sa dignité, son avenir. Car c’est bien dans cette jeunesse qu’il faut investir, investir massivement dans la connaissance et la culture, dans la transition énergétique, dans la diversification et la modernisation économiques. C’est ainsi que le monde arabe pourra assurer son avenir. Les exemples ne manquent pas : des programmes « Vision 2030 » mis en œuvre au Qatar et en Arabie saoudite, au modèle de ville durable à Masdar aux Emirats arabes unis ou au programme Tanfiz en Oman. Tous ces projets – et tant d’autres – sont la preuve éclatante de ce que le monde arabe et le Golfe, en particulier, ne manquent pas d’ambition. La France se tient à vos côtés et est prête à contribuer à votre réussite. Elle est prête à inscrire sa coopération dans le cadre de cette nouvelle approche que vos pays développent, avec chaque fois la volonté de se doter d’une industrie locale et d’infrastructures efficaces et modernes, de favoriser l’accès de la jeunesse au marché du travail.

Excellence,

Mesdames et Messieurs,

L’ambition du Qatar et des autres pays du Golfe ne doit pas nous faire oublier les tensions qui traversent la région. Les drames qui secouent la Libye, la Syrie, le Yémen, l’Irak, les différences entre Islam chiite et Islam sunnite que les radicaux de tous bords souhaitent ériger en une véritable fracture : ces crises ébranlent le Moyen-Orient et freinent son développement et son intégration économique.

Membre permanent du Conseil de Sécurité, la France s’engage et assume ses responsabilités, avec deux convictions fortes : la première est qu’il n’y a pas de contradiction entre la lutte contre le terrorisme et le respect des droits de l’Homme. Les groupes terroristes prétendent abolir les frontières et souhaitent imposer partout leur logique totalitaire et destructrice. A cet universalisme de la terreur, la réponse de la France, c’est celle de l’universalisme des droits de l’homme et des libertés fondamentales. La lutte contre les discriminations et les inégalités, la promotion des droits civils, politiques et sociaux, de l’égalité entre les femmes et les hommes, l’affirmation de la liberté de conscience et d’expression, sont nos meilleures armes contre l’idéologie obscurantiste et mortifère que prônent Daech, Al Qaeda, Boko Haram et leurs avatars. C’est vrai en France, en Europe, dans le monde arabe et partout où ces mouvements nous ont déclaré la guerre. La seconde conviction est qu’il existe un point commun à toutes ces crises : aucune ne pourra être réglée par la seule option militaire ; toutes appellent une solution politique qui ne peut résulter que de la négociation. Le dialogue, la diplomatie, la confrontation des idées : c’est ainsi que nous sortirons des impasses dans lesquelles la logique de la force nous a bien souvent conduits et que nous ouvrirons des perspectives de paix réelles et crédibles. Nous assistons en Syrie à la plus grande catastrophe humanitaire de notre temps. Le peuple syrien est pris en étau, supplicié d’un côté par un régime barbare, acculé de l’autre par des groupes terroristes dénués de tout scrupule et de toute conscience humaine. Depuis 2011, le conflit a provoqué la mort de plus de 300 000 personnes. La moitié de la population est réfugiée ou déplacée.

Cet enchaînement tragique se déroule à nos portes. C’est un cercle vicieux que les soutiens de Damas nourrissent en connaissance de cause pour amener la Syrie à un face-à-face morbide entre deux impasses : celle du régime et celle du terrorisme. Ni le régime d’Assad, ni Daech, ni Al-Nosra ne respectent les principes les plus élémentaires du droit international humanitaire et des droits de l’Homme. Certains prétendent qu’il n’y aurait, au fond, qu’à choisir entre deux maux le moindre. Confier au régime de Bachar Al Assad la tâche de nous débarrasser de Daech. Nous savons que rien n’est plus faux que cette logique délétère consistant à exonérer de leurs crimes ceux-là même qui attisent par leur barbarie d’Etat la barbarie terroriste. Cette erreur est une erreur non seulement morale, mais aussi stratégique. J’invite à ne pas commettre cette erreur. La France a proposé des solutions qui s’inscrivent dans le cadre fixé par les décisions du conseil de sécurité. La résolution que nous avons portée pour mettre fin au martyre d’Alep n’a été bloquée que par le seul veto russe. Chacun doit désormais prendre ses responsabilités. Nous devons faire plus par maintenant une alternative au pouvoir sanguinaire de Bachar Al Assad. La France continuera d’œuvrer pour que le peuple syrien puisse enfin vivre en paix. Elle continuera à tenir ce langage de vérité à ses alliés, à résister à la tentation de baisser les bras et de détourner le regard.

Le retour de la paix en Irak est également capital. La reprise de Mossoul, puis de Raqqa, des mains de Daech privera bientôt, je l’espère, ce pseudo-Etat de son assise territoriale d’où il a distillé, en Irak, en Syrie et jusqu’en Europe, le poison de son obscurantisme et sa folie meurtrière. Mais cette victoire devra nécessairement être suivie d’une réconciliation plus large. Les fractures attisées au Moyen-Orient ne reposent sur aucune base idéologique ou religieuse et sont instrumentalisées. Beaucoup, dans la région et à l’extérieur, sont tentés par l’amalgame et la simplification. Mais la peur est mauvaise conseillère. Nos efforts doivent tendre vers la réparation du lien entre les communautés. Nous croyons que cela signifie quelque chose en Irak d’être irakien, en Syrie d’être syrien, au Qatar d’être qatarien. La remise en cause des frontières est un jeu dangereux : quelle alternative offre-t-elle aux citoyens arabes, sinon l’effritement du lien social, la promotion de logiques identitaires, ethniques, religieuses, toutes réductrices, toutes destructrices et qui aboutissent, en fin de compte, à la guerre de chacun contre tous ? Les territoires libérés de Daech doivent être des exemples de coexistence pacifique et de gouvernance respectueuse de la diversité. Car j’en suis sûr, les musulmans, les chrétiens, les juifs, les minorités ethniques et religieuses, quelles qu’elles soient, peuvent vivre ensemble dans un Moyen-Orient en paix, comme elles l’ont fait par le passé. La gestion de l’après-Daech doit permettre de traiter le mal à la racine, en asséchant le terrain sur lequel ce monstre a pu prospérer.

Je n’oublie pas le conflit yéménite, qui a, jusqu’à présent, fait plus de 7 000 morts et 37 000 blessés. Ce sont 21 millions de personnes qui ont besoin d’une assistance médicale et 3 millions d’une aide alimentaire immédiate. La France est très préoccupée par les récents développements sur le terrain. Elle condamne les attaques contre le territoire saoudien, qui menacent la stabilité régionale. Tandis que les violences se poursuivent et que la situation humanitaire se détériore, il est urgent que les parties parviennent à s’entendre sur une sortie de crise. Il est urgent qu’elles cessent leurs attaques contre des civils et contre d’autres Etats. Seule une solution politique, celle que portent aujourd’hui les Nations unies, mettra fin au conflit. La stabilité de la région, la paix et la sécurité passent aussi par un règlement juste et durable du conflit israélo-palestinien. Nous le savons : le statu quo actuel est un leurre. Sur le terrain, la situation se dégrade de jour en jour. La poursuite de la colonisation et l’absence de toute perspective politique rongent les espoirs des deux peuples. Elle nourrit les frustrations qu’exploitent ceux qui, dans les deux camps, veulent enterrer la solution des deux Etats. Nous ne voulons pas nous résigner. Nous allons donc poursuivre nos efforts et l’initiative que nous avons lancée le 3 juin dernier. Notre constat est inchangé, tout comme notre objectif : l’organisation d’une conférence internationale, qui doit permettre d’envoyer un message en faveur de la paix, de réaffirmer l’attachement collectif à la solution des deux Etats et de montrer ce qu’elle apporterait aux Israéliens comme aux Palestiniens. Notre démarche n’est pas unilatérale. Elle n’est pas guidée par l’ingérence. Elle est au contraire collective, lucide et déterminée. L’enjeu est essentiel, d’abord pour Israël et la Palestine, mais aussi dans toute la région et au-delà.

Excellence,

Mesdames et Messieurs,

Les chefs d’œuvre de la civilisation islamique, de Cordoue à Samarcande, ces chefs d’œuvre que l’on peut admirer ici, au musée d’art islamique de Doha, montrent tout ce que le monde arabe a apporté à l’humanité. Ce qui frappe l’esprit, c’est que ces chefs d’œuvre nous sent familiers. Ils nous parlent et nous touchent, nous Européens, car ils sont aussi une part de notre histoire. Ils sont le symbole de cette communauté de destin que je viens d’évoquer. Ce qui se joue aujourd’hui en Syrie, en Irak, au Yémen, en Libye, ces spasmes qui secouent le Moyen-Orient, sont sans doute le plus grand défi auquel nous ayons été confrontés, au cours de notre longue histoire commune. De la réponse que nous apporterons à ces crises sans précédent dépendra bien sûr l’avenir de cette région et l’avenir de l’Europe. Mais le défi dépasse largement nos frontières : il touche la communauté internationale dans son ensemble car il met à l’épreuve notre responsabilité et notre capacité à agir collectivement. Aux prophètes de malheur, à ceux qui ne croient qu’à la force, la France oppose une autre conviction, qu’elle porte sans relâche : il n’y a pas de fatalité au Moyen-Orient. La guerre n’est pas inéluctable, pas plus que l’instrumentalisation des conflits par ceux qui voudraient faire de cette région le terrain de leurs rivalités. Notre responsabilité, c’est de tout faire pour démontrer qu’il existe une voie de paix, celle qui oppose aux forces d’oppression et de destruction la force du dialogue, de la négociation et de la réconciliation.



Discours d'ouverture

**Ahmet Davutoglu**

Chers participants, Vos Excellences, collègues, Mesdames et Messieurs, j'aimerais remercier le gouvernement qatari et son Eminence l'Emir pour l'organisation de cette conférence. Je remercie également mes collègues qataris et l'IFRI et mon cher collègue Thierry pour cette réunion très opportune. Je vois ici de nombreux visages familiers d'anciens collègues. Nous discutons d'une question essentielle, la gouvernance mondiale. En fait, aujourd'hui, partout dans le monde, pas seulement à Doha et Paris, mais dans toutes les capitales, il y a des rencontres, afin de comprendre où vont les choses et vers quoi nous nous dirigeons. Cette question aujourd'hui, en particulier le titre de gouvernance mondiale, est importante. La question est claire. Nous dirigeons-nous vers la gouvernance mondiale ou vers le désordre mondial ? Si vous visitez ces capitales, vous verrez que l'inquiétude est omniprésente. Quel sera le futur des systèmes internationaux ? Quel sera le futur de l'UE ? Quelle va être la politique du président américain Donald Trump ? Quel va être le futur du Moyen Orient ? Si vous me demandiez quel serait le concept essentiel derrière ces inquiétudes, je dirais que c'est l'imprévisibilité. Aujourd'hui, l'imprévisibilité est partout. Personne ne peut voir ce qui va arriver. Nous n'avons pas besoin de nous projeter dans dix ans, l'année prochaine suffit, 2017, qui va être une année d'élections en Europe. Il va y avoir de nombreuses questions, dont la Syrie. J'aimerais dire quelque chose brièvement, simplement pour générer certaines questions dans nos esprits et stimuler la discussion dans les sessions futures.

La question est : nous dirigeons-nous vers la gouvernance mondiale ? Le 19<sup>e</sup> siècle fut un siècle d'équilibre des pouvoirs. Le 20<sup>e</sup> siècle fut un siècle d'ordre international, quand la Ligue Nationale et les Nations Unies ont été fondées. L'espoir des années 1990 était que l'avenir des systèmes internationaux serait la gouvernance mondiale. La différence entre la gouvernance mondiale et l'ordre international est que l'international est fondé sur les États en tant qu'unités et que l'ordre est le dialogue et les relations entre les nations. La gouvernance mondiale est plus interactive, plus fondée sur le dialogue et plus transnationale. En ce sens, ce n'est pas seulement un dialogue entre les nations, mais un dialogue en tant qu'êtres humains, avec un système interactif, interconnecté créant un ordre international. Après la Guerre Froide, il y avait de l'espoir, exprimé dans l'histoire et les nombreuses terminologies comme le nouvel ordre mondial et la gouvernance mondiale. À présent, c'est comme si nous retournions à l'équilibre des puissances plutôt que d'un ordre international vers la gouvernance mondiale. Dans les capitales de tous les États, les pays parlent de leurs propres intérêts nationaux et comment se défendre contre l'imprévisibilité et l'insécurité du système international, plutôt que de parler des valeurs. Afin de relever ce défi, nous devons nous poser la question suivante : avons-nous un ensemble de règles, de valeurs qui, quel que soit le contexte ethnique ou religieux, sont respectées par tous ? Malheureusement, c'est difficile à dire. Nous savons que dans l'histoire, après la Guerre de Trente Ans, nous avons eu la Conférence de Westphalie. Après les guerres napoléoniennes, nous avons eu le Congrès de Vienne. Après la Première Guerre Mondiale, nous avons eu la Ligue des Nations, et après la Seconde Guerre Mondiale, les Nations Unies. Cependant, que s'est-il passé après la Guerre Froide, qui était également une guerre mondiale ? Laissez-moi vous donner un exemple frappant de cette imprévisibilité et cette absence de valeurs. Aujourd'hui, Son Excellence, notre cher collègue, le Ministre des Affaires Étrangères français, ont mentionné la situation à Alep. Oui, nous avons des visions différentes d'Alep aux États-Unis, en Russie, en Turquie, en Iran, en Arabie Saoudite, dans l'Union Européenne et en France. Cependant, nous devrions au moins être d'accord sur deux principes parce ces principes sont valables pour tout le monde et forment la base du droit international. Le premier est d'agir ensemble contre les crimes de guerre et le deuxième, de garantir l'accès humanitaire pour tout le monde. Pourquoi ne respectons-nous pas ces deux principes fondamentaux même si nous avons des différences d'opinion sur le futur de la Syrie ? Malheureusement, aujourd'hui il n'y a pas de couloir humanitaire vers Alep et il n'y a aucun respect du droit international concernant les crimes de guerre. Des châtements collectifs sont perpétrés en Syrie et personnes n'en parle dans les forums internationaux car chacun a des intérêts différents dans cette situation. Trois facteurs expliquent cette imprévisibilité et cette absence de gouvernance mondiale. Le premier est le facteur psychologique et politico-culturel je dirais, qui est la propagation des politiques extrémistes et exclusivistes. Concernant le terrorisme, nous sommes tous d'accord que nous devons combattre DAESH ou EI, Boko Haram, Al-Shabaab et tous les types de terrorisme. Cependant, dans le même temps, nous devons agir ensemble contre les politiques impliquant une approche exclusiviste. Il y a partout de nos jours une montée de l'islamophobie et de la xénophobie. Il y a une montée d'autocratie populiste qui exclue les autres. Nous devons avoir une approche commune contre le terrorisme partout car c'est une grande menace contre nous, comme cela a été le cas à Paris.

J'étais là-bas, aux côtés des dirigeants d'Europe et du monde rassemblés contre les attaques terroristes à Paris. À Istanbul, à Bruxelles, à New York et partout, nous devons être ensemble. Cependant, dans le même temps, nous devons défendre les politiques inclusives partout contre l'approche exclusiviste. Concernant la rhétorique politique pendant la campagne électorale pour la présidence américaine, nous étions tous très inquiets concernant cette politique d'exclusion. On observe la montée de l'extrême droite en Europe également. Cette imprévisibilité est une énorme menace, qui mène à des politiques exclusivistes. Il y a l'approche d'Ibn Khaldoun pour l'asabiyya. Chacun agit en fonction de son propre clan ou tribu, adoptant une approche isolationniste. Le deuxième facteur est la crise économique. Nous devons admettre que de 2008 à aujourd'hui, il y a eu une crise économique sans précédent dans l'histoire de l'humanité. J'ai participé à plusieurs réunions du G20 et malgré tous les efforts et déclarations communs, aujourd'hui, nous avons toujours un problème de récession. Nous avons un problème de déclin de productivité. Nous avons un problème de montée du chômage, qui mène à plusieurs crises dont le Printemps Arabe. Nous ne devrions pas oublier qu'un garçon tunisien, Bouazizi, s'est immolé par le feu à cause du chômage : c'est ce qui a démarré le Printemps Arabe. Cela pourrait entraîner de nouvelles vagues de réactions.

Le troisième facteur est l'absence de dialogue entre les acteurs mondiaux. Aujourd'hui, l'UE ne parle pas des problèmes mondiaux mais de ce que sera le futur de l'UE après le Brexit. L'opinion publique américaine ne se concentre pas sur les affaires mondiales mais plutôt sur ce que sera la politique du nouveau président. La Russie poursuit une politique étrangère très affirmative mais elle manque de progrès économique. Il y a une crise économique là-bas. La Chine est face aux limites de la croissance nationale. Les puissances régionales dans notre région et en occident parlent plus de survie nationale que de destin commun régional. Pour faire court, nous sommes face à un gros problème d'imprévisibilité et de causes d'inquiétude, fondé sur l'absence de gouvernance globale, l'absence de compréhension commune et la montée de l'extrémisme. Il y a une crise économique et une absence, ou une incapacité, de dialogue des acteurs mondiaux. Quelle est la solution ? Dans ma conclusion, ma suggestion est une solution où le concept essentiel est l'inclusion, plus de dialogue et un plus grand sens de destin commun. Nous ne devrions pas oublier que dans les années 1930, il y avait une crise économique, il y avait des politiques extrémistes et une approche isolationniste. Il y avait une montée des autocraties populistes partout en Europe et cela a fini par la Seconde Guerre Mondiale. Nous espérons que la fin de ce désordre ne sera pas une troisième guerre mondiale mais cela dépend de nos efforts. Les efforts des hommes d'états, les efforts des instituts de recherche comme l'IFRI ou les efforts des académiciens, chercheurs et décideurs partout.

Aujourd'hui, nous avons besoin d'inclusion. Nous avons besoin d'une réforme des Nations Unies fondée sur l'inclusion et un nouveau système économique mondial fait d'interdépendance et d'inclusion. Nous avons besoin d'une compréhension commune, d'un dialogue des civilisations, partout, pour combattre les politiques extrémistes, isolationnistes et excluantes. Nous avons besoin d'un dialogue réel et sincère parmi les acteurs mondiaux. J'espère que ce forum, aujourd'hui, la World Policy Conference, sera un atout pour établir un tel dialogue entre nous. J'espère que le futur sera un futur de gouvernance globale plutôt qu'un futur d'équilibre des pouvoirs basé sur des intérêts nationaux égoïstes plutôt que le destin commun de l'humanité.



##### Roumanie - OraNoua, 06/12/2017

Club România a participat pentru al patrulea an consecutiv la World Policy Conference, una dintre cele mai importante conferințe internaționale dedicată problemelor guvernanței globale, care s-a desfășurat în perioada 20-22 noiembrie, la Doha, Qatar. În acest an, pe agenda întâlnirii, la care au participat înalți reprezentanți de stat și de guvern, ambasadori, personalități din mediul cultural și universitar internațional, lideri din zona de business și financiar-economică, societate civilă și mass-media, s-au aflat teme precum: „Europa după Brexit”, „Rolul european și internațional al Turciei”, „Schimbările tehnologice și noul contract social”, „Uniunea Europeană-ce urmează?”, „Lumea după alegerile americane”, „Spațiul-marea aventură tehnologică”, Combaterea Terorismului, Noile schimbari in economia globala, Criza hidrocarburilor,.

##### Senegal - Xibaaru, 22/11/2016

La « World Policy Conference », un rendez-vous annuel initié, depuis 9 ans par Thierry de Montbrial, Président de l'IFRI, réunit des experts de haut niveau et des membres d'instituts académiques et des leaders de Think Tank de référence de tous les continents pour faire le point sur l'état du monde et proposer des perspectives. Dr. Gadio, seul panéliste originaire de l'Afrique sub-saharienne, a séduit les participants, selon un communiqué parvenu à notre rédaction, par une analyse et des propositions loin de la langue de bois et appelant sans ambages à une rupture paradigmatique urgente sur les questions de sécurité et de développement en Afrique.

#### Chine

北京大学国际战略研究院, 25/11/2016

由法国国际问题研究所（IFRI）举办的第九届世界政策大会（The 9th Edition of the World Policy Conference）在卡塔尔首都多哈举行，北京大学国际战略研究院院长王缉思出席了此次会议，并就“反恐”与“大选后的美国”两个议题做了大会主题发言。

##### Ukraine - MofaUkraine, 20/11/2016

20 листопада ц.р. у м. Доха (Держава Катар) відкрилось 9-е засідання Міжнародної конференції Світової політики, присвячене питанням світового управління. Цього року вона проходить під патронатом Прем’єр-міністра Катару шейха Абдулли Аль Тані, який виступив перед учасниками форуму з вітальним словом. Почесними спікерами заходу стали міністр закордонних справ Франції Ж.М.Еро та колишній турецький прем’єр-міністр А.Давутоглу.

##### Suisse - Le Temps, 21/11/2016

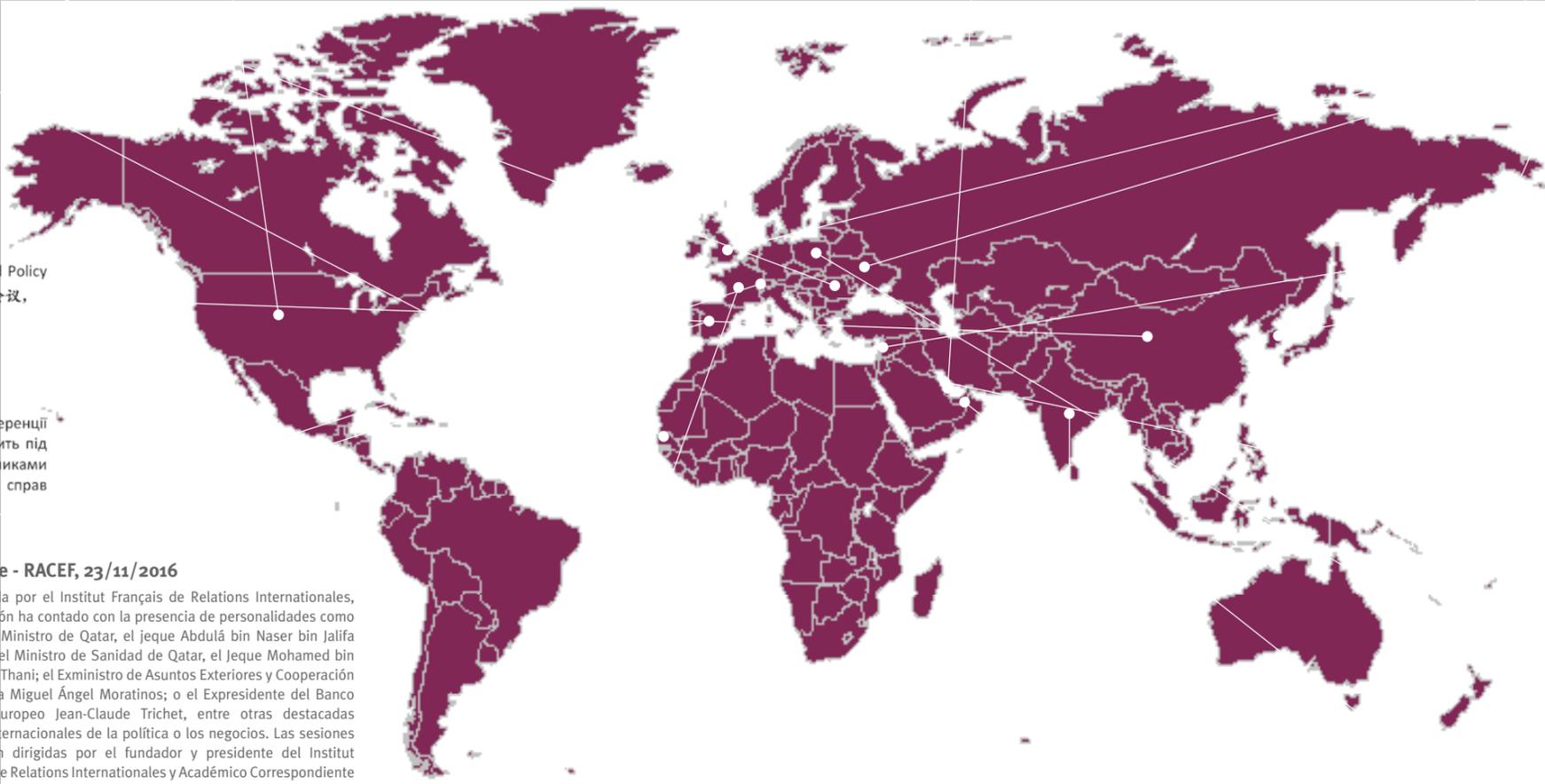
M. Davutoglu, ancien premier ministre turc, constatait le 20 novembre dernier dans une intervention à la World Policy Conference qui se tient actuellement à Doha (Qatar) que la gouvernance mondiale reculait. La tendance à rechercher en commun des solutions internationales aux grands problèmes – migration, changement climatique, lutte contre la pauvreté, terrorisme, non-prolifération, régulation financière – fondées sur des valeurs et des intérêts bien précis est en voie de se briser.

##### France - LCI, 26/11/2016

C'est la vertu de ce genre de forum : la World Policy Conférence initiée il y a dix ans par Thierry de Montbrial (président de l'Institut Français des Relations Internationales), s'est toujours donnée pour objectif de décrypter le dessous des cartes, de repérer les stratégies géopolitiques dans un monde en mutation, de faire de la prospective. Tout cela grâce à un panel très relevé d'experts, diplomates, universitaires ou conseillers gouvernementaux des cinq continents. Or cette année a été marquée par deux nouveautés : la tenue de la conférence à Doha au Qatar, et surtout, la soudaine imprévisibilité justement de l'ordre planétaire depuis l'élection de Donald Trump.

##### Etats-Unis - The Washington Post, 25/11/2016

Wang spoke this week at the World Policy Conference, an annual gathering of a hundred or so government officials, international financial experts and other opinion leaders organized by the French Institute of International Relations, a think tank. The United States’ domineering ways have long been Topic A at international gabfests. But this year there was a plaintive, even elegiac quality to the discussion of “the deeply divided American nation” and its perceived desire to quit trade agreements, wall itself off in a snit of “populist exclusion” and “cowardly look the other way” as Russia commits atrocities in Syria, to choose a few of the complaints registered here.



##### Espagne - RACEF, 23/11/2016

Organizada por el Institut Français de Relations Internationales, esta edición ha contado con la presencia de personalidades como el Primer Ministro de Qatar, el jeque Abdulá bin Naser bin Jalifa Al Thani; el Ministro de Sanidad de Qatar, el Jeque Mohamed bin Hamad Al Thani; el Exministro de Asuntos Exteriores y Cooperación de España Miguel Ángel Moratinos; o el Expresidente del Banco Central Europeo Jean-Claude Trichet, entre otras destacadas figuras internacionales de la política o los negocios. Las sesiones estuvieron dirigidas por el fundador y presidente del Institut Français de Relations Internationales y Académico Correspondiente para Francia de la RACEF Thierry de Montbrial.

##### France - LES ECHOS, 20/11/2017

“Ce qu’il faut éviter à tout prix, c’est l’aventure isolationniste, l’unilatéralisme ou une forme de rupture avec ce qui constitue (...) un état de droit international”, a déclaré le chef de la diplomatie française à l’ouverture à Doha de la 9e édition de la “World Policy Conference”, organisée par l’Institut français des relations internationales (Ifri). Devant 250 décideurs et personnalités d’une quarantaine de pays, il a appelé à des solutions “collectives” aux problèmes du monde.

##### France - LES ECHOS, 20/11/2017

“Ce qu’il faut éviter à tout prix, c’est l’aventure isolationniste, l’unilatéralisme ou une forme de rupture avec ce qui constitue (...) un état de droit international”, a déclaré le chef de la diplomatie française à l’ouverture à Doha de la 9e édition de la “World Policy Conference”, organisée par l’Institut français des relations internationales (Ifri). Devant 250 décideurs et personnalités d’une quarantaine de pays, il a appelé à des solutions “collectives” aux problèmes du monde.

##### Qatar - GulfTimes, 20/11/2017

HE the Prime Minister and Minister of Interior Sheikh Abdullah bin Nasser bin Khalifa al-Thani opened the 9th edition of the World Policy Conference at Doha Sheraton Hotel yesterday. The opening session was attended by a number of ministers, members of diplomatic missions accredited to Qatar and guests. In his opening speech, the Prime Minister welcomed the participants, and extended his thanks to French Institute of International Relations and to all those who contributed to the organisation of this conference. The Prime Minister said: “We are all aware that our modern world is going through an unusual stage full of serious challenges for security, stability and sustainable development due to the continued disruption of the global system which suffers from double standards in dealing with peoples’ issues.

##### Royaume-Unie - The Guardian, 20/11/2016

French Foreign Minister Jean-Marc Ayrault on Sunday urged the United States to reject isolationism after president-elect Donald Trump takes office and to remain “open to the world”. Speaking at the World Policy conference in Doha before around 250 decision-makers and delegates, Ayrault became the latest senior Western politician to reveal apparent concern over Trump’s forthcoming presidency. “We need an American partner open to the world, fully engaged, cooperating with its allies,” said Ayrault. He added that Washington should “avoid at all costs” any attempts to become isolationist. France would be working with the newly-elected US president because “the United States is a friend of France and because our cooperation is indispensable”, said Ayrault.

##### Maroc - ElaphMorocco, 30/11/2016

!إيفري الدولية للعلاقات الفرنسي المدع من وبمبادرة ذاته، السياق وفي l'Institut français des relations internationales IFRI، مؤتمر تنظيم تم World Policy Conference (WPC) الخارجية للسياسة عن دولي مؤتمر تنظيم تم ومخاطره، الأوساط الشرق في المتفجر الموضوع لدراسة مستديرتين طولتين وكسرت قطر في الدوحة في عن والرئيسي الأول المسؤول باعتماداره السوري للنظام الاتهام أصابع ووجت 2016 نوفمبر 22 إلى 20 من الجذور في والبحث الجوانب متعدد جماعي عمل تنظيم وضرورة سوريا في الأهلية الحرب نشوب الأوساط بالشرق تحصرف التي للمشكل العميقة الحقيقية.

##### Liban - L'Orient Le Jour, 22/11/2016

Tel était le programme particulièrement dense, très diversifié et d'une haute portée stratégique qui a meublé la deuxième journée de la Conférence internationale sur la gouvernance mondiale (« World Policy Conference », WPC), qui se tient depuis dimanche dernier à l'hôtel Sheraton de Doha, au Qatar, à l'initiative de l'Institut français des relations internationales (Ifri, dirigé par Thierry de Montbrial). Une centaine d'éminentes personnalités du monde politique, économique, académique, des affaires et de la presse, venant des quatre coins du monde, se penchent pendant trois jours sur les grands dossiers qui ont un impact sur les impératifs d'une bonne gouvernance mondiale dans différents domaines d'activité.

##### Corée du sud

매일경제, 21/11/2016

글로벌 오피니언 리더들은 현재 세계가 처한 상황을 '불확실성이 지배하는 시대'로 정의했다. 특정한 이데올로기나 방향성없이 전 인류가 기초질서를 부정하고 있지만 대안은 찾지 못하는 사회라는 의미다. 불확실성의 시대를 해결하는 해법으로는 포용 (inclusivity)을 제시했다. 정치적으로는 많은 사람을 포용할 수 있는 체제를 구축하고 경제적인 불평등성을 해소하는 것이 불확실성의 시대를 극복해 나갈 원칙으로 지목됐다. 20 일 (현지시간) 카타 도하 세러턴호텔에서 개최된 제 9 회 세계정책컨퍼런 (World Policy Conference WPC) 개막식에서 압둘라 빈 나세르 빈 할리파 알사니 카타르 총리는 "최근 세계는 안보와 제 침체로 불확실성이 높아지고 있다"고 진단했다. 알사니 총리는 특히 최근 중동은 물론 세계 평화를 위협하는 갈등요인인 팔레스타인과 이스라엘 문제 시리아 사태 등을 해결하는 과정에서 국제적인 공조가 중요하다고 역설했다.

##### Bahreïn - Bahrain Nws Agency, 20/11/2016

Qatari Premier and Interior Minister Shaikh Abdulla bin Nasser bin Khalifa Al-Thani today received French Minister of Foreign Affairs and International Cooperation Jean-Marc Ayrault, on visit to Doha to attend the World Policy Conference.

##### Pologne - rp.pl, 23/11/2017

O tym przez kilka dni rozmawiali uczestnicy dorocznego spotkania World Policy Conference organizowanego przez think tank IFRI. Swoją drogą może czas już, by takie spotkanie odbyło się w Polsce? Co wynika z tegorocznej konferencji, która zakończyła się w Katarze? Po pierwsze – że nie cały świat żyje tymi problemami, przez które nie może spać Zachód. Nasze problemy dotyczą wszystkich, ale znacznie mniej niż przed dekadami. Po drugie, o Wielkiej Zmianie zdecydowały wielkie wynalazki, które obejmą oddziaływaniem całe narody. Sztuczna inteligencja, tani grafen, możliwość błyskawicznego przemieszczania się między metropoliami z prędkością odrzutowca, w specjalnych tunelach, zdalne samochody (zapowiadane już przez Stanisława Lema), całkowicie spersonalizowana diagnostyka medyczna?

##### Emirats Arabes Unis - Al Khaleej, 20/11/2016

انطلقت في العاصمة القطرية الدوحة، الأحد، أعمال «مؤتمر السياسات العالمية» التامع، بمشاركة وشارك في افتتاح المؤتمر رئيس مجلس الوزراء القطري وزير الداخلية عبد الله بن شخصيات دولية قتصاد التركي ناصر بن خليفة آل ثاني، ورئيس الوزراء التركي السابق أحمد داوود أوغلو، ووزير الألسابق غني باباجان، ووزير الخارجية والتعاون الدولي الفرنسي جون مارك أيرولت، وفق ما نقلت وكالة الأناضول.

“ Jean-Marc Ayrault

[...] des tentations isolationnistes qui, elles, peuvent conduire - et cela est vraiment dangereux - au retour des nationalismes et s'il y a bien un continent qui a souffert du nationalisme c'est le continent européen qui, plus que jamais, est vigilant. [...] C'est un défi pour le monde entier. Face aux défis auxquels nous sommes confrontés - terrorisme, réchauffement climatique, développement, échanges équitables et la réalité d'un monde qui change profondément avec l'arrivée de nouvelles puissances - il faut à tout prix veiller à ce que ce monde soit pacifique. Pour cela il faut un équilibre, il faut être capable de jouer son rôle et pas se replier sur soi. La tentation du repli est un danger pour la planète tout entière.

“ Mari Kiviniemi

[Le grand défi auquel doivent faire face les entreprises et le gouvernement] est la mise en œuvre parce que dans de nombreux pays, ainsi qu'au niveau international, il existe des recommandations, mais quand il s'agit de les mettre en œuvre et d'en assurer le contrôle, les entreprises ne font pas ce qu'elles devraient faire. C'est toujours un défi, mais il peut être relevé. [...] Nous disposons de l'outil idéal pour contrer l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). Grâce à ces lignes directrices et cette législation, qui doit ensuite être mise en œuvre, nous pouvons nous assurer que les multinationales paient leurs impôts et qu'elles s'engagent sur la bonne voie.

“ Kevin Rudd

Parler le chinois ne vous permet pas nécessairement de comprendre la Chine. [...] J'ai vu arriver et partir de nombreux hommes politiques chinois. Si vous prenez du recul par rapport à tout cela et si vous vous projetez dans dix ans - c'est un horizon temporel est dynamique - je vois un parti communiste chinois encore solidement ancré au pouvoir, je vois un leadership renforcé de Xi Jinping [...]. Je vois un pays dont le programme de transformation économique est une réussite mitigée, mais suffisante pour continuer à faire croître l'économie de plus de 5 %, ce qui, pour un pays de 1,4 milliard d'habitants - la population prévue - est un résultat convenable. La question à laquelle je n'ai pas de réponse, c'est dans quelle mesure la Chine aura effectué un virage concernant la soutenabilité environnementale, la pollution atmosphérique et le changement climatique.

“ Thierry de Montbrial

Je pense que nous sommes tous d'accord pour dire que nous traversons une période extrêmement critique. Trump et le Brexit symbolisent ces temps difficiles. Le monde est clairement menacé par la fragmentation, le nationalisme, le populisme, etc. La WPC est un lieu où des individus des cinq continents tentent de combattre ce risque [...]. Même s'il ne s'agit que d'une goutte d'eau dans l'océan, j'espère que cette goutte jouera un rôle significatif et peut-être même changera le monde.

“ Reem Al Harami

La rhétorique [de Trump] se révèle très alarmante. [...] Nous assistons à une élection étrange et très différente aux États-Unis. [...] C'est la première fois depuis 1928 que les républicains contrôlent les trois organes du pouvoir, c'est-à-dire la présidence, la Chambre des représentants, le Sénat et le Congrès [...]. Tous ces pouvoirs sont concentrés entre les mains des républicains. [...] Ces points de vue vont nous aider à esquisser une vision plus large de ce que sera la présidence de Trump. Jusqu'ici nous ne savons pas vraiment ce qui va se passer par la suite.

“ Guillaume Pepy

Je ne pense pas que [le Brexit] change beaucoup de choses dans notre secteur parce que les Britanniques auront toujours besoin de venir en Europe et y prendront toujours plaisir. D'ailleurs, les Français adorent aller à Londres. [...] Lorsque, comme nous, vous êtes une entreprise publique, il est de votre devoir de considérer les choses selon une perspective de long terme. L'investissement dans la mobilité est un enjeu à long terme. [...] J'insisterai quant à moi sur la révolution dans le domaine de la mobilité au niveau mondial. Les choses bougent extrêmement vite parce que les gens recherchent des solutions porte-à-porte, pas seulement des trains ou des bus. Ils veulent que nous soyons entièrement numérisés. [...] C'est un environnement très concurrentiel et ce qui est intéressant ici, au Moyen-Orient, c'est que la région a énormément investi pour anticiper l'avenir.

“ John Kerr

Il s'agit essentiellement de négociations de divorce. Je pense que nous allons sans aucun doute demander le divorce. Quant à savoir si la proportion 52-48 [en faveur du Brexit] peut être inversée, les termes du divorce devenant clairs, les mois passant et les citoyens britanniques ressentant peut-être certains effets économiques défavorables, c'est une autre question. [...] Nous devrions fonder nos actions sur l'hypothèse du départ des Britanniques, mais ce n'est pas absolument certain.

“ Jehangir Khan

La lutte contre le terrorisme remonte à des temps immémoriaux. Le terrorisme existe depuis l'aube de l'humanité. Néanmoins, la nature du terrorisme d'aujourd'hui est différente, parce que nous voyons que les mouvements terroristes sont en mutation. Si nous nous étions rencontrés il y a cinq ans, nous aurions parlé d'Al-Qaïda. Aujourd'hui nous parlons de Daech. Al-Qaïda était plus une organisation menant des opérations éclair, alors que Daech prétend contrôler un État, ou créer un État, et aspirait même à s'emparer de la Syrie et de l'Irak. [...] Nous ne vaincrons peut-être pas totalement le terrorisme, mais nous devrions vraiment avoir pour objectif de le faire rentrer dans sa boîte.

“ Patrick Pouyanné

[...] Les investissements ont décliné de façon spectaculaire, passant d'environ 700 milliards de dollars il y a deux ans à 400 milliards de dollars - il y a donc beaucoup moins d'investissements, et c'est un problème pour l'avenir de la production pétrolière [...]. Si nous n'investissons pas suffisamment, dans quelques années il y aura une pénurie de l'offre. [...] L'OPEP a un brillant avenir. [...] Nous avons besoin de la production de l'OPEP et nous avons besoin de la production de pétrole de schiste si nous voulons répondre à la demande, parce que le véritable défi auquel doit faire face l'industrie tout entière est la croissance continue de la demande. [...] [Le changement climatique] reste un véritable défi pour les 15-20 prochaines années. [...] Total a décidé d'être une grande entreprise responsable [...], et nous serons aussi un acteur des énergies renouvelables. A ce jour, nous avons investi 5 % de l'activité dans les énergies renouvelables.

“ John Lipsky

Je pense que le consensus est qu'il y aura des initiatives visant à accroître les dépenses d'infrastructure [...]. L'économie américaine ne se porte pas si mal : le taux de chômage atteint 4,9 %, la croissance pourrait être un peu plus rapide mais la productivité doit aussi accélérer un peu, il est donc évident qu'une grande initiative est nécessaire dans cette direction. Mais le président Trump a indiqué qu'il était sérieux concernant une réforme de la fiscalité, quelque chose dont nous avons parlé et qui s'avère certainement nécessaire aux États-Unis ; et si cela entraîne le déblocage d'une réforme qui était gelée, c'est un signe d'espoir.



**WORLD POLICY CONFERENCE**  
Doha Conference 2016 Partner

**WPC Foundation Partners:**  
OCP POLICY CENTER  
Capgemini  
POONGSAN

**Sponsors:**  
TOTAL, GROUPE RENAULT, AIRBUS GROUP, SK, SNCF, EuzimBank, N

**Media Partners:**  
النخبة, THE DAILY BEAST, Les Echos, 매일경제, L'orient LE JOUR

www.worldpolicyconference.com #WorldPolicyConf

**WORLD POLICY CONFERENCE**

**9th EDITION GLOBAL GOVERNANCE**  
November 20-22, 2016 • Doha

www.worldpolicyconference.com

**WORLD POLICY CONFERENCE**



Partenaire Conférence Doha 2016

State of Qatar

Partenaires Fondation WPC

OCP Policy Center

Total

Capgemini

Poongsan

Banque du Liban

Groupe Renault

SK Group

Korea Foundation for Advanced Studies

Airbus Group

SNCF

Grampet Group

Euro Insol

Exim Bank

Nuclearelectrica



Médias

An-Nahar

The Daily Beast

Les Echos

Maeil Business

L'Orient le Jour



Avec le soutien de

Roland Berger

CNES

Jean Burelle

Jean-Pierre Hansen

Pierre Keller

José Desfilis

André Lévy-Lang



Partenaire Conférence Doha 2016



Partenaires Fondation WPC



Médias



## L'Institut français des relations internationales

Créé en 1979 sur le modèle des think tanks anglo-saxons, l'Ifri (Institut français des relations internationales) est en France le principal institut de recherche et de débat indépendant consacré à l'analyse des questions internationales et de gouvernance mondiale.

L'Ifri est classé au 3e rang des think tanks les plus influents au monde derrière la Brookings Institution (Etats-Unis) et Chatham House (Royaume-Uni), selon le classement du « Global Think Tank Report 2016 » de l'université de Pennsylvanie portant sur 6,486 think tanks de 182 pays.

L'Ifri a pour mission d'éclairer et de mettre en perspective les grands événements internationaux. Il s'adresse prioritairement aux décideurs politiques, économiques, aux milieux académiques, aux leaders d'opinion ainsi qu'aux représentants des sociétés civiles.

### WPC

**Thierry de Montbrial**  
Président et fondateur

**Song-Nim Kwon**  
Directeur exécutif

**Nicolas de Germy**  
Vice-Président

**Florent de Chantérac**  
Producteur exécutif

**Guillaume Foucault**  
Attaché de presse

### Contact :

Dr Song-Nim Kwon : +33 (0)1 40 61 72 81

E-mail : [kwon@worldpolicyconference.com](mailto:kwon@worldpolicyconference.com)

### Pour plus d'informations :

[www.worldpolicyconference.com](http://www.worldpolicyconference.com)

[www.worldpolicyconferencetv.com](http://www.worldpolicyconferencetv.com)



ifri



## Crédits

Direction éditoriale

**Song-Nim Kwon**

Crédits photos

**CLASH VISUEL ©Bahi et ©Christophe Peus**

Production

**World Policy Conference, Paris**

Imprimé en France - Mars 2017

Tout droits réservés.

ISBN : 978-2-36567-690-8





ifri

[www.worldpolicyconference.com](http://www.worldpolicyconference.com)  
[www.worldpolicyconferencetv.com](http://www.worldpolicyconferencetv.com)  
[www.ifri.org](http://www.ifri.org)